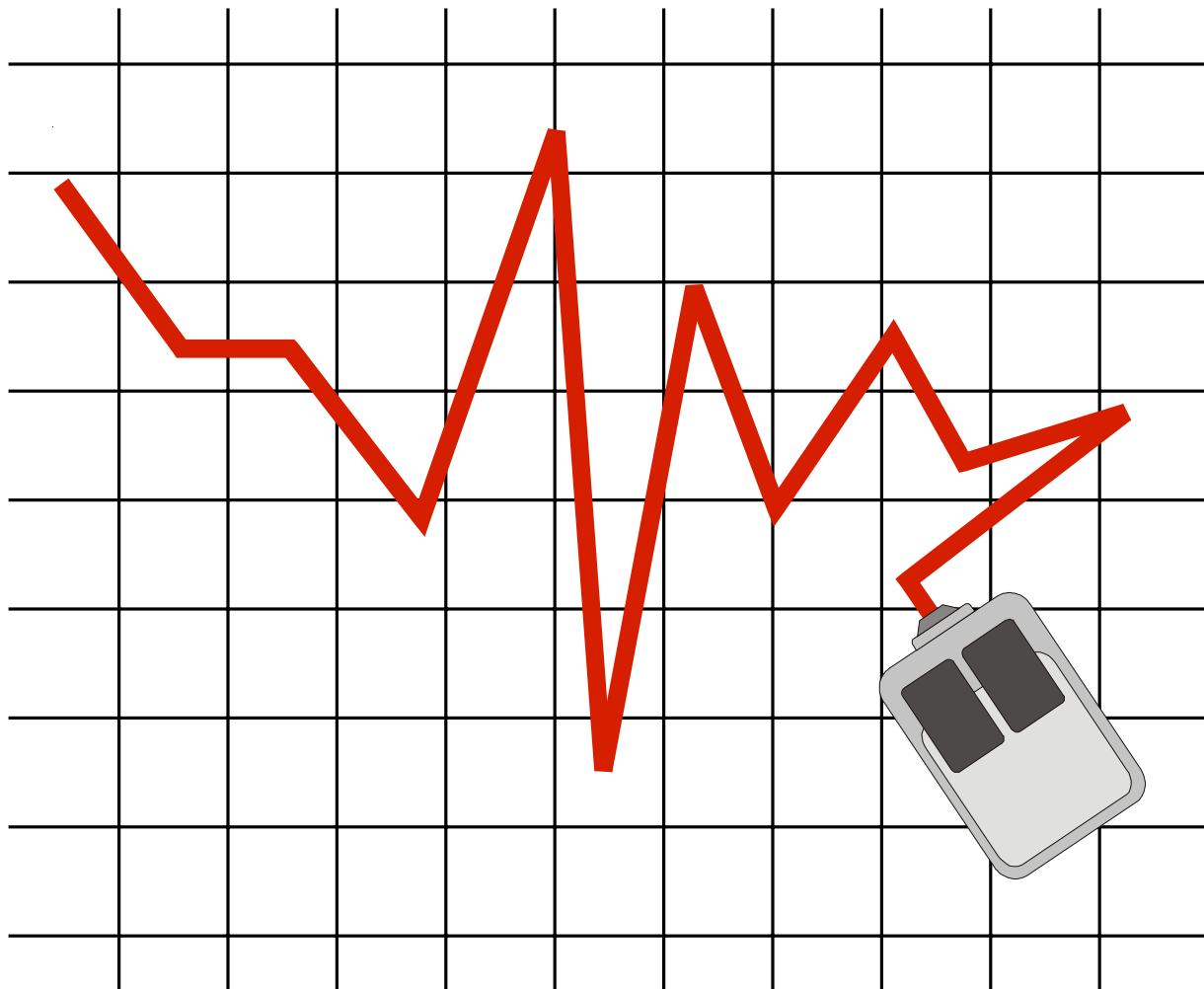


PlaniPro

&

La gestion stratégique d'une PME



Tous droits réservés © 2000-2005, Pro-Gestion Informatique

Important -- Permis restreint d'utilisation

Lisez attentivement la présente entente avant l'utilisation du logiciel. En installant le logiciel, vous acceptez automatiquement les termes et conditions de la présente entente. Pro-Gestion Informatique vous accorde un droit d'utilisation du présent logiciel et de toute édition finale, le cas échéant (ci-après appelé le logiciel) et de toute la documentation pertinente (ci-après appelée la documentation). Il est prévu strictement pour l'usage personnel d'un seul utilisateur et conformément aux termes et conditions prévus dans cette entente.

Tous droits sont réservés. Il est strictement défendu de reproduire, de copier, de vendre ou de distribuer de toute autre façon une ou des composantes du produit sans le consentement écrit, au préalable, d'un représentant dûment autorisé de Pro-Gestion Informatique. Vous pouvez utiliser le logiciel sur un (1) ordinateur à la fois; faire une copie de sauvegarde (backup) du logiciel, laquelle est automatiquement sujette à la présente entente, pour être utilisée en complément à l'usage prévu du logiciel.

Vous ne pouvez pas permettre que le logiciel, la documentation et/ou les copies soient disponibles de quelque manière que ce soit et/ou soient utilisés, en tout ou en partie, d'une autre façon que celle qui est prévue dans la présente entente; modifier, altérer, adapter, fusionner, dé-compiler ou déchiffrer (reverse-engineer) le logiciel; enlever, obstruer ou altérer de toute autre façon le brevet de Pro-Gestion Informatique, sa marque de commerce ou autres marques de droits de propriété de Pro-Gestion Informatique.

Le logiciel fourni est "tel quel" et Pro-Gestion Informatique n'offre aucune garantie expresse ou implicite légale ou conditionnelle, y compris la garantie pour non violation des droits de brevets ou marques de commerce d'une tierce partie, sa valeur marchande et sa convenance pour un usage particulier. Vous assumez l'entière responsabilité quant à la qualité et la performance du logiciel.

Avis de marques de commerce enregistrées

Toutes autres marques de commerce, enregistrées ou non, sont la propriété exclusive de leurs propriétaires respectifs.

Table des matières

À PROPOS DE <i>PLANIPRO</i> pour Microsoft® Excel	6
À PROPOS DE CE GUIDE	7
MATÉRIEL REQUIS	7
FAIRE CONNAISSANCE AVEC EXCEL	8
INTRODUCTION	10
MODE D'UTILISATION DU LOGICIEL <i>PLANIPRO</i>	11
1. Étape de planification	12
1.1 La feuille Intro pour introduction	12
1.2 La feuille Hypothèses pour hypothèses de travail	12
1.2.1 Table des entrées et sorties de fonds	15
1.2.2 Table des salaires à payer et des avantages sociaux	16
1.3 La feuille Début pour début (bilan d'ouverture)	18
1.3.1 La liste des immobilisations	18
1.3.2 Table des emprunts (au début ou déjà en cours)	26
2. Étape de contrôle	28
2.1 Les feuilles Budgets pour budgets de caisse	30
2.2 Les feuilles Fabs pour coûts de fabrication	34
2.3 Les feuilles Rés pour "Autres renseignements sur les résultats"	35
3. Étape de synthèse	38
3.1 La feuille Résultats pour état des résultats prévisionnels	42
3.2 La feuille Bilans pour bilans prévisionnels	42
3.3 La feuille Evolution pour état de l'évolution de la situation financière	42
3.4 La feuille Ratios pour tableau des ratios financiers	44
3.4.1 Le ratio de liquidité générale	45
3.4.2 Le ratio de liquidité immédiate	46
3.4.3 L'intervalle défensif	46
3.4.4 Le ratio de couverture des stocks	46
3.4.5 Le ratio d'endettement	47
3.4.6 L'effet de levier	47
3.4.7 Le ratio du passif par rapport aux capitaux propres	47
3.4.8 Le ratio de couverture des intérêts	47
3.4.9 Le ratio de couverture de la dette	48
3.4.10 Le ratio de rotation des stocks et l'âge des stocks	48

3.4.11 Le ratio de rotation des comptes clients et l'âge des comptes	49
3.4.12 Le ratio de rotation des comptes fournisseurs et l'âge des comptes	49
3.4.13 Le ratio de rotation des immobilisations	49
3.4.14 Le ratio de rotation de l'actif total	50
3.4.15 La marge bénéficiaire brute	50
3.4.16 La marge bénéficiaire nette	51
3.4.17 Le rendement de l'actif	51
3.4.18 Le rendement des capitaux propres	52
3.5 La feuille seuil pour seuil de rentabilité	53
3.6 La feuille CMPC pour coût moyen pondéré du capital	54
3.6.1 Le coût des dettes de l'entreprise	55
3.6.2 Le coût des capitaux propres de l'entreprise	55
3.7 La feuille Projets pour projets d'investissement	61
3.8 Les feuilles Valeur pour valeur intrinsèque de l'entreprise	64
3.9 La feuille Rendement pour rendement des investisseurs	68
UN DERNIER EXEMPLE	69
CONCLUSION	74
ANNEXE - (description des catégories d'amortissement)	77
LISTE - (des feuilles de travail secondaires)	79

Note - Plusieurs feuilles de calcul ne sont pas illustrées dans ce guide. Le fichier Demo_Fab.xls (voir le menu Démarrer/ Programmes/PlaniPro) a été utilisé pour illustrer ce manuel. Par conséquent, certaines feuilles de travail peuvent avoir une présentation légèrement différente selon le fichier PlaniPro utilisé par l'entreprise.

Pour commentaires et suggestions
(ou toute demande de modification)

©Pro-Gestion Informatique
1210, 1ère Avenue
Lac St-Charles
P. Québec G3G 2T1
(418) 841-2144

Site Internet: www3.sympatico.ca/progestion
Courrier électronique: progestion@sympatico.ca

À PROPOS DE *PLANIPRO* pour Microsoft® Excel

Planipro utilise la plate-forme Excel offrant ainsi une grande facilité d'utilisation. Excel est tout d'abord un puissant outil de calcul, de manipulation et d'analyse des données. Planipro est donc un fichier Excel personnalisé, efficace, à feuilles de travail multiples et intégrées avec macros commandes.

Les versions envisagées doivent pouvoir être incluses dans le **plan d'affaires** d'un promoteur ou le **plan d'exploitation** d'une entreprise puisque Planipro permet, en autres fonctions, la gestion des liquidités, la production d'états financiers prévisionnels, le montage d'un dossier de financement, l'étude des projets d'investissements, l'analyse des données financières et ultimement, d'estimer la valeur intrinsèque d'une entreprise.

- Fichier **Fab1Inc.xls** Entreprise existante qui est une société par actions qui conçoit et fabrique des produits (avec RS&DE).
- Fichier **Fab2Inc.xls** Nouvelle entreprise qui est une société par actions qui conçoit et fabrique des produits (avec RS&DE).
- Fichier **Fab3Inc.xls** Entreprise existante qui est une société par actions qui fabrique des produits (sans RS&DE).
- Fichier **Fab4Inc.xls** Nouvelle entreprise qui est une société par actions qui fabrique des produits (sans RS&DE).
- Fichier **Com1Inc.xls** Commerce (société par actions) qui vend des produits (en gros ou au détail) et qui peut vendre également des services.
- Fichier **Com2Inc.xls** Nouveau commerce (société par actions) qui vend des produits (en gros ou au détail) et qui peut vendre également des services.
- Fichier **Ser1Inc.xls** Entreprise de service existante (société par actions).
- Fichier **Ser2Inc.xls** Nouvelle entreprise de service (société par actions).

À PROPOS DE CE GUIDE

Ce manuel a été conçu d'abord pour aider les utilisateurs du progiciel PlaniPro à bien utiliser le chiffrier mais aussi à comprendre les principes de gestion appliqués à la gestion stratégique d'une entreprise.

En raison des contraintes de production qui s'appliquent à la documentation de tous les logiciels, la rédaction du guide s'effectue généralement avant l'achèvement de la version finale du logiciel. Pour cette raison, il arrive que des différences mineures apparaissent entre le logiciel et le guide.

MATÉRIEL REQUIS

Pour utiliser PlaniPro vous aurez besoin des produits suivants :

- un ordinateur IBM ou compatible, muni d'un processeur Pentium avec un minimum de 16 Mo de mémoire vive (RAM);
- un disque dur avec au moins 60 Mo d'espace disponible;
- un lecteur CD-ROM (4X ou plus rapide);
- le logiciel Excel 97, Excel 2000, Excel 2002 ou Excel 2003 de Microsoft®;
- le système d'exploitation Windows® 95, 98, NT, 2000, Me ou XP (Pro) de Microsoft®.

Pour installer PlaniPro:

1. Insérez le CD-ROM dans le lecteur CD-ROM.
2. Choisissez l'option Exécuter (Run) dans le menu Démarrer (Start).
3. Tapez la lettre du lecteur CD-ROM, puis : \SetUp.exe (par exemple, D:\SetUp.exe) et cliquez sur OK pour faire démarrer l'installation.
4. Suivez les instructions d'installation apparaissant à l'écran. Une fois l'opération complétée, l'installation est alors terminée.

Pour lancer une nouvelle application PlaniPro:

1. Il faut d'abord lancer le programme PlaniPro en utilisant l'icône du programme qui est accessible dans le menu Démarrer (Start) / Programmes.
2. Suivez les étapes pour inscrire votre entreprise.
3. Une fois les informations requises données au logiciel, celui-ci va ouvrir le bon fichier PlaniPro requis pour votre entreprise.
4. Finalement, sauvegardez votre fichier PlaniPro sous un autre nom et ce, dans le répertoire de votre choix.

Important - À l'ouverture du fichier PlaniPro, si la sécurité du programme Excel a été établie à un niveau moyen, un message apparaît indiquant que le fichier contient des "macros" commandes. Il faut alors activer les macros pour avoir accès à toute les fonctionnalités du logiciel. Si le niveau de sécurité a été établi à un niveau haut, les macros seront automatiquement désactivées même si le fichier est ouvert.

FAIRE CONNAISSANCE AVEC EXCEL

Ce manuel est conçu d'après un principe pédagogique simple : l'apprentissage par la pratique ou, plus précisément, l'apprentissage par la résolution de problèmes pour lesquels Excel est l'outil approprié.

Excel est tout d'abord un puissant outil de calcul, de manipulation et d'analyse des données. Excel est devenu une sorte de programme universel que l'on peut utiliser de manières très diverses aussi bien dans le domaine professionnel que privé.

L'environnement des fichiers PlaniPro s'efforce donc de rester proche, voire de reconstituer l'organisation de bureau familière à l'utilisateur. La zone de travail correspond à différents processus qui se déroulent simultanément dans différentes fenêtres.

Pour organiser les processus, Excel dispose de classeurs. Ce sont des documents dans lesquels on regroupe les feuilles de travail qui, ensemble, forment un document global. Les différentes feuilles de travail d'un classeur sont représentées par des onglets au bord inférieur.

Les feuilles de travail sont divisées en lignes et en colonnes. À l'intersection d'une ligne et d'une colonne se trouve toujours une cellule. Une cellule active est toujours mise en évidence par un cadre plus épais. Dans un fichier PlaniPro, une cellule sélectionnée de couleur verte ou jaune est prête à recevoir des données saisies manuellement.

La façon de démarrer un fichier PlaniPro dépend en grande partie de la manière dont l'utilisateur a configuré son environnement Windows. En général, on commence par cliquer sur le bouton **Démarrer**. Pour lancer une nouvelle application PlaniPro, il faut ensuite lancer le programme en utilisant l'icône du programme "Pour débiter un nouveau fichier" qui est accessible dans le menu Démarrer (Start) / Programmes / PlaniPro.

Il existe de nombreuses manières d'ouvrir un fichier existant sous Windows. Dans le menu **Démarrer**, par exemple, les derniers fichiers PlaniPro qui ont été ouverts sont tous proposés sous **Documents**. Un clic sur un nom de fichier démarre Excel et ouvre le document. Si le fichier dont l'utilisateur a besoin n'est pas proposé, il faut choisir l'option **Ouvrir...** dans le menu Fichier du programme Excel.

De même, il y a plusieurs façons d'enregistrer votre travail. On fera la distinction entre le premier enregistrement et les enregistrements suivants. Au premier enregistrement, il est recommandé d'utiliser la commande **Enregistrez sous...** pour attribuer un nom et un répertoire différent à votre document du fichier modèle chargé par défaut lors du lancement du programme. Cette procédure permet de conserver intact le fichier d'origine qui peut être utilisé à nouveau pour un autre document.

Il est clair qu'il faut indiquer d'abord dans quel dossier le fichier doit être enregistré. Le dossier actuellement en service est toujours proposé par défaut. Il est recommandé de changer de répertoire et de renommer le fichier pour un nom plus adapté à votre travail. Si l'utilisateur souhaite conserver différentes versions ou étapes d'un travail, il doit chaque fois enregistrer le fichier PlaniPro sous un nouveau nom.

Pour imprimer les différents rapports d'un fichier PlaniPro, utilisez la commande **Imprimer...** La fenêtre principale peut être remplacée par une fenêtre d'aperçu avant impression, dans laquelle une ou plusieurs pages sont affichées telles qu'elles seront imprimées. Les différentes options de la barre d'outils vous permettent de faire un zoom avant et un zoom arrière des pages, de lancer un travail d'impression (bouton *Imprimer*) et de modifier les paramètres d'impression.

Plusieurs aspects, doivent être pris en considération, pour l'impression des feuilles de travail ou des classeurs entiers. Par défaut, la feuille de travail active est proposée et Excel imprime la totalité de la zone d'impression qui est pré-définie dans les fichiers PlaniPro par les cellules comprises dans le plan de travail circonscrites par un cadre de couleur grise.

Si l'utilisateur préfère définir lui-même quelles plages de cellules d'une feuille de travail doivent être imprimées, il y a deux possibilités. La plus simple est de sélectionner la plage de cellules avant d'activer la commande d'impression et de sélectionner ensuite l'option *Sélection* dans la boîte de sélection **Imprimer**. Il est possible de travailler avec des sélections multiples ou avec un groupe de feuilles préalablement sélectionnées.

La deuxième possibilité consiste à définir explicitement une zone d'impression différente pour une feuille de calcul. Cependant, cette action remplacera la zone d'impression pré-définie de cette feuille de travail du fichier PlaniPro. Enfin, si l'option *classeur entier* est sélectionnée dans la boîte de sélection **Imprimer**, toutes les feuilles de travail montrées par des onglets au bord inférieur (habituellement n'inclus pas les feuilles secondaires) seront imprimées sur une feuille séparée.

Au moment de mettre fin à une session de travail avec les fichiers PlaniPro, l'utilisateur va retrouver, au début de la prochaine session, les paramètres Excel avec lesquels il avait travaillé au cours de celle-ci.

Finalement, il y a plusieurs méthodes pour quitter et mettre fin à une session de travail. Le plus simple est sans doute de cliquer sur le bouton de fermeture dans la barre de titre. L'utilisateur peut aussi utiliser le menu d'Excel. Dans le menu **Fichier**, on trouve la classique commande **Quitter**.

Si l'utilisateur d'un fichier PlaniPro a un problème avec Excel et ne sait pas comment faire quelque chose, l'utilisateur peut poser des questions au Compagnon Office. Celui-ci n'a pas besoin de connaître les termes spécialisés que l'on trouve habituellement dans l'aide ou dans les manuels. La question peut être posée avec les mots de tous les jours. Excel tente de la comprendre et d'y répondre.

Des informations plus détaillées sont fournies par le manuel électronique d'Excel. L'accès à ce manuel électronique se fait par le menu ? et la commande **Sommaire et index**. Le système d'aide d'Excel est une application à part entière. Elle s'exécute dans sa propre fenêtre. Celle-ci peut être dimensionnée et positionnée de manière à ne pas trop empiéter sur la feuille de travail avec laquelle l'utilisateur est en train de travailler.

Note - Faire connaissance avec Excel peut se faire aussi avec l'aide de plusieurs ouvrages de référence sur cet outil indispensable au gestionnaire financier d'une entreprise d'aujourd'hui.

INTRODUCTION

Les activités de gestion peuvent donc prendre la forme d'un processus élaboré de planification financière consistant à prévoir et à planifier soigneusement chaque dépense majeure, cela en tenant compte des revenus anticipés pour la période considérée, et à contrôler régulièrement l'évolution des budgets de façon à réévaluer, s'il y a lieu, les choix qui ont été faits.

Ce processus de gestion nécessite la mise en place de système d'information permettant de recueillir les données nécessaires au processus et d'évaluer le degré d'atteinte des objectifs poursuivis. L'évaluation et le contrôle des résultats peuvent nécessiter un ou des retours à certaines ou à plusieurs étapes antérieures. Cet effet de rétroaction donne à voir ce processus comme étant non pas statique, mais dynamique, c'est-à-dire susceptible de constantes réévaluations.

Une entreprise est un organisme très complexe. Il y a donc place pour une grande variété de modèles particuliers décrivant certains aspects de son activité : modèles de comptabilité, modèles de la fonction finance, modèles de marketing, modèles de la fonction de production, etc. D'un point de vue idéal, il faudrait donc disposer d'un modèle global, organisant et "interconnectant" d'une manière adéquate ces différents modèles partiels.

Ce qu'il faut dire avant tout, **c'est qu'un tel modèle n'existe pas**. Tous les modèles actuellement applicables en gestion d'entreprise sont des modèles d'équilibre partiel décrivant le comportement d'un sous-système de l'entreprise. L'interconnexion de ces différents modèles étant imparfaite, et souvent inexistante, l'équilibre global atteint par l'ensemble du système résulte en une sous-optimisation.

PlaniPro se veut un modèle intégrateur de plusieurs modèles utilisés en gestion des entreprises. Il utilise les outils informatiques et met en application des principes de gestion reconnus en comptabilité et en finance. Ces outils sont conçus pour évoluer sur un chiffrier électronique dans une approche de simulation. On pourra constater assez tôt les tendances sur l'évolution du rendement de l'entreprise ainsi que de sa valeur marchande dans le temps.

PlaniPro permet donc d'évaluer les performances de l'entreprise. Il s'intéresse précisément à l'analyse et à la prévision des conséquences financières des choix stratégiques et à leurs répercussions sur l'équilibre financier de l'entreprise. En d'autres termes, puisque l'objectif est de maximiser la richesse des propriétaires (ou des actionnaires), la fonction financière sera une fonction synthèse de ce modèle.

PlaniPro utilise d'abord *la méthode du pourcentage des ventes*. Cette méthode consiste à poser l'hypothèse que l'importance des postes d'actifs et de certains postes de passifs exprimés en pourcentage des ventes resteront relativement stables, et cela pour des variations raisonnables du volume d'activité de l'entreprise. Par la suite, on pourra réévaluer les données initiales avec les données réelles de l'exploitation. Comme cette étude met en cause une série d'étapes interreliées, il s'agit donc *d'un processus continu de planification et de contrôle*.

PlaniPro se veut plus qu'un outil de gestion, il ambitionne d'être un véritable outil *d'aide à la décision* pour le gestionnaire d'entreprise. L'approche de la valeur économique ajoutée (VÉA) n'optimise pas

seulement une partie de l'organisation: elle forme un concept intégrateur, puisqu'elle permet d'établir un lien entre chaque décision dans une entreprise et l'objectif fondamental de la création de valeur.

****Avertissement pour l'utilisateur****

On ne doit pas perdre de vue que le but de la prévision financière est de permettre la préparation des états financiers pro forma ou prévisionnels à inclure dans le **plan d'affaires** d'un promoteur ou d'un **plan d'exploitation** d'entreprise. Ces documents doivent fournir aux bailleurs de fonds une information pertinente sur les objectifs et les moyens mis en œuvre par l'entreprise qui requiert des fonds supplémentaires.

Évidemment, le nombre de variables qu'il serait pertinent de prendre en considération pour obtenir une description adéquate d'un système donné est, en général, extrêmement élevé et les interrelations de ces variables sont innombrables et souvent mal connues. Pour bâtir un modèle maniable, on est donc forcé d'opérer une sélection et de procéder à des simplifications.

Si la modélisation est de nature à permettre une rationalité accrue des décisions, elle ne fournira jamais une représentation entièrement satisfaisante de la réalité et doit donc être maniée avec beaucoup de précaution.

MODE D'UTILISATION DU LOGICIEL *PLANIPRO*

On doit progresser sur le fichier à partir du premier onglet "Intro", puis l'onglet "Hypothèses" et ainsi de suite. À chaque feuille, il faut remplir les cellules vertes qui s'appliquent à son entreprise (étape de planification). Les cellules jaunes calculées par le progiciel permettent d'entrer des données de régularisation et de correction ou encore, d'entrer les vraies valeurs lorsqu'elles seront connues lors des différents exercices financiers de l'entreprise (étape de contrôle). Sur chaque feuille, les cellules comprises dans le plan de travail sont circonscrites par un cadre de couleur grise.

Par ailleurs, comme les fichiers Planipro demandent d'entrer les données financières à partir du premier mois d'un exercice financier, il arrive fréquemment que certains mois soient déjà passés lorsque l'on établit le fichier initial de planification. Il faut donc faire l'étape de contrôle pour tous les mois où les données financières sont réelles ou connues. Cette procédure permet de vérifier que les mois à venir sont conformes à une certaine logique par rapport aux opérations financières les plus récentes.

Un fichier peut être utilisé pendant trois années consécutives. Il doit pouvoir suivre et évoluer au fur et à mesure que l'entreprise inscrit des résultats financiers. Les calculs initiaux basés sur des estimations deviennent plus précis de sorte qu'il est possible de constater les écarts de performance de l'entreprise.

Sur certaines feuilles, il y a un ou plusieurs boutons d'appel de feuilles secondaires non visibles initialement. Un simple "clic" sur le bouton d'appel (ou la touche CTRL + la lettre de la table) fera apparaître la feuille secondaire par laquelle il est nécessaire de passer pour remplir certaines cellules blanches protégées contre l'écriture par défaut.

1. Étape de planification

La planification stratégique est une réflexion qui précède l'action, un moyen pour définir une mission, fixer des objectifs à long terme, arrêter des stratégies, établir des plans et veiller à leur mise en oeuvre. Les plans résultent des stratégies. Les plans aident aussi les gestionnaires à préparer le budget d'exploitation et le budget des investissements.

Même si les plans sont précis, ils doivent demeurer flexibles et souples pour laisser place à des ajustements plus ou moins importants en cours de réalisation. Si les résultats sont dans l'ensemble concordants avec les plans, on pourra constater assez tôt leurs répercussions sur l'équilibre financier de l'entreprise.

1.1 La feuille *Intro* pour introduction

Il faut indiquer le nom de l'entreprise, le mois et l'année de départ pour établir les paramètres de base du scénario à l'étude. Le mois et l'année devraient être le mois et l'année qui suit la dernière année financière complète de l'entreprise.

L'utilisateur du logiciel peut vérifier quel fichier il utilise compte tenu que plusieurs versions existent. Il doit donc s'assurer que la version utilisée est bien celle qui convient à son entreprise. Une liste est aussi jointe au début de ce manuel pour faciliter l'identification du bon fichier.

Une fois le bon fichier récupéré par Excel, il est préférable de le sauvegarder sous un autre nom, par exemple le nom de l'entreprise, afin de conserver intact le fichier d'origine.

1.2 La feuille *Hypothèses* pour hypothèses de travail

Il faut fixer des objectifs réalistes sur les activités commerciales de l'entreprise à la feuille de travail "Hypothèses". L'utilisateur prendra soin de bien remplir cette partie du logiciel puisque la presque totalité des hypothèses de planification sont reliées à cette feuille. Il faut donc procéder à des répartitions prudentes fondées sur des données financières objectives.

PlaniPro utilise d'abord *la méthode du pourcentage des ventes*. Cette méthode consiste à poser l'hypothèse que plusieurs postes de dépenses varieront en fonction du chiffre d'affaires et que l'importance de certains postes d'actif et de passif exprimés en pourcentage des ventes resteront relativement stables, et cela pour des variations raisonnables du volume d'activité de l'entreprise.

Il peut s'avérer difficile d'estimer un pourcentage annuel pour un poste particulier et c'est pourquoi, en cliquant sur le bouton d'appel du tableau d'aide, une feuille secondaire permet de visualiser les pourcentages des frais variables et les montants des frais fixes associés aux résultats de la dernière année d'exploitation. Une fois les cellules vertes remplies, les pourcentages des frais variables et les montants des frais fixes apparaîtront en marge sur la feuille « Hypothèses ».

Note - Ce tableau d'aide est facultatif et n'est pas requis pour le bon fonctionnement du logiciel.

HYPOTHÈSES DE TRAVAIL

Pourcentages - Budget de caisse

Tableau d'aide	01-juil-04 30-juin-05	01-juil-05 30-juin-06 (1ère année)	01-juil-06 30-juin-07 (2ième année)	01-juil-07 30-juin-08 (3ième année)
Ventes de produit (Table A)	68,6%	69,8%	103,4% X (Produit 1)	103,8% X (Produit 2)
Ventes de service	31,4%	30,2%	102,0% X (Service 1)	103,0% X (Service 2)
Achats matières premières	51,1%	51,6% X (Produit 1)	52,0% X (Produit 2)	52,6% X (Produit 3)
Achats (autres produits finis)	1,9%	2,0% X (Produit 1)	2,2% X (Produit 2)	2,4% X (Produit 3)
Salaires bruts (Table B)	19,1%	19,6% X (ventes 1)	20,3% X (ventes 2)	22,3% X (ventes 3)
Avantages sociaux	14,6%	14,4% X (salaires 1)	14,4% X (salaires 2)	14,4% X (salaires 3)
<i>Frais variables de l'entreprise (en pourcentage des ventes)</i>				
Sous-traitance	0,0%	0,0% X (ventes 1)	0,0% X (ventes 2)	0,0% X (ventes 3)
Royautés	0,0%	0,0% X (ventes 1)	0,0% X (ventes 2)	0,0% X (ventes 3)
Frais de véh. à moteur	6,0%	6,0% X (ventes 1)	6,0% X (ventes 2)	6,0% X (ventes 3)
Déplacements	0,1%	0,1% X (ventes 1)	0,1% X (ventes 2)	0,1% X (ventes 3)
Publicité & promotion	2,1%	2,0% X (ventes 1)	2,0% X (ventes 2)	2,0% X (ventes 3)
Frais de représentation	0,0%	0,0% X (ventes 1)	0,0% X (ventes 2)	0,0% X (ventes 3)
Frais de formation	3,1%	3,0% X (ventes 1)	3,0% X (ventes 2)	3,0% X (ventes 3)
Location d'équipement	0,0%	0,0% X (ventes 1)	0,0% X (ventes 2)	0,0% X (ventes 3)
Frais d'emballage et d'expédition	0,5%	0,5% X (ventes 1)	0,5% X (ventes 2)	0,5% X (ventes 3)
Télécommunications	3,0%	3,0% X (ventes 1)	3,0% X (ventes 2)	3,0% X (ventes 3)
Fournitures de bureau	1,6%	1,5% X (ventes 1)	1,5% X (ventes 2)	1,5% X (ventes 3)
Autres fournitures	0,1%	0,2% X (ventes 1)	0,2% X (ventes 2)	0,2% X (ventes 3)
Autre frais variable 1	0,1%	0,1% X (ventes 1)	0,1% X (ventes 2)	0,1% X (ventes 3)
Autre frais variable 2	0,1%	0,2% X (ventes 1)	0,2% X (ventes 2)	0,2% X (ventes 3)
<i>Frais relativement fixes de l'entreprise (en dollars)</i>				
Locaux commerciaux	12 000 \$	12 330 \$ = (locaux 1)	100,0% X (locaux 1)	105,0% X (locaux 2)
Électricité et chauffage	2 246 \$	2 466 \$ = (élect. & ch. 1)	100,0% X (élect. & ch. 1)	100,0% X (élect. & ch. 2)
Entretien et réparations	15 579 \$	12 330 \$ = (entretien 1)	100,0% X (entretien 1)	105,0% X (entretien 2)
Honoraires professionnels	11 819 \$	12 330 \$ = (honoraires 1)	100,0% X (honoraires 1)	100,0% X (honoraires 2)
Taxes, permis et cotisations	8 248 \$	8 220 \$ = (taxes 1)	100,0% X (taxes 1)	100,0% X (taxes 2)
Assurances	1 200 \$	1 644 \$ = (assurances 1)	100,0% X (assurances 1)	100,0% X (assurances 2)
Frais postaux et de messagerie	700 \$	822 \$ = (frais postaux 1)	100,0% X (frais postaux 1)	105,0% X (frais postaux 2)
Frais bancaires	540 \$	411 \$ = (frais banc.1)	100,0% X (frais banc.1)	105,0% X (frais banc. 2)
Autre frais fixe	8 145 \$	8 220 \$ = (autres frais 1)	100,0% X (autres frais 1)	100,0% X (autres frais 2)

<input type="checkbox"/> Case à cocher si les déclarations de taxes TPS et TVQ sont trimestrielles durant l'année.	<input type="checkbox"/> Case à cocher si les données financières sont inscrites en milliers de dollars			
Escompte sur ventes applicable à X % des clients:		Taux de croissance à partir de la 4ième année	2,00%	
Escompte de caisse	2,00% applicable à	60,00%	Taux d'imposition sujet à la DPE	22,02%
Escompte de volume	5,00% applicable à	20,00%	Taux d'imposition sur l'excédent	31,02%
Escompte sur achats applicable à X % des fournisseurs:		Taux d'intérêt sur marge de crédit	6,50%	
Escompte de caisse	2,00% applicable à	50,00%	Taux d'intérêt moyen placements	2,00%
Escompte de volume	5,00% applicable à	10,00%	Solde minimum d'encaisse	10 000 \$
Provision pour mauvaises créances	1,00% X (Ventes 1)	1,00% X (Ventes 2)	1,00% X (Ventes 3)	
Stock de fermeture produits finis	6,00% X (Produits 1)	6,50% X (Produits 2)	7,00% X (Produits 3)	
Stock de fermeture produits en cours	3,00% X (Produits 1)	3,00% X (Produits 2)	3,00% X (Produits 3)	
Stock de fermeture matières premières	10,00% X (Achats 1)	11,00% X (Achats 2)	12,00% X (Achats 3)	

Pourcentages d'attribution des frais généraux:

	FABRICATION	SERVICE	RS&DE	VENTE / ADM.	TOTAL	
Électricité et chauffage	40%	10%	20%	30%	100%	X Coût total
Locaux commerciaux	40%	10%	20%	30%	100%	X Coût total
Entretien et réparations	40%	10%	20%	30%	100%	X Coût total
Taxes, permis et cotisations	40%	10%	20%	30%	100%	X Coût total
Assurances	40%	10%	20%	30%	100%	X Coût total
Autre frais fixe	10%	20%	30%	40%	100%	X Coût total
Amortissement - immeubles	40%	10%	0%	50%	100%	X Coût total
Amortissement - parc de stationnement	40%	10%	0%	50%	100%	X Coût total
Amortissement - équipements	20%	20%	30%	30%	100%	X Coût total
Amortissement - équip. informatiques	10%	20%	40%	30%	100%	X Coût total
Amortissement - logiciels	10%	10%	20%	60%	100%	X Coût total
Amortissement - matériel roulant	0%	20%	0%	80%	100%	X Coût total
Amortissement - améliorations locatives	40%	10%	0%	50%	100%	X Coût total

Pourcentages d'attribution des frais variables:

	FABRICATION	SERVICE	RS&DE	VENTE / ADM.	TOTAL	
Sous-traitance	40%	10%	20%	30%	100%	X Coût total
Royautés	0%	80%	0%	20%	100%	X Coût total
Frais de véh. à moteur	0%	50%	10%	40%	100%	X Coût total
Déplacements	0%	20%	20%	60%	100%	X Coût total
Frais de formation	40%	10%	20%	30%	100%	X Coût total

PlaniPro permet également le regroupement des dépenses selon les fonctions traditionnelles: fabrication, service, recherche et développement, vente et administration. L'imputation des frais généraux de fabrication (voir la section sur les coûts de fabrication) de même que la répartition des frais variables, définies par l'utilisateur, doit permettre une ventilation plus fine des coûts totaux de l'entreprise.

Pour déterminer le taux d'imputation des frais généraux de fabrication, on peut utiliser comme base d'imputation (au prorata), par exemple:

- le nombre d'unités à produire (volume prévu des extrants);
- le coût des matières premières;
- le coût de la main d'oeuvre directe;
- le nombre d'heures de la main d'oeuvre directe.

Pour déterminer le taux d'imputation des frais généraux pour les autres fonctions, on peut utiliser comme base d'imputation, par exemple:

- la superficie utilisée ou restante pour chaque fonction, c'est-à-dire les endroits où l'on engage et accumule les coûts. Ces centres de coûts correspondent à des lieux physiques, par exemple, un atelier, à un laboratoire, etc., à des unités administratives, ou aux deux à la fois;
- le coût de la main d'oeuvre par fonction.

Certaines données peuvent sembler superflues et sont souvent négligées des utilisateurs. Par exemple, la plupart des gestionnaires financiers déterminent un solde minimum d'encaisse qui leur permet d'absorber des décaissements imprévus. Un solde minimum d'encaisse mensuel peut aussi donner droit à une réduction appréciable des frais bancaires et ce, même avec la contribution de la marge de crédit.

Pour des sociétés bien établies et d'une certaine envergure, l'institution financière peut consentir une marge de crédit non garantie. Cependant, les entreprises doivent en contrepartie maintenir un solde compensateur (ou solde minimum d'encaisse) en dépôt à l'institution financière.

De même, les entreprises se doivent de garder en réserve un certain nombre d'articles en stock. Il faut en effet que ces articles soient disponibles au moment voulu et à un endroit précis, et cela en des quantités et d'une qualité qui soient satisfaisantes.

Les décisions relatives aux stocks concernent plusieurs services ou départements de l'entreprise. Par exemple, les départements de production sont très présents dans la gestion des stocks de matières premières ou en cours de fabrication, et les services de marketing sont partie prenante dans la gestion des stocks de produits finis.

Le maintien des stocks doit viser l'objectif d'obtenir un meilleur rendement des capitaux investis en minimisant les coûts combinés de surstockage ou de pénurie, compte tenu des variations de la demande. Il vise également à assurer un fonctionnement optimal du système de production.

Important - Pour que l'analyse du financement par marge de crédit associée à chaque budget de caisse puisse fonctionner, il faut indiquer une valeur aux pourcentages demandés pour les stocks.

1.2.1 Table des entrées et sorties de fonds (Table A)

Il s'agit d'abord indiquer les prévisions de vente de l'entreprise (ventilées sur une base mensuelle) pour l'ensemble des produits et services de l'entreprise. Ensuite, il faut estimer le pourcentage de ces ventes au comptant et celles qui seront encaissées dans les 30, 60 et 90 jours. Il est aussi possible de modifier les pourcentages initiaux pour les deux années subséquentes.

La politique de crédit influe sur le niveau des ventes; elle influe également sur le niveau des profits. En contrepartie, elle entraîne un besoin de fonds supplémentaire. Les conditions de crédit sont des normes établies pour favoriser le paiement rapide (par l'octroi d'un escompte); elles définissent clairement les dates d'échéance de la période de crédit. Les conditions précisent aussi les conséquences d'un paiement en retard et la nature des pénalités, généralement un intérêt sur le solde impayé.

De façon générale, une entreprise qui décide de consentir un escompte à ses clients peut s'attendre à voir son chiffre d'affaires augmenté et son délai moyen de recouvrement des comptes clients réduit. Évidemment, le fait de consentir un escompte à ses clients (ou à certains clients seulement) occasionne pour l'entreprise une perte de revenus.

Exemple : Un nouveau client, à qui l'on offre les conditions 2-10/n-60 (2% d'escompte si payé dans les 10 jours et aucune pénalité si payé dans un délai de 60 jours), signe un contrat d'achat d'une valeur de 500\$. Le coût de financement en vigueur sur le marché est de 11%.

Accroissement des ventes de 490\$, plus un escompte non accordé de: $2\% \times 500\$ = 10\$$

Nécessité de supporter un coût de financement supplémentaire plus un risque de non-paiement de: $11\% \times 500\$ \times 60/365 = 9,04\$$

En octroyant du crédit, une entreprise permet à des individus ou à d'autres entreprises d'utiliser ses actifs pour une certaine période de temps. Ce faisant, elle s'expose au non-paiement de certaines créances, en plus des frais de perception que cela occasionne.

Exemple : Si la marge bénéficiaire brute est de 20% et que les créances irrécouvrables s'élèvent à 1 000\$, les ventes supplémentaires qu'il faudra réaliser pour éponger ces créances sera de:

$$\text{Ventes additionnelles} = \frac{\text{Mauvaises créances}}{\text{Marge bénéficiaire brute}}$$

$$\text{Ventes additionnelles} = \frac{1\ 000\$}{20\%} = 5\ 000\$$$

Parmi les variables qui influencent la rentabilité d'une entreprise, celles qui échappent le plus aux actions des gestionnaires sont, sans contredit, le volume des ventes et des bénéfices bruts. Combien d'achats pour réaliser ces ventes et à quel moment il faut s'approvisionner auprès de ses fournisseurs?

L'utilisateur doit déterminer non seulement les ventes de chaque produit mais également sa marge bénéficiaire brute en spécifiant le volume des achats requis pour assumer ces ventes. Il faut inclure dans le montant des achats les frais de transport (aussi appelé fret à l'achat). Pour un manufacturier, l'utilisation d'un logiciel MRP II (Material Planning Resources) permet de réaliser plus facilement le calcul des besoins totaux en composants et en matières premières.

On pourra spécifier le pourcentage de ces achats qui seront payés au comptant et ceux qui seront acquittés dans les 30, 60 ou 90 jours. Il est aussi possible de modifier les pourcentages initiaux pour les deux années subséquentes.

Il est à noter que seule la première année nécessite des données mensuelles. Une fois le pourcentage d'augmentation (ou de diminution) spécifié sur la feuille "Hypothèses" pour les deux années suivantes, le chiffrier affichera les données mensuelles ainsi que les totaux pour l'année.

De plus, le logiciel permet de tenir compte de l'octroi d'escomptes de volume et d'escomptes de caisse sur les ventes aux clients de l'entreprise et, également des options d'escomptes de volume et d'escomptes de caisse sur les achats consentis par certains fournisseurs.

PlaniPro permet aussi d'effectuer un calcul détaillé des revenus (et achats) par produit et ce, pour 10 produits différents (ou groupe de produits). L'ouverture de la Table A donne accès à la table secondaire "Calcul détaillé Table A". Il faut suivre alors les indications du logiciel pour utiliser le calcul détaillé. Cependant, l'utilisateur a toujours la possibilité de choisir en tout temps entre le calcul détaillé par produit et la méthode du pourcentage des ventes.

1.2.2 Table des salaires à payer et des avantages sociaux (Table B).

Il faut indiquer les salaires avant les déductions à la source (salaires bruts) et ce, **pour les trois années** couvertes par les budgets de caisse. Le logiciel estimera certaines contributions de l'employeur auquel il faudra ajouter toute contribution additionnelle non prévue, comme par exemple le régime de retraite et les programmes d'assurance groupe.

L'employeur doit obligatoirement participer aux programmes du Régime des rentes du Québec, du régime d'assurance-maladie du Québec et du programme d'assurance emploi du Canada.

Cependant, comme la Table B ne comporte pas de calcul détaillé par employé (ce qui nécessiterait un module complet de paie), il faudra réajuster les décaissements mensuels associés aux sorties de fonds réels de l'entreprise. Ainsi, les provisions pour vacances sont comptabilisées en planification mais non versées automatiquement par le logiciel à l'étape de contrôle (le logiciel ne peut savoir à l'avance quand ces prestations seront effectivement payées par l'employeur).

De plus, le logiciel applique un taux effectif moyen de 24% pour les retenues d'impôts provincial et fédéral. Ce taux peut varier d'une entreprise à une autre. Le logiciel comptable de l'entreprise qui comprend un module de paie doit permettre de vérifier si les données salariales calculées par le logiciel sont sous-évaluées ou sur-évaluées par rapport aux données de l'entreprise.

SALAIRES À PAYER															
Étape de planification												Total			
	01-juil-05	AU	août-05	30-juin-06	sept-05	oct-05	nov-05	déc-05	janv-06	févr-06	mars-06	avr-06	mai-06	juin-06	Total
Salaires personnel administratif	2 000		2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	24 000
Salaires de base des vendeurs	2 600		2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	31 200
Commissions des vendeurs	1 238		1 238	1 114	1 114	989	989	864	864	864	989	1 238	1 363	1 363	13 365
Total (vente & administration)	5 838		5 838	5 714	5 714	5 589	5 589	5 464	5 464	5 464	5 589	5 838	5 963	5 963	68 565
Salaires employés de production	3 900		3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	46 800
Salaires employés d'entretien	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Salaires des contremaîtres	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres salaires de production	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (production)	3 900		3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	3 900	46 800
Salaires des chercheurs (RS & DE)	1 650		1 650	1 650	1 650	1 650	1 650	1 650	1 650	1 650	1 650	1 650	1 650	1 650	19 800
Salaires des préposés aux services	1 300		1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	1 300	15 600
Total (autres salaires)	2 950		2 950	2 950	2 950	2 950	2 950	2 950	2 950	2 950	2 950	2 950	2 950	2 950	35 400
Total des salaires bruts à payer	12 688 \$		12 688 \$	12 564 \$	12 564 \$	12 439 \$	12 439 \$	12 314 \$	12 314 \$	12 314 \$	12 439 \$	12 688 \$	12 813 \$	12 813 \$	150 765 \$
Avantages sociaux															
Contributions de l'employeur															
Régime des rentes du Québec	628		628	622	622	616	616	616	610	610	616	628	634	634	7 463
Assurance-emploi (AE)	346		346	343	343	340	340	336	336	336	340	346	350	350	4 116
Fonds des services de santé (FSS)	343		343	339	339	336	336	332	332	332	336	343	346	346	4 071
Provisions pour vacances	508		508	503	503	498	498	493	493	493	498	508	513	513	6 031
Autres contributions	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des avantages sociaux	1 825 \$		1 825 \$	1 807 \$	1 807 \$	1 789 \$	1 789 \$	1 771 \$	1 771 \$	1 771 \$	1 789 \$	1 825 \$	1 843 \$	1 843 \$	21 680 \$
Étape de contrôle															
(en fonction des budgets de caisse)															
Salaires nets versés	11 879		8 764	8 678	8 678	8 592	8 592	8 505	8 505	8 505	8 592	8 764	8 850	8 850	107 248
DAS & Charges sociales versées	5 251		5 242	5 190	5 190	5 139	5 139	5 087	5 139	5 087	5 087	5 139	5 242	5 293	62 239
Solde à verser	9 159 \$		9 667 \$	10 118 \$	10 620 \$	11 066 \$	11 564 \$	12 497 \$	12 005 \$	12 497 \$	13 047 \$	13 657 \$	14 221 \$	14 734 \$	

CHOISIR LA PÉRIODE DES REMISES GOUVERNEMENTALES

Trimestrielle (avril, juillet, octobre et janvier de l'année civile)

Mensuelle (le mois suivant le versement des paies)

Bimensuelle (15 jours suivant le versement des paies)

La Table B comporte deux sections. L'étape de la planification (cellules vertes) permet d'anticiper la masse salariale de l'entreprise tandis que l'étape de contrôle (cellules jaunes) requiert les salaires nets versés aux employés, les déductions à la source (DAS) et les autres charges sociales versées aux agences gouvernementales.

Important - Une fois les corrections apportées à la Table B, si le solde des salaires et des DAS à payer est négatif (montant qui est reporté au bilan de fin d'année), il faudra réajuster les montants indiqués à l'étape de la planification.

Il existe également plusieurs autres programmes auxquels les employeurs doivent participer. Par exemple, celui de la Commission des normes du travail du Québec et celui de la Commission de la santé et sécurité au travail du Québec. Ces deux programmes ne fonctionnent pas avec des déductions à la source mais souvent par contribution annuelle et parfois, avec des contributions mensuelles.

On devra utiliser la ligne “Autres contributions” pour indiquer les sorties de fonds associées à ces programmes et répartir les montants selon le (ou les) mois correspondant(s). De plus, si l’employeur offre d’autres avantages à ses employés comme, par exemple, un plan de retraite ou encore un plan d’assurance santé auquel il contribue, il doit également indiquer les sorties de fonds selon le (ou les) mois correspondants et ce, pour compléter l’ensemble des avantages sociaux des employés de l’entreprise. Ces montants seront automatiquement pris en compte par le logiciel à la ligne “DAS & Charges sociales versées”.

1.3 La feuille *Début* pour début (bilan d’ouverture)

Le bilan est l’état financier qui représente la situation financière de l’entreprise à une date donnée. Le bilan de départ représente tout simplement ce que l’entreprise possède, ce qu’elle doit à ses créanciers externes et, enfin, l’investissement de ses propriétaires (ou avoir des actionnaires), à un moment précis de son histoire.

Les données du dernier bilan de l’entreprise sont requises pour prendre en considération les attributs particuliers de l’entreprise. Il faut ensuite entrer les données dans les cellules vertes qui s’appliquent à l’entreprise.

Cependant, pour une nouvelle entreprise, la feuille de travail *Début* montre les coûts et le financement du projet d’entreprise ventilés sur une base trimestrielle pour la première année d’opération. Plusieurs écrans de saisie permettent d’indiquer quels montants seront requis ou investis initialement par les prometteurs.

1.3.1 La liste des immobilisations

Pour gérer l’ensemble des actifs immobilisés de l’entreprise, PlaniPro utilise quatre feuilles secondaires nommées “Calcul simplifié”, “Calcul détaillé”, “Amort. comptable”, “Amort. fiscal” et un tout nouveau gestionnaire de données plus convivial que les versions précédentes. Un simple “clic” sur le bouton d’appel LISTE (ou CTRL + L minuscule) ouvrira toutes ces feuilles.

Note - L’utilisateur des versions précédentes du logiciel PlaniPro remarquera l’intégration dans un même fichier de la liste des immobilisations.

On peut progresser sur ces feuilles de travail selon les trois stratégies suivantes:

1. L’utilisateur a accès aux données comptables et fiscales de l’entreprise de l’entreprise et peut remplir toutes les cellules vertes de la feuille “Calcul simplifié”.
(il faut donc cocher la case du calcul simplifié en entête de la feuille de travail).

L'étape suivante sera d'aller à la feuille "Calcul détaillé" pour y entrer tous les achats d'actifs immobilisés ainsi que toutes les ventes d'actifs anticipés et ce, pour les cinq années à venir. À cette étape, le gestionnaire de données est requis.
(voir les instructions sur son fonctionnement un peu plus loin dans le texte).

Finalement, le transfert de données par le gestionnaire de données (fonction exporter) complètera les tableaux d'amortissement comptable et fiscal des fichiers PlaniPro.

Note - Pour l'utilisateur qui utilise seulement le calcul simplifié, on peut voir un exemple en ouvrant sur le gestionnaire de données, le fichier Calcul simplifié (démonstration).

2. L'utilisateur n'a pas toutes les informations requises pour le calcul simplifié mais dispose des informations sur le mois et l'année d'achat d'un actif immobilisé ainsi que le montant d'achat. Dans ce cas, il passe directement à la feuille "Calcul détaillé" et il ne faut pas cocher la case du calcul simplifié en en-tête de la feuille précédente.

La feuille "Calcul détaillé" permet d'inscrire les actifs immobilisés que l'entreprise possède déjà au moment où le modèle débute. Dès que la feuille de travail est sélectionnée, une boîte de contrôle s'active et propose une mise à jour des données. Un simple "click" sur le bouton "Mise à jour" appelle le fonctionnement du gestionnaire de données.
(voir les instructions sur son fonctionnement un peu plus loin dans le texte).

Finalement, le transfert de données par le gestionnaire de données (fonction exporter) complètera les tableaux d'amortissement comptable et fiscal des fichiers PlaniPro.

Note - Pour l'utilisateur qui utilise le calcul détaillé, on peut voir un exemple en ouvrant sur le gestionnaire de données, le fichier Calcul détaillé (démonstration).

3. L'utilisateur a d'abord utilisé le calcul simplifié mais désire établir aussi le calcul détaillé pour des fins de gestion stratégique.

Il sélectionne donc la feuille "Calcul détaillé" pour appeler le gestionnaire de données. Il peut alors faire une copie du fichier existant de son entreprise (la liste tous les nouveaux achats et les ventes anticipées) et prendre le temps de compléter la base de données par la saisie de tous les actifs immobilisés que l'entreprise possède déjà au moment où le modèle débute.

Finalement, le transfert de données par le gestionnaire de données (fonction exporter) complètera les tableaux d'amortissement comptable et fiscal des fichiers PlaniPro. Par la suite, revenir à la feuille "Calcul simplifié" pour désactiver l'option d'utiliser le calcul simplifié. Le fichier PlaniPro utilisera alors, par défaut, le calcul détaillé de la liste des immobilisations.

Note - On peut voir un exemple de cette dernière approche en ouvrant sur Excel, le fichier Demo_Fab.xls.

Le gestionnaire de données utilise une grille de saisie qui permet d'entrer et de gérer les fiches dans la base de données selon une méthode beaucoup plus confortable que celle de l'entrée directe. La grille sert à entrer, modifier, consulter, rechercher et supprimer des fiches. On inscrit chaque item séparément (par exemple, un ordinateur, une imprimante, un camion, un bureau, etc.) sans tenir compte de l'ordre d'achat, ni de les regrouper par catégorie ou ordre alphabétique.

Pour accéder au gestionnaire de données, il faut obligatoirement utiliser l'option "Mise à jour" de la feuille de travail "Calcul détaillé". Si l'utilisateur a déjà rempli la fiche d'inscription pour une entreprise (par exemple, lorsque l'utilisateur utilise la procédure de départ pour sélectionner le bon fichier PlaniPro), il doit alors utiliser l'option "Ouvrir" et, dans le cas contraire, l'option "Nouveau".

Une fois l'inscription complétée et sauvegardée, il peut passer à la grille de saisie de la liste des immobilisations. Cette grille requiert initialement un minimum de données pour faire les calculs requis selon les principes comptables expliqués plus loin dans le texte.

Important - Si la case à cocher sur les "données financières exprimées en milliers de dollars" est activée (voir la feuille Hypothèses), toutes les données de la liste des immobilisations seront automatiquement divisés par 1000, lors du transfert des données, pour les fichiers PlaniPro.

Choix à faire pour chaque actif
Données à saisir pour chaque actif
Résultats donnés par le logiciel

Immobilisations 47 / 69 Ajouter Modifier Supprimer Code: Article: Serveur de réseau

Cochez si le bien n'est pas amortissable
 Cochez pour utiliser la DPA comme amortissement comptable
 Montant de la subvention ou partie utilisée pour usage non commercial: 0

Type d'amortissement:
 Linéaire Dégressif
 Durée initiale d'amortissement (nombre d'années): 4

Date d'achat: Mois: Juillet Année: 2004
 Montant d'achat: 9 500
 Partie restant à amortir: 7 125

Date de vente (s'il y a lieu): Mois: Janvier Année:
 Montant de la vente: 0
 Gain ou (Perte) comptable sur disposition d'actif: 0

Nombre de mois d'amortissement utilisé et restant pour cet item: 12 / 36

Il faut choisir une catégorie qui définit l'item immobilisé:
 Le matériel électronique de traitement de l'information;

Résultats (qui ne peuvent pas être modifiés directement)

	Année	Amortissement	SOLDE	DPA	FNACC
1	2005-2006	1 781	5 344	2 423	5 653
2	2006-2007	1 336	4 008	1 696	3 957
3	2007-2008	1 002	3 006	1 187	2 770
4	2008-2009	0	0	831	1 939
5	2009-2010	0	0	582	1 357

Fraction non amortie du coût de capital: 8 075

Enregistrer Exporter Annuler Quitter

Note- Sur cette illustration, la date de début de l'exercice financier à l'étude et choisie pour cet exemple est juillet 2005.

Données à saisir pour chaque actif:

- | | |
|--------------------|--|
| 1. Code | Il s'agit d'un numéro d'identification pour un item particulier que l'entreprise désire mentionner (donnée facultative). |
| 2. Article | Il s'agit de la description de l'item servant à l'identifier dans la base de données. Le logiciel demande d'entrer chaque item séparément afin de bénéficier des calculs automatiques nécessaires au bon fonctionnement du programme. |
| 3. Subvention | Indiquer tout montant reçu comme subvention pour un item ou la partie en dollars utilisée pour un usage non commercial ou à des fins personnelles. |
| 4. Durée | Indiquer le nombre d'années requis pour amortir l'item. S'il s'agit d'un taux d'amortissement, par exemple 20%, on indiquera 5 années ($100\% / 5 = 20\%$). Pour les fins de calcul de la déduction pour amortissement (DPA), le logiciel appliquera automatiquement les taux prescrits (voir la feuille Amort. fiscal). |
| 5. Mois d'achat | Indiquer le mois d'achat en le sélectionnant dans la liste. Le gestionnaire calcule l'amortissement comptable à partir du mois d'acquisition (voir les explications sur ces calculs, plus loin dans le texte). |
| 6. Année d'achat | Indiquer l'année de l'achat au format de quatre chiffres (ex.: 1998). L'année de l'achat peut être antérieure à l'année en cours jusqu'à un maximum de 50 ans. |
| 7. Montant d'achat | Indiquer le montant d'achat de l'item (arrondir au dollar près). |

Choix à faire pour chaque actif:

- | | |
|---|---|
| 8. Case à cocher si le bien n'est pas amortissable. | Il s'agit d'un item qui doit paraître dans les immobilisations mais qui n'est pas amorti immédiatement ou encore qui n'est pas amortissable. Il n'est pas nécessaire de cocher cette case pour les terrains puisqu'ils sont traités par le logiciel comme un bien non amortissable. |
| 9. Case à cocher si l'amortissement fiscal est utilisé pour les états financiers. | Il s'agit d'un item qui est amorti selon les règles fiscales pour l'amortissement comptable. Habituellement, cette pratique est courante pour les entreprises individuelles (Enr.) ou pour les items amorties selon la méthode d'amortissement dégressif et regroupés par classe. |
| 10. Choix du type d'amortissement. | Il s'agit d'indiquer si l'amortissement comptable sera calculé par le logiciel selon l'approche de l'amortissement linéaire ou de l'amortissement dégressif. Pour la méthode linéaire, la valeur résiduelle de l'item est anticipée à 0\$. |
| 11. Choix de la catégorie décrivant l'item. | Il faut définir l'item selon des catégories usuelles. Une fois le transfert de données complété par le gestionnaire de données (fonction exporter vers Excel), un code sera inscrit à la place de la description sur la feuille "Calcul détaillé". Ce code comprend habituellement un ou deux chiffres et une lettre, requis pour faire certains regroupements. Il faut consulter l'annexe à la fin du manuel pour connaître la description, la classe fiscale et la catégorie comptable associées à un code d'actif. |

Note - Si toutes les informations requises sur un item sont données au gestionnaire de données, celui-ci fera automatiquement les calculs appropriés puis inscrira les résultats dans les champs montrés par une ligne rouge.

Résultats donnés par le logiciel:

- | | |
|--|--|
| 12. Partie restant à amortir | <p>Il s'agit du solde comptable d'un item au début de l'exercice financier choisi par l'utilisateur, soit le montant d'achat moins le montant de la subvention (s'il y a lieu) moins l'amortissement comptable cumulé (voir les explications sur ces calculs, plus loin dans le texte).</p> <p>On peut constater le nombre de mois d'amortissement comptable déjà appliqué par le logiciel pour établir le solde à amortir et le nombre de mois restant à amortir pour cet item.</p> |
| 13. Fraction non amortie du coût de capital | <p>Il s'agit du solde fiscal d'un item au début de l'exercice financier choisi par l'utilisateur, soit le montant d'achat moins le montant de la subvention (s'il y a lieu) moins l'amortissement fiscal cumulé.</p> <p>En général, la DPA se calcule selon la méthode de la valeur résiduelle. Cela signifie que la DPA se calcule sur le coût en capital du bien, moins la DPA que vous avez demandée dans les années passées, s'il y a lieu. Ainsi, le solde de la catégorie diminue au fil des ans à mesure que vous utilisez la DPA.</p> <p>La règle du demi-taux a été pris en compte par le logiciel de même que les règles sur l'acquisition d'un actif la première année d'existence d'une entreprise enregistrée.</p> <p>Habituellement, dans l'année où vous avez acquis votre bien, vous pouvez demander la DPA seulement sur la moitié des acquisitions nettes de la catégorie. C'est ce qui est appelé la règle de 50 %.</p> <p>Pour une nouvelle entreprise enregistrée, tout achat durant la 1ère année d'exercice sera amorti en plus sur la fraction d'année restante (nb. de jours en activités / 365 jours).</p> |
| 14. Résultats de la grille de calcul. | <p>Pour les cinq années à venir, le logiciel déterminera l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal pour un item. Une fois le transfert de données complété par le gestionnaire de données (fonction exporter vers Excel), PlaniPro fera alors les regroupements par catégories comptables usuelles et pour les classes fiscales prescrites (voir les feuilles de travail "Amort. comptable" et "Amort. fiscal").</p> |
| 15. Gain (ou perte) sur disposition d'actif. | <p>S'il y a vente d'un item, le logiciel établit s'il y a un gain (ou une perte) comptable sur la disposition de l'actif en plus de réajuster les calculs de la grille en fonction de la date de vente de l'item. Le nombre de mois restant à amortir sera également réajusté par le logiciel pour indiquer le nombre total de mois que l'item a été amorti par l'entreprise.</p> |

Note - La touche du clavier "F2" permet de modifier la valeur donnée par le logiciel pour les calculs en 12, 13 et 15. La touche du clavier "F3" permet de rétablir la valeur calculée par le logiciel pour les calculs en 12, 13 et 15. Pour modifier les résultats de la grille de calcul, on doit procéder directement sur la feuille de travail "Calcul détaillé", une fois les données transférées par le gestionnaire de données.

Important - La fonction Exporter vers Excel du gestionnaire de données est conçue pour écraser les données déjà inscrites dans la feuille de travail "Calcul détaillé". Par conséquent, si le nombre de fiches transférées est inférieur au nombre de fiches existant, il faudra supprimer directement les inscriptions en surplus qui ne sont plus requises.

PlaniPro permet donc d'établir un tableau des amortissements conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) pour les fins de la comptabilité et aussi, un tableau des déductions pour amortissement (DPA) pour les fins fiscales.

L'amortissement comptable n'est pas pertinent à des fins fiscales, car l'administration fiscale exige que les sociétés et les particuliers suivent ses règles à elle, et non les principes comptables généralement reconnus (PCGR), pour le calcul du bénéfice imposable. L'amortissement fiscal, *appelé déduction pour amortissement* (DPA) est calculé selon les règles fiscales. Une société peut utiliser n'importe quelle méthode d'amortissement conforme aux PCGR dans ses états financiers.

Pour l'amortissement fiscal, contrairement à l'amortissement comptable, l'allocation du coût en capital est toujours basée sur la valeur de l'ensemble des actifs de la classe et non pas sur un actif immobilisé spécifique. La base de calcul de l'amortissement sera la fraction non amortie du coût en capital, communément appelée la FNACC.

La notion comptable d'amortissement concerne la répartition du coût aux fins de la mesure du bénéfice. L'amortissement n'est donc pas un système destiné à tenir compte des variations de valeur des biens ni à mesurer la valeur actuelle des biens inscrite au bilan. Il s'agit plutôt de la répartition du coût d'origine d'un bien dans le but de le déduire du bénéfice pendant sa durée d'utilisation.

Avant que le bien ne puisse servir à l'exploitation, il faut capitaliser tous les coûts, c'est-à-dire les ajouter au coût du bien. Ces coûts comprennent le coût d'acquisition, le transport du bien à l'endroit prévu, la préparation de l'emplacement, l'adaptation du matériel à son emplacement, les essais, et les autres coûts engagés avant que le bien puisse contribuer à engendrer des revenus. À ce moment, le bien peut être utilisé. On cesse alors de capitaliser les coûts et on commence à amortir le coût total du bien. Les frais ultérieurs seront maintenant considérés comme des charges.

Cependant, il n'est pas nécessaire d'amortir le coût d'un terrain parce qu'on ne considère pas que sa valeur économique est amoindrie par suite de son utilisation. Normalement, un terrain n'est pas détérioré par l'usage qu'on en fait. Si on a la preuve qu'un terrain a perdu de la valeur, on peut en diminuer le coût et présenter une valeur révisée. Il s'agit d'un cas spécial : on ne parle pas d'amortissement mais de perte.

On trouve cependant d'autres éléments de l'actif à court terme dans le bilan des sociétés. Premièrement, il arrive que l'entreprise loue des terrains, des bâtiments et du matériel mais qu'elle les fasse figurer dans le bilan. Il s'agit des contrats de location-acquisition qu'on amortira en suivant une méthode cohérente avec celle qui a été utilisée pour les immobilisations appartenant à l'entreprise, mais en tenant compte également des conditions du contrat. Deuxièmement, il existe des immobilisations incorporelles auxquelles est rattachée une valeur économique.

Les immobilisations incorporelles sont des biens à long terme qui n'ont pas d'existence physique visible, comme les terrains, les bâtiments ou le matériel. Parmi les immobilisations incorporelles, on trouve:

- Les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce et d'autres propriétés légales du même genre.

- Les franchises, les concessions et autres droits de vente des produits de quelqu'un d'autre dans un secteur géographique donné.
- Les charges reportés comme les frais de constitution, les améliorations locatives et d'autres éléments qui constituent réellement des charges payés longtemps à l'avance.
- Les frais de développement des produits (par exemple, les frais d'essai de produits, les frais de développement de logiciels).
- L'acquisition du fonds commercial (achalandage), soit la situation qui se produit lorsque le montant payé est supérieur à la somme des valeurs des éléments d'actif pris individuellement.

Actuellement, on utilise couramment plusieurs méthodes d'amortissement. Celles-ci cherchent à se rapprocher des rythmes d'utilisation économique des biens au cours de leur durée de vie. Dans chaque cas, on cherche à rapprocher l'amortissement de chaque exercice de l'avantage qu'on suppose avoir obtenu durant cet exercice.

L'amortissement linéaire est le plus simple et le plus fréquemment utilisé. Pour calculer l'amortissement selon cette méthode, il est nécessaire de disposer de trois éléments d'information :

- a) le coût total du bien qui doit être amorti;
- b) la durée d'utilisation estimative du bien;
- c) la valeur de récupération estimative ou valeur résiduelle estimative.

$$\text{Amortissement linéaire} = \frac{\text{Coût} - \text{valeur résiduelle}}{\text{Durée d'utilisation prévue}}$$

Exemple : Camion de livraison d'une valeur de 5 000\$. La durée d'utilisation estimative est de 5 ans et la valeur de récupération dans 5 ans sera, disons 1 000\$.

$$\text{Amortissement linéaire} = \frac{5\,000\$ - 1\,000\$}{5} = 800\$$$

Pour chacun des cinq exercices à venir, l'amortissement serait de 800\$, montant qui viendrait réduire la valeur comptable chaque année.

En pratique, de nombreuses entreprises supposent que la valeur de récupération du bien est nulle, ce qui permet d'exprimer l'amortissement en pourcentage. Par exemple, un taux d'amortissement de 20% du coût d'origine correspond à une durée d'amortissement de cinq ans.

Note - La grille de saisie des immobilisations demande d'entrer le nombre d'année pour indiquer la durée d'amortissement. Le taux d'amortissement est calculée par le logiciel (100% / durée d'amortissement).

Pour appliquer la méthode de l'amortissement dégressif, on doit disposer de l'information suivante :

- a) le coût total du bien qui doit être amorti;
- b) le total de l'amortissement déjà cumulé;
- c) le taux d'amortissement du bien.

Amortissement dégressif = (Coût – amortissement cumulé) X Taux

Exemple : Camion de livraison d'une valeur de 5 000 \$. Le taux d'amortissement est de 25% et l'amortissement cumulé à ce jour est de 0\$.

1^{er} exercice

Amortissement dégressif = (5 000\$ – 0\$) X 25% = 1 250\$

Valeur comptable nette = 3 750 \$

2^e exercice

Amortissement dégressif = (5 000\$ – 1 250\$) X 25% = 937,50\$

Valeur comptable nette = 2 812,50\$

3^e exercice

Amortissement dégressif = (5 000\$ – 2 187,50\$) X 25% = 703,13\$

Valeur comptable nette = 2 109,37\$

4^e exercice

Amortissement dégressif = (5 000\$ – 2 890,63\$) X 25% = 527,34\$

Valeur comptable nette = 1 582,03\$

5^e exercice

Amortissement dégressif = (5 000\$ – 3 417,97\$) X 25% = 395,50\$

Valeur comptable nette = 1 186,53\$

Quoique dans cet exemple la valeur comptable nette du camion à la fin des cinq années soit proche de la valeur de récupération prévue, l'amortissement dégressif ne tient pas compte de la valeur de récupération. La valeur comptable à la fin des cinq années sera la même que l'on s'attende ou non à récupérer une partie du coût du camion.

Note - Un actif amorti selon la méthode de l'amortissement dégressif peut donner une valeur résiduelle non amortie si l'entreprise n'utilise plus cet actif.

En outre, l'achat ou la vente d'un bien se transige rarement au début de l'exercice financier et, par conséquent, si un achat ou une vente survient en cours de la période comptable, il faut calculer une valeur d'amortissement au prorata de la durée d'utilisation du bien dans l'année.

Le logiciel appliquera automatiquement les fractions suivantes au montant d'amortissement annuel :

	1 ^{er} mois	2 ^e mois	3 ^e mois	4 ^e mois	5 ^e mois	6 ^e mois
Achats	12/12	11/12	10/12	9/12	8/12	7/12
Ventes	1/12	2/12	3/12	4/12	5/12	6/12
	7 ^e mois	8 ^e mois	9 ^e mois	10 ^e mois	11 ^e mois	12 ^e mois
Achats	6/12	5/12	4/12	3/12	2/12	1/12
Ventes	7/12	8/12	9/12	10/12	11/12	12/12

En dépit du soin apporté à son calcul, l'amortissement n'est jamais exact. En effet, il nécessite une prédiction sur l'utilisation économique et sur la durée d'utilisation du bien, et une telle prédiction peut facilement se révéler fautive. Tout montant d'amortissement est forcément arbitraire. C'est d'ailleurs pourquoi la plupart des sociétés préfèrent les calculs assez simples aux supputations plus poussées.

En outre, lorsqu'on vend une immobilisation, il existe une possibilité de gain ou de perte sur cession d'actif. Il faut considérer les gains et les pertes comme des corrections apportées à l'amortissement. Si l'entreprise connaissait à l'avance le produit et le moment de la vente, elle pourrait amortir exactement le coût du bien pour que sa valeur comptable soit égale au produit de la revente. Donc, si le produit est égal à la valeur comptable (coût moins amortissement cumulé), il n'y a ni gain ni perte.

1.3.2 Table des emprunts (au début ou déjà en cours)

Il faut établir les emprunts déjà en cours pour l'entreprise (voir Table C). On peut utiliser dix tables préétablies, une pour chaque emprunt. Ces tables sont conçues pour s'adapter à différents scénarios de remboursement.

Il faut entrer les données requises dans les cellules vertes pour construire la table et connaître les modalités de remboursement qui s'afficheront automatiquement dans les feuilles subséquentes. Certaines cellules vertes permettent de personnaliser les conditions de remboursement de l'emprunt, par exemple:

- le report du paiement du capital (inscrire le nombre de mois);
- le nombre de mois où aucun intérêt n'est payé sur l'emprunt;
- le report du paiement des intérêts et que ceux-ci sont capitalisés.

Dans ce dernier cas, des frais de financement ont du être reportés (voir le bilan de départ, à la section "autres éléments d'actifs") et le logiciel indiquera les frais de financement reportés pour chaque emprunt, s'il y a lieu. Si des frais de financement n'ont pas été reportés et que les intérêts sur un emprunt sont capitalisés alors il y aura obligatoirement un déséquilibre aux bilans prévisionnels.

Cette catégorie d'emprunt regroupe les créances dont l'échéance est supérieure à un an. Le taux d'intérêt qui peut être fixe ou variable, sera généralement basé sur le taux préférentiel, auquel on ajoutera une prime pour le risque qui sera calculée à partir des garanties et de la situation financière de l'entreprise.

Certaines conditions uniformes sont généralement incluses dans le contrat d'emprunt. Ces conditions peuvent comprendre:

- le maintien de registres comptables selon les règles et pratiques comptables;
- l'engagement de fournir des états financiers vérifiés;
- l'engagement de maintenir et d'entretenir les actifs en bon état de fonctionnement, particulièrement si certains d'entre eux servent de garantie ou de nantissement.

Le contrat d'emprunt peut aussi comprendre des conditions plus restrictives, dont:

- l'interdiction de vendre les comptes clients pour rembourser certaines dettes à court terme;
- le maintien d'un fonds de roulement minimum exprimé en dollars ou selon un ratio;
- des restrictions quant à la disposition ou l'acquisition d'actifs immobilisés;

- l'interdiction de donner des actifs immobilisés en garantie par acte de nantissement;
- des contraintes à des emprunts subséquents : le prêteur peut exiger que les remboursements des nouveaux emprunts soient conditionnels ou subordonnés à l'emprunt original;
- l'interdiction de louer de nouveaux actifs immobilisés;
- l'obligation de garder un ou des employés clés considérés comme essentiels à la poursuite normale de l'exploitation;
- l'imposition d'une politique de dividende restrictive qui oblige l'entreprise à réinvestir un pourcentage minimum de ses bénéfices nets après impôts.

Le remboursement du prêt peut comprendre un versement fixe comprenant le capital et les intérêts ou encore, un remboursement fixe de capital auquel on ajoute les intérêts. Lorsque le taux d'intérêt est variable, par exemple, pour les hypothèques mobilières (appelées anciennement nantissement commercial) on utilise le plus souvent la seconde méthode. Avec la première méthode, on constate que le remboursement du capital va en s'accroissant, comparativement à la deuxième méthode. Cette différence entraîne une charge totale d'intérêts plus élevée.

Emprunt à long terme

SÉLECTIONNER LE TYPE D'EMPRUNT			
<input checked="" type="radio"/> Prêt à terme (paiement mensuel fixe)	<input type="radio"/> Nantissement (paiement de capital fixe)	<input type="radio"/> Hypothèque	
<input type="checkbox"/> Case à cocher s'il s'agit d'un contrat de location-acquisition et sélectionnez également le prêt à terme.			
Nombre de mois restant	28	1ère année remb. capital	9 935
Taux d'intérêt (annuel)	6,75%	2ème année remb. capital	10 627
Taux d'intérêt (mensuel)	0,5625%	3ème année remb. capital	3 704
Montant actuel de l'emprunt	24 267 \$	4ème année remb. capital	0
		5ème année remb. capital	0
Paiement mensuel fixe	939 \$	6ème année remb. capital	0
Indiquer le nombre de mois qui restent sans remboursement d'intérêts			0
Indiquer le nombre de mois qui restent sans remboursement du capital			0
Indiquer le nombre de mois qui restent où les intérêts sont capitalisés *			0
* Frais de financement qui ont du être reportés (voir bilan de départ)			-

Date	Période	Solde début	Paiement Capital	Paiement Intérêts	Paiement mensuel	Solde
juil-05	1	24 267	803	137	939	23 464
août-05	2	23 464	807	132	939	22 657
sept-05	3	22 657	812	127	939	21 845
oct-05	4	21 845	816	123	939	21 029
nov-05	5	21 029	821	118	939	20 208
déc-05	6	20 208	825	114	939	19 383
janv-06	7	19 383	830	109	939	18 553
févr-06	8	18 553	835	104	939	17 718
mars-06	9	17 718	839	100	939	16 878
avr-06	10	16 878	844	95	939	16 034
mai-06	11	16 034	849	90	939	15 185
juin-06	12	15 185	854	85	939	14 332

2. Étape de contrôle

Évidemment, les prévisions financières dépendent d'une information de qualité de l'organisation pour faire face aux imprévus, aux estimations erronées, aux pertes inhabituelles, etc. Le travail fourni pour établir des états financiers prévisionnels est important et n'a de sens que s'il permet d'appréhender correctement l'avenir et de prendre des décisions valables. Dans une entreprise, les activités générées comportent une part de constance, fonction des opérations routinières et obligatoires et une part de variabilité, fonction des opérations spéciales ou irrégulières.

L'étude statistique des données financières historiques permettra de dégager des bases pour l'extrapolation de certaines informations. Cette étude est particulièrement profitable, par exemple, lors de l'analyse des variations du chiffre d'affaires sur les différents postes du fonds de roulement (les stocks, les débiteurs, les fournisseurs, etc.). L'incertitude signifie aussi que le nombre d'événements possibles dépasse largement le nombre d'événements qui se réalisent. L'entreprise ne vit pas en vase clos mais est tournée vers l'extérieur. Il est donc normal que de nombreux facteurs externes lui échappent et influencent ses activités.

Finalement, un des plus gros problèmes de la fiabilité des prévisions est la dépendance vis-à-vis les personnes qui élaborent les données de base des états financiers prévisionnels: les uns sont optimistes, les autres pessimistes, d'autres sont précis, certains sont négligents et approximatifs. Les différences dans l'appréciation correcte des faits et des actions à prendre en considération engendrent des écarts parfois importants par rapport aux réalisations.

En conséquence, une fois que l'étape de planification est complétée au mieux des connaissances de l'utilisateur, certains ajustements sont nécessaires pour raffiner l'étude financière de l'entreprise. Comme les fichiers PlaniPro demandent d'entrer les données financières à partir du premier mois d'un exercice financier, il arrive fréquemment que certains mois soient déjà passés lorsque l'on établit le fichier initial de planification. Il faut donc faire l'étape de contrôle pour tous les mois où les données financières sont réelles ou connues. Cette procédure permet de vérifier que les mois restants en "pro forma" sont toujours conformes à une certaine logique par rapport aux opérations financières à venir.

La première étape de contrôle sont les budgets de caisse où les données financières sont répartis sur une base mensuelle. À partir de la conciliation bancaire, on peut déterminer les paiements effectués par l'entreprise pour un compte de dépense en particulier. Mais attention, le paiement total inclus habituellement la TPS & TVQ payées sur un achat. Il faut donc déduire du paiement le montant des taxes puisque celui-ci est pris en compte par les fichiers PlaniPro dans un autre poste. Il suffit alors de remplacer la formule dans la cellule jaune spécifique par l'expression suivante: =Paiement / 1,15025 ou le paiement en dollars est divisé par 1,15025.

Le fait de remplacer la formule d'une cellule jaune n'occasionnera aucun problème de fonctionnement des fichiers PlaniPro mais **il est fortement recommandé** de le faire pour tous les postes de recettes et de dépenses avant de modifier les apports ou les prélèvements de la marge de crédit de même que les apports ou les prélèvements des placements en titres négociables calculés automatiquement par le logiciel.

Certains postes des budgets de caisse montrés par le logiciel en cellules blanches doivent aussi être ajustés également à partir des données réelles. Lorsque cette opération est requise, un bouton d'appel permet de joindre rapidement la table secondaire qui permet certains traitements spécifiques. Par exemple, les salaires versés ainsi que les déductions à la source et les avantages sociaux payés aux employés peuvent être modifiés par un retour à la table B.

Une fois ces derniers montants corrigés, le logiciel doit indiquer le solde d'encaisse réel (la somme de tous les comptes de banques, de la petite caisse, du solde de la carte de crédit entreprise, des frais payés d'avance) pour la période concernée. Ce montant doit correspondre à l'encaisse réel donné par le bilan mensuel du logiciel comptable de l'entreprise pour la même période.

De même, on doit remplacer les montants indiqués par le logiciel dans le tableau d'analyse de la marge de crédit par les données réelles des stocks de fermeture des matières premières et/ou des stocks de produits finis. On pourra aussi indiquer le montant réel des comptes clients (de 0 à 60 jours). Si la marge de crédit est fixée en fonction de ces données on pourra vérifier que le solde de la marge de crédit se situe bien à l'intérieur de la limite permise par l'institution financière.

Par la suite, il faut aussi corriger les montants donnés par le logiciel dans les cellules jaunes des feuilles de travail Fab1 (Coûts de fabrication) et Rés1 (Autres renseignements sur les résultats). Finalement, les états financiers annualisés seront mis à jour au fur et à mesure que l'utilisateur apporte des changements aux étapes précédentes. Pour les fins d'analyse financière, il est plus pertinent de travailler avec des données annuelles.

En résumé, les étapes de contrôle sont les suivantes pour chaque période où les données financières de l'entreprise sont connues:

1. Ajuster tous les postes du budget de caisse. Revoir aussi les données relatives aux immobilisations et, si nécessaire, faire les corrections appropriées avec le gestionnaire de données.
2. Vérifier que le solde d'encaisse et le solde de la marge de crédit sont conformes aux données fournies par l'institution financière.
3. Ajuster, s'il y a lieu, le poste d'achat de matières premières de la feuille de travail Fab1. Cette étape de contrôle est trimestrielle. Si des variations mensuelles sont significatives, on devra revenir à la table A pour ajuster les montants déjà indiqués à l'étape de la planification.
4. Ajuster les différents postes montrés en cellule jaune de la feuille de travail Rés1. Cette étape de contrôle est aussi trimestrielle. Prendre soin de bien indiquer les ventes totales (ventes au comptant plus les ventes à crédit) telles que données par le logiciel comptable. Si des variations mensuelles sont significatives, on devra revenir à la table A pour ajuster les montants déjà indiqués à l'étape de la planification.

Important - Ce qui compte pour la prise de décision du gestionnaire, c'est de maintenir à jour le fichier PlaniPro de sorte de pouvoir simuler des décisions à prendre à partir de données crédibles. Les bénéfices de cette stratégie sont l'économie de temps, la possibilité d'anticiper les problèmes financiers, l'amélioration de la prise de décision financière.

2.1 Les feuilles Budgets pour budgets de caisse

En fait, il s'agit de feuilles semblables qui peuvent être utilisées comme outils de planification mais également comme moyens de contrôle des encaissements et des décaissements de l'entreprise. La feuille *Budget1* pour budget de caisse de la 1^{ère} année, la feuille *Budget2* pour budget de caisse de la 2^{ème} année et finalement, la feuille *Budget3* pour budget de caisse de la 3^{ème} année.

Le budget de caisse diffère de l'état prévisionnel des revenus et des dépenses parce qu'il porte uniquement sur les entrées et les sorties d'encaisse et ce, pour chaque mois d'exploitation de l'entreprise. Même si on prévoit un bénéfice net à l'état des revenus et des dépenses, il se peut que l'entreprise soit en déficit de liquidité pendant certains mois de l'année. Seul le budget de caisse permet de le savoir.

Les conventions comptables font donc la distinction entre un revenu et un encaissement ou encore, entre une dépense et un déboursement. Les budgets de caisse indiquent en tout temps, le montant d'argent nécessaire au financement des activités de l'entreprise et sonne l'alarme en cas d'écarts significatifs par rapport au plan établi, de façon à ce que la direction puisse réajuster son tir et s'adapter aux nouvelles conditions dans les plus brefs délais.

Si le solde d'encaisse prévu ne suffit pas pour effectuer les opérations quotidiennes, il faut trouver du financement additionnel. Cela vaudra peut être la peine de faire appel au financement à long terme si le déficit est permanent et important; autrement, on devrait privilégier l'encaissement des titres négociables, avant l'accroissement de la marge de crédit, ensuite l'emprunt garanti par les comptes clients et finalement, le report des comptes fournisseurs.

Il est évident que les budgets de caisse permettent de voir venir les problèmes de liquidités. L'avantage qui en découle est considérable: on peut trouver des façons de résoudre ces problèmes avant qu'il ne soit trop tard! En outre, dans le cas de PME en croissance qui désirent accéder à de nouveaux marchés, la liquidité est l'un des éléments du succès.

Les cellules jaunes calculées par le progiciel permettent d'entrer des données de régularisation et de correction, on peut donc répartir une dépense sur une période différente de celle proposée, par exemple, à tous les trois mois plutôt qu'à tous les mois ou encore, un montant unique à un mois précis de l'année.

Important - Le montant indiqué pour la TPS & TVQ perçues avec les ventes doit être séparé des paiements totaux (PT) reçus des clients pour un mois donné et ce, pour ne pas fausser les données relatives aux ventes des produits et services. Par calcul, $PT - [PT \text{ divisé par } 1,15025]$.

À l'étape de la planification, chaque budget a été programmé pour donner le solde minimum d'encaisse indiqué à la feuille "Hypothèses". À l'étape de contrôle, une fois les corrections apportées aux différents postes par l'utilisateur, on doit par la suite modifier les apports ou les prélèvements de la marge de crédit de même que les apports ou les prélèvements des placements en titres négociables pour obtenir le solde d'encaisse réel et ce, pour chacun des mois couverts par les budgets de caisse.

BUDGET DE CAISSE													
Mois de l'année													
	01-juil-05	AU	30-juin-06	oct-05	nov-05	déc-05	janv-06	févr-06	mars-06	avr-06	mai-06	juin-06	Total
	juil-05	août-05	sept-05	oct-05	nov-05	déc-05	janv-06	févr-06	mars-06	avr-06	mai-06	juin-06	Total
Entrées de fonds													
Encaissement des ventes	85 598	68 530	66 161	64 913	61 201	59 953	56 241	54 994	56 211	62 388	68 595	72 338	777 124
TPS & TVQ perçues avec ventes	12 861	10 297	9 841	9 753	9 195	9 008	8 450	8 263	8 446	9 374	10 306	10 869	116 763
Nouvel emprunt à L.T. (Table D)	-	-	-	20 600	-	-	-	-	-	-	-	-	20 600
Intérêts sur placements	17	17	17	17	17	5	5	5	5	5	5	5	118
Subventions diverses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres revenus imposables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emission d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits d'impôts RS & DE	-	5 657	-	-	-	28 189	-	-	-	-	-	-	33 846
Autres revenus non imposables	-	-	-	-	6 000	-	-	-	-	3 200	-	-	9 200
Encaissement titres négociables	-	-	-	-	7 000	-	-	-	-	-	-	-	7 000
Marge de crédit	-	31 980	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14 886
Total des entrées de fonds	98 476	116 480	76 118	95 283	83 413	97 155	64 696	63 262	64 662	74 967	78 907	98 097	1 011 517
Déboursés													
Achats M.P. & Prod. Finitis	26 980	33 673	26 019	25 326	23 255	22 563	20 492	19 800	19 100	21 164	24 620	28 082	291 075
Sous-traitance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Royautés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Salaires nets (Table B)	11 879	8 764	8 678	8 678	8 592	8 592	8 505	8 505	8 592	8 764	8 850	8 850	107 248
DAS & Charges sociales	5 251	5 242	5 242	5 190	5 190	5 139	5 139	5 087	5 087	5 139	5 242	5 293	62 239
Frais de véh. à moteur	4 172	4 172	3 870	3 870	3 568	3 568	3 265	3 265	3 568	4 172	4 475	4 475	46 440
Déplacements	70	70	65	65	59	59	54	54	59	70	75	75	774
Publicité & promotion	1 391	1 391	1 290	1 290	1 189	1 189	1 088	1 088	1 189	1 391	1 492	1 492	15 480
Frais de représentation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais de formation	2 086	2 086	1 935	1 935	1 784	1 784	1 633	1 633	1 784	2 086	2 237	2 237	23 220
Location d'équipement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'emballage et d'expédition	348	348	323	323	297	297	272	272	297	348	373	373	3 870
Télécommunications	2 086	2 086	1 935	1 935	1 784	1 784	1 633	1 633	1 784	2 086	2 237	2 237	23 220
Fournitures de bureau	1 043	1 043	968	968	892	892	816	816	892	1 043	1 119	1 119	11 610
Autres fournitures	104	104	97	97	89	89	82	82	89	104	112	112	1 161
Autre frais variable 1	70	70	65	65	59	59	54	54	59	70	75	75	774
Autre frais variable 2	139	139	129	129	119	119	109	109	119	139	149	149	1 548
Locaux commerciaux	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	12 330
Électricité et chauffage	206	206	206	206	206	206	206	206	206	206	206	206	2 466
Entretien et réparations	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	12 330
Honoraires professionnels	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	1 028	12 330
Taxes, permis et cotisations	685	685	685	685	685	685	685	685	685	685	685	685	8 220
Assurances	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	1 644
Frais postaux et de messagerie	69	69	69	69	69	69	69	69	69	69	69	69	822
Frais bancaires	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	411
Autre frais fixe	685	685	685	685	685	685	685	685	685	685	685	685	8 220
TPS & TVQ payées avec achats	5 532	7 139	5 112	6 510	7 764	5 219	4 782	4 678	4 698	5 259	5 904	6 424	69 020
Solde TPS & TVQ à payer	12 630	4 841	3 235	4 512	3 113	1 110	3 655	3 342	3 446	4 176	5 114	5 219	54 393
Emprunts à L.T. (au début) (Table C)													
Intérêts	683	683	643	625	608	590	572	554	536	518	501	483	6 976
Capital	3 448	3 450	3 140	3 140	3 140	3 140	3 140	3 140	3 140	3 140	3 140	3 140	38 294
Nouveaux emprunts à L.T.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marge de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts	513	404	577	513	401	395	208	182	157	135	76	28	3 589
Remb. de capital	20 141	-	11 758	20 820	966	34 528	4 903	4 674	4 025	10 871	8 825	-	121 511
Placement titres négociables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des impôts	1 246	6 903	1 246	1 246	1 246	1 246	1 246	1 246	1 246	1 246	1 246	1 246	20 607
Paiement de dividendes	-	-	1 748	-	-	1 748	-	-	1 748	-	-	-	6 990
Autres déboursés	-	30 845	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30 845
Frais payés d'avance	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(1 850)	(6)
Immobilisations (LISTE)	(4 000)	-	(5 000)	5 000	16 250	-	-	-	-	-	-	-	12 250
Total des sorties de fonds	98 860	116 480	76 118	95 283	83 413	97 155	64 696	63 262	64 662	74 967	78 907	98 097	1 011 901
Encaisse - à la fin du mois	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$
Déouvert bancaire (solde)	(74 564)\$	(106 544)\$	(94 786)\$	(73 966)\$	(72 999)\$	(38 472)\$	(33 569)\$	(28 895)\$	(24 871)\$	(14 000)\$	(5 174)\$	(20 060)\$	(20 060)\$

L'emprunt bancaire à court terme est une forme de financement servant à faire face aux frais d'exploitation courants de l'entreprise. Les entreprises peuvent emprunter jusqu'à concurrence d'un montant pré-établi avec leur institution financière et rembourser ces sommes au fur et à mesure que les fonds rentrent.

L'emprunt bancaire est remboursable sur demande de la part de l'institution financière si vous êtes en défaut de paiement; par exemple, si vous dépassez la limite autorisée ou si les garanties fournies à la banque ne sont plus suffisantes pour couvrir le niveau d'utilisation. La limite de crédit autorisée s'établit à partir de l'évaluation des besoins de fonds ou d'encaisse mensuels. Le budget de caisse est donc l'outil le plus approprié pour faire l'évaluation des besoins de la marge de crédit de l'entreprise.

Dès que l'encaisse devient négative, l'institution financière avance automatiquement l'argent nécessaire pour ramener le tout au positif. Ces avances peuvent être faites par tranches égales de 500 \$, 1 000 \$, etc., selon les modalités du contrat. Par exemple, si le compte bancaire est déficitaire de 200 \$, la banque avance alors 1 000 \$ si les avances sont versées par tranches de 1 000 \$. L'entreprise aura ainsi une encaisse positive de 800 \$. Cependant, elle devra déboursier des intérêts sur la marge de crédit utilisée de 1 000 \$, même si celle-ci n'avait besoin que de 200 \$ pour couvrir le déficit bancaire.

Habituellement, les institutions financières permettent l'utilisation d'une marge de crédit équivalant à 75% des comptes clients à recevoir depuis 90 jours et moins. La banque pourra donc demander de lui fournir la liste chronologique des comptes clients à chaque mois ou à chaque trimestre et la comparera ainsi avec le montant utilisé de la marge de crédit.

La banque peut également obtenir les stocks en garantie contre l'utilisation de la marge de crédit. La limite accordée dépendra principalement de la nature des garanties fournies. Par exemple, des articles périssables ou susceptibles de dépréciation rapide ne sont pas considérés habituellement comme une garantie valable (même si l'institution les inclut dans sa liste!) alors que des matériaux de construction standard pourraient constituer une garantie intéressante.

Note - Le logiciel fournit avec chaque budget de caisse, un tableau qui doit permettre une analyse du financement par marge de crédit. L'utilisateur peut faire varier les pourcentages alloués pour le calcul de la marge de crédit maximale et le montant des avances versées par tranches par l'institution financière.

Pour des sociétés bien établies et d'une certaine envergure, l'institution financière peut consentir une marge de crédit non garantie. Cependant, les entreprises doivent en contrepartie maintenir un solde compensateur (ou solde minimum d'encaisse, voir feuille « Hypothèses ») en dépôt à l'institution financière.

Si l'entreprise possède des placements temporaires, vous pourrez les fournir en garantie contre 100 % de financement. Par exemple, si l'entreprise détient un certificat de dépôt de 25 000 \$, elle pourra obtenir une limite de crédit équivalente.

Si le déficit mensuel (recettes – déboursés) requiert un apport de capitaux, le logiciel récupère automatiquement les placements à court terme avant l'utilisation de la marge de crédit seulement si ceux-ci sont suffisants pour couvrir tous les besoins de fonds pour le mois en question. Autrement dit, le logiciel est

Analyse du financement par marge de crédit	Cochez si la marge de crédit est remboursable par tranche de:												(minimum 10, si les données financières sont en milliers de dollars)																	
	juil-05	août-05	sept-05	oct-05	nov-05	déc-05	1 000 \$	janv-06	févr-06	mars-06	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	1 000 \$	janv-07	févr-07	mars-07	avr-07	mai-07	juin-07				
Stock de fermeture M.P.	22 487	22 973	23 460	23 947	24 433	24 920	25 407	25 893	26 380	26 867	27 353	27 840																		
Pourcentage alloué sur stock M.P.	10%	2 249	2 297	2 346	2 395	2 443	2 492	2 541	2 589	2 638	2 687	2 735	2 784																	
Stock de fermeture produits finis	30 674	30 831	30 988	31 145	31 302	31 459	31 615	31 772	31 929	32 086	32 243	32 400																		
Pourcentage alloué sur stock produits finis	30%	9 202	9 249	9 296	9 343	9 390	9 438	9 485	9 532	9 579	9 626	9 673	9 720																	
Comptes clients (de 0 à 60 jours)	98 936	59 560	56 690	55 255	52 385	50 951	48 081	46 646	49 516	56 690	62 429	63 864																		
Pourcentage alloué sur comptes clients	75%	74 202	44 670	42 517	41 441	39 289	36 061	34 985	37 137	42 517	46 822	47 898																		
Marge de crédit maximale	85 653 \$	56 216 \$	54 160 \$	53 179 \$	51 123 \$	50 143 \$	48 086 \$	47 106 \$	49 354 \$	54 830 \$	59 230 \$	60 402 \$																		
Encaisse de débit	10 384	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000																		
Recettes - Déboursés	19 757	(31 980)	11 758	20 820	966	34 528	4 903	4 674	4 025	10 871	8 825	(14 886)																		
Encaisse à la fin (sans marge)	30 141	(21 980)	21 758	30 820	10 966	44 528	14 903	14 674	14 025	20 871	18 825	(4 886)																		
Marge de crédit utilisée	0	31 980	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0																		
Marge de crédit disponible	85 653	24 236	54 160	53 179	51 123	50 143	48 086	47 106	49 354	54 830	59 230	60 402																		

(Si déficit de la marge de crédit)

programmé pour utiliser une seule forme d'entrée de fonds pour couvrir un déficit bancaire mensuel, les placements à court terme ou la marge de crédit. Si les placements à court terme sont insuffisants aux besoins de l'entreprise pour un mois donné alors ce sera la marge de crédit qui assumera la totalité des besoins de financement.

Note - L'utilisateur peut contrecarrer cette programmation en « écrasant » les valeurs calculées par le logiciel (cellules jaunes) pour saisir deux montants, une entrée de fonds avec les placements à court terme et une autre entrée de fonds avec la marge de crédit.

Normalement, l'encaisse dans un compte courant ne rapporte que peu d'intérêts ou pas du tout. Dans ce contexte, le solde à viser sur le compte serait zéro. En pratique, la plupart des gestionnaires financiers considèrent un solde d'encaisse prévu nul comme étant insuffisant. Ils déterminent habituellement un solde minimum d'encaisse (voir feuille « Hypothèses ») qui leur permettent d'absorber des décaissements imprévus.

Certaines banques peuvent également offrir des réductions importantes sur leurs frais de service si l'entreprise maintient un solde d'encaisse moyen (par exemple, la plupart des plans bancaires exigent 1 000\$ de solde minimum mensuel) et ce, même avec l'utilisation de la marge de crédit, si cela est nécessaire. Ces réductions sont souvent plus avantageuses que les intérêts perdus sur ce solde ou les frais perçus sur l'utilisation de la marge de crédit.

Si l'entreprise dégage des surplus d'encaisse mensuel, le logiciel remboursera d'abord l'emprunt bancaire et, par la suite, placera automatiquement les excédents d'encaisse en titres négociables pour avoir des revenus d'intérêts. Les placements à court terme sont habituellement offerts par les institutions financières par multiple de 1 000\$.

L'utilisateur doit déterminer le taux d'intérêt sur les placements à court terme (voir feuille « Hypothèses ») pour que le logiciel calcule des intérêts créditeurs. Ce taux sera toujours inférieur au taux exigé par les institutions financières sur la marge de crédit. L'utilisateur doit également déterminer le taux d'intérêt sur la marge de crédit (voir feuille « Hypothèses ») pour que le logiciel calcule des intérêts débiteurs.

Il faut aussi établir les nouveaux emprunts à long terme que l'entreprise contracte. On peut utiliser cinq tables préétablies, une pour chaque emprunt. Ces tables sont conçues pour s'adapter à différents scénarios de remboursement. Les montants associés aux modalités de remboursement s'afficheront automatiquement dans les feuilles subséquentes.

Note - Si le report des intérêts dépasse 12 mois et que ceux-ci sont capitalisés, le logiciel indiquera les frais de financement qui sont reportés et qui s'ajoutent à l'actif à long terme. Cet actif doit également être amorti sur la durée de l'emprunt (voir la section sur les immobilisations).

Important - Si un ou plusieurs tableaux d'emprunt sont cochés pour indiquer une location-acquisition, il faut également les amortir sur leur durée d'utilisation (voir la section sur les immobilisations).

Il faut donc indiquer toutes les nouvelles immobilisations que l'entreprise acquiert ou encore indiquer lesquelles ont été vendues (si ce n'est déjà fait). Pour ce faire, l'utilisateur doit utiliser le gestionnaire de données (voir la section sur les immobilisations) et faire les entrées appropriées. Cependant, si des montants d'achat (sorties de fonds) ou de vente (entrées de fonds) sont associés à ces immobilisations, ils seront automatiquement inscrits dans les budgets de caisse lors du transfert des données.

2.2 Les feuilles Fabs pour coûts de fabrication

Il s'agit aussi de feuilles semblables qui sont utilisées comme moyens de contrôle des coûts de fabrication de l'entreprise. La feuille *Fab1* pour coûts de fabrication de la 1^{ère} année, la feuille *Fab2* pour coûts de fabrication de la 2^{ème} année et finalement, la feuille *Fab3* pour coûts de fabrication de la 3^{ème} année.

**** Ces feuilles de calcul ne sont présentes que dans les fichiers Fab. ****

Comme l'entreprise industrielle remplit une fonction autre que celle d'une entreprise strictement commerciale, soit celle de la fabrication, il faut préparer un autre état, celui du coût des produits fabriqués. En pratique, c'est une comptabilité dont le seul objectif est la détermination du coût des stocks de produits terminés et en cours de fabrication à la fin d'une période ou d'un exercice aux fins des prévisions financières de l'entreprise. Par extension, cette comptabilité permet de déterminer le coût des produits vendus au cours de la même période ou du même exercice.

L'état du coût de fabrication montre le prix de revient des produits terminés au cours d'une période. Pour la détermination des états financiers qui seront diffusés à l'extérieur de l'entreprise, le coût des stocks de produits finis et de produits en cours doit être fondé sur le coût global réel. Cependant, l'entreprise peut utiliser la méthode de détermination du prix de revient qui lui convient, en cours d'exercice, pour un usage interne, pour autant qu'elle procède aux ajustements nécessaires en fin d'exercice.

Dans le coût de fabrication on inclut le coût des matières premières directes, celui de la main d'oeuvre directe, les autres frais directs, s'il y a lieu, ainsi que les frais engagés pour la fabrication et qui ne peuvent pas être classés dans les catégories de frais directs mentionnées. On désigne ces derniers de frais généraux de fabrication. Le coût de la main d'oeuvre directe ou productive équivaut au coût de la main d'oeuvre qui travaille directement sur la matière première pour la transformer en produit fini.

Imagine Inc.
ÉTAT DU COÛT DE FABRICATION

	01-juil-05 30-sept-05	01-oct-05 31-déc-05	01-janv-06 31-mars-06	01-avr-06 30-juin-06	01-juil-05 30-juin-06
Matières premières utilisées :					
Stock d'ouverture de matières premières	22 000 \$	23 460 \$	24 920 \$	26 380 \$	22 000 \$
Achats de matières premières (inclus le fret à l'achat)	75 168	64 032	55 680	83 520	278 400
moins escomptes de volume sur achats	(376)	(320)	(278)	(418)	(1 392)
Achats nets de matières premières	74 792	63 712	55 402	83 102	277 008
Stock de fermeture de matières premières	23 460	24 920	26 380	27 840	27 840
Matières premières utilisées	73 332	62 252	53 942	81 642	271 168
Main-d'oeuvre directe	11 700	11 700	11 700	11 700	46 800
Avantages sociaux (main d'oeuvre directe)	1 682	1 682	1 682	1 682	6 730
Sous-traitance	-	-	-	-	-
Royautés	-	-	-	-	-
Frais de formation	2 443	2 201	2 020	2 624	9 288
Fournitures d'usine	244	220	202	262	929
Location d'équipement	-	-	-	-	-
Frais d'emballage et d'expédition	814	734	673	875	3 096
Autre frais variable 1	163	147	135	175	619
Autre frais variable 2	326	293	269	350	1 238
Total des coûts directs de fabrication	90 705	79 229	70 623	99 311	339 868
Frais généraux de fabrication :					
Main-d'oeuvre indirecte	-	-	-	-	-
Supervision	-	-	-	-	-
Avantages sociaux (main d'oeuvre ind. et supervision)	-	-	-	-	-
Électricité & chauffage	247	247	247	247	986
Locaux commerciaux	1 233	1 233	1 233	1 233	4 932
Entretien et réparations	1 233	1 233	1 233	1 233	4 932
Taxes et permis	822	822	822	822	3 288
Assurances	164	164	164	164	658
Autres dépenses	206	206	206	206	822
Amortissement - immeubles	-	-	-	-	-
Amortissement - parc de stationnement	-	-	-	-	-
Amortissement - équipements	467	467	467	467	1 869
Amortissement - équipements informatiques	203	203	203	203	811
Amortissement - logiciels	4	4	4	4	17
Amortissement - outillage	-	-	-	-	-
Amortissement - machinerie	95	95	95	95	381
Amortissement - améliorations locatives	139	139	139	139	555
Total des frais généraux de fabrication	4 813	4 813	4 813	4 813	19 251
Total des frais de fabrication plus stock d'ouverture de produits en cours de fabrication	95 517 12 300	84 042 13 275	75 435 14 250	104 124 15 225	359 119 12 300
Coût total produits traités durant l'exercice moins stock de fermeture de produits en cours de fabrication	107 817 13 275	97 317 14 250	89 685 15 225	119 349 16 200	371 419 16 200
Coût des produits fabriqués	94 542 \$	83 067 \$	74 460 \$	103 149 \$	355 219 \$

2.3 Les feuilles Rés pour "Autres renseignements sur les résultats"

Il s'agit également de feuilles semblables qui sont utilisées comme moyens de contrôle des résultats de l'entreprise. La feuille *Rés1* pour les résultats de la 1^{ère} année, la feuille *Rés2* pour les résultats de la 2^{ème} année et finalement, la feuille *Rés3* pour les résultats de la 3^{ème} année.

L'état du coût de fabrication modifie la section "Coût des marchandises vendues" de l'état des résultats. Le coût des produits vendus représente alors le coût des produits vendus que l'entreprise a fabriqués. En ce qui a trait à la présentation des frais de vente, des frais d'administration et des autres postes pouvant figurer à l'état des résultats, elle sera similaire à celle utilisée par une entreprise commerciale.

Imagine Inc.
AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR LES RÉSULTATS

	01-juil-05 30-sept-05	01-oct-05 31-déc-05	01-janv-06 31-mars-06	01-avr-06 30-juin-06	01-juil-05 30-juin-06
Produits d'exploitation :					
Ventes totales	145 080 \$	124 920 \$	109 800 \$	160 200 \$	540 000 \$
moins escomptes de volume sur ventes	(1 451)	(1 249)	(1 098)	(1 602)	(5 400)
Ventes nettes totales	143 629	123 671	108 702	158 598	534 600
Variation des produits reportés	(5 000)	(5 000)	-	-	(10 000)
Coût des produits vendus :					
Stock d'ouverture de produits finis	30 517	30 988	31 459	31 929	30 517
Coûts des produits fabriqués (voir l'État du coût de fabrication)	94 542	83 067	74 460	103 149	355 219
Coût des produits à vendre	125 059	114 055	105 919	135 078	385 736
Achats nets de produits finis pour la revente	2 751	2 751	2 751	2 751	11 004
Stock de fermeture produits finis	30 988	31 459	31 929	32 400	32 400
Coûts des produits vendus	96 823	85 347	76 741	105 429	364 340
Bénéfice brut	51 806	43 324	31 961	53 169	180 260
Revenus de service	58 500	58 500	58 500	58 500	234 000
Variation des travaux en cours	(5 000)	(3 200)	-	4 000	(4 200)
Autres revenus	-	-	-	-	-
Frais de développement :					
Salaire des chercheurs	4 950	4 950	4 950	4 950	19 800
Avantages sociaux	712	712	712	712	2 847
Sous-traitance	-	-	-	-	-
Royautés	-	-	-	-	-
Frais de véh. à moteur	1 221	1 101	1 010	1 312	4 644
Déplacements	41	37	34	44	155
Frais de formation	1 221	1 101	1 010	1 312	4 644
Location d'équipement	-	-	-	-	-
Télécommunications	1 221	1 101	1 010	1 312	4 644
Fournitures de bureau	611	550	505	656	2 322
Autres fournitures	15	14	13	16	58
Autre frais variable 1	10	9	8	11	39
Autre frais variable 2	20	18	17	22	77
Électricité et chauffage	123	123	123	123	493
Locaux commerciaux	617	617	617	617	2 466
Entretien et réparations	617	617	617	617	2 466
Taxes et permis	411	411	411	411	1 644
Assurances	82	82	82	82	329
Autres dépenses	617	617	617	617	2 466
Amortissement - équipements	701	701	701	701	2 804
Amortissement - équip. informatiques	811	811	811	811	3 244
Amortissement - logiciels	8	8	8	8	33
Amortissement - frais dév. reportés	-	-	-	-	-
moins:	14 010	13 578	13 254	14 334	55 176
Crédits d'impôts RS & DE	6 857	6 607	6 420	7 044	26 928
Frais de développement capitalisés	5 633	5 450	5 313	5 770	22 166
Total frais de développement	1 520	1 520	1 520	1 520	6 082
Frais d'exploitation :					
Salaire des préposés aux services	3 900	3 900	3 900	3 900	15 600
Avantages sociaux	561	561	561	561	2 243
Sous-traitance	-	-	-	-	-
Royautés	-	-	-	-	-
Frais de véh. à moteur	6 107	5 503	5 049	6 561	23 220
Déplacements	41	37	34	44	155
Frais de formation	611	550	505	656	2 322
Location d'équipement	-	-	-	-	-
Télécommunications	1 832	1 651	1 515	1 968	6 966
Fournitures de bureau	305	275	252	328	1 161
Autres fournitures	31	28	25	33	116
Autre frais variable 1	20	18	17	22	77
Autre frais variable 2	41	37	34	44	155
Électricité et chauffage	62	62	62	62	247
Locaux commerciaux	308	308	308	308	1 233
Entretien et réparations	308	308	308	308	1 233
Taxes et permis	206	206	206	206	822
Assurances	41	41	41	41	164
Autres dépenses	411	411	411	411	1 644

Amortissement - immeubles	-	-	-	-	-
Amortissement - parc de stationnement	-	-	-	-	-
Amortissement - équipements	467	467	467	467	1 869
Amortissement - équip. informatiques	406	406	406	406	1 622
Amortissement - logiciels	4	4	4	4	17
Amortissement - matériel flottant	-	-	-	-	-
Amortissement - matériel volant	-	-	-	-	-
Amortissement - matériel roulant	-	-	-	-	-
Amortissement - améliorations loc.	35	35	35	35	139
Total frais d'exploitation	15 696	14 806	14 139	16 364	61 005
Frais de vente :					
Salairé des vendeurs	11 391	10 892	10 518	11 765	44 565
Avantages sociaux	1 638	1 566	1 512	1 692	6 408
Sous-traitance	-	-	-	-	-
Royautés	-	-	-	-	-
Publicité & promotion	4 072	3 668	3 366	4 374	15 480
Frais de représentation	-	-	-	-	-
Frais de déplacement	122	110	101	131	464
Frais de formation	1 832	1 651	1 515	1 968	6 966
Location d'équipement	-	-	-	-	-
Frais d'emballage et d'expédition	204	183	168	219	774
Autre frais variable 1	10	9	8	11	39
Autre frais variable 2	20	18	17	22	77
Frais de véh. à moteur	4 886	4 402	4 039	5 249	18 576
Créances irrécouvrables	1 922	1 922	1 922	1 922	7 686
Amortissement - matériel roulant	-	-	-	-	-
Total frais de vente	26 096	24 422	23 166	27 352	101 036
Frais financiers :					
Intérêts & frais de banque	1 597	1 412	649	341	4 000
Intérêts sur emprunt	1 990	1 823	1 662	1 502	6 976
Escomptes de caisse sur ventes	1 395	1 257	1 154	1 498	5 304
Escomptes de caisse sur achats	(194)	(166)	(145)	(215)	(720)
Revenus d'intérêts	(50)	(38)	(15)	(15)	(118)
Amortissement - frais fin. reportés	-	-	-	-	-
Total frais financiers	4 738	4 288	3 305	3 112	15 442
Frais d'administration :					
Salairé du personnel administratif	6 000	6 000	6 000	6 000	24 000
Avantages sociaux	863	863	863	863	3 451
Locaux commerciaux	925	925	925	925	3 699
Électricité et chauffage	185	185	185	185	740
Entretien et réparations	925	925	925	925	3 699
Télécommunications	3 054	2 751	2 525	3 281	11 610
Fournitures de bureau	2 138	1 926	1 767	2 296	8 127
Autres fournitures	15	14	13	16	58
Honoraires de conseillers	3 083	3 083	3 083	3 083	12 330
Taxes et permis	617	617	617	617	2 466
Assurances	123	123	123	123	493
Frais postaux et de messagerie	206	206	206	206	822
Autres dépenses	822	822	822	822	3 288
Perte (gain) sur disposition d'actifs	2 360	2 360	2 360	2 360	9 438
Amortissement - immeubles	-	-	-	-	-
Amortissement - parc de stationnement	-	-	-	-	-
Amortissement - mobilier & équip.	701	701	701	701	2 804
Amortissement - équip. informatiques	608	608	608	608	2 433
Amortissement - logiciels	25	25	25	25	100
Amortissement - améliorations loc.	173	173	173	173	694
Amortissement - brevets, permis	-	-	-	-	-
Amortissement - autres	1 919	1 919	1 919	1 919	7 674
Total des frais d'administration	24 739	24 224	23 837	25 126	97 926
Total des charges	72 790	69 260	65 967	73 474	281 491
Bénéfice (perte) d'exploitation	32 517	29 364	24 494	42 195	128 569
Provisions pour impôts sur le revenu	7 167	7 167	7 167	7 167	28 667
Impôts futurs	446	446	446	446	1 785
Réduction d'impôts attribuable à un report de perte utilisé	-	-	-	-	-
Bénéfice net (perte nette)	24 904 \$	21 751 \$	16 881 \$	34 582 \$	98 117 \$

3. Étape de synthèse

Une première option peut être exercée par l'utilisateur (et mise en application par PlaniPro, s'il y a lieu) est l'information différentielle. Cette approche permet d'appliquer des traitements différentiels offerts aux entreprises sans obligation publique de rendre des comptes, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ainsi, les participations dans des sociétés satellites peuvent être comptabilisées à la valeur d'acquisition ou à la valeur de consolidation. L'écart d'acquisition peut être soumis à un test de dépréciation uniquement lorsque la survenance d'un événement ou d'une situation indique que la juste valeur d'une unité d'exploitation peut être inférieure à sa valeur comptable, plutôt que de la soumettre à un test de dépréciation annuelle. De plus, on peut comptabiliser les impôts sur les bénéfices selon la méthode des impôts exigibles seulement. Dans ce dernier cas, la modification appliquée rétroactivement est l'élimination du *passif d'impôts futurs* (ou de l'*actif d'impôts futurs*) inscrit au bilan pour une somme de XXX \$ par le redressement du solde d'ouverture des BNR du début de l'exercice d'un montant de XXX \$.

Les bilans prévisionnels permettent aussi certains traitements pour s'ajuster aux opérations financières spécifiques d'une entreprise. Par exemple, pour une augmentation de la participation dans une filiale, il faut entrer les sommes payées par les budgets de caisse, au mois correspondant, dans le compte "Autres déboursés" puis, manuellement, faire les changements aux bilans prévisionnels:

1. Additionner le montant payé au compte "Autres dettes à payer" (compte par défaut).
2. Additionner le même montant au compte "Placements intersociétés".

De même, pour une diminution de la participation dans une filiale, il faut entrer les sommes reçues par les budgets de caisse, au mois correspondant, dans le compte "Autres revenus non imposables" puis, manuellement, faire les changements aux bilans prévisionnels:

1. Additionner le montant payé au compte "Effets divers à recevoir" (compte par défaut)
2. Soustraire le même montant au compte "Placements intersociétés".

Il est **fortement recommandé** pour tout ajustement aux bilans prévisionnels et ce, pour maintenir la fonction d'ajustement automatique des fichiers PlaniPro, de procéder de la façon suivante:

1. Utiliser d'abord les budgets de caisse pour toutes les entrées ou les sorties de fonds en cours d'année, au mois correspondant à la transaction financière.
2. Vérifier où les montants sont inscrits par défaut dans les bilans prévisionnels.
3. Si le poste par défaut n'est pas celui qui convient pour l'opération spécifique, il faut l'ajuster manuellement (il ne faut pas "écraser" la formule montrée par la cellule jaune):
 - a) additionner ou soustraire, selon le cas, l'entrée ou la sortie de fonds (en dollars) à la fin de la formule pour annuler l'opération dans le compte par défaut;
 - b) additionner ou soustraire, selon le cas, l'entrée ou la sortie de fonds (en dollars) à la fin de la formule du poste spécifique à la transaction financière.
4. Vérifier que le bilan annuel est toujours "en équilibre" en constatant que l'égalité persiste entre le poste "Total de l'actif" et le poste "Total du passif et de l'Avoir des actionnaires".

Exemple d'un ajustement aux bilans prévisionnels:

1. L'entreprise fait un dépôt de 5 000\$ sur une soumission. L'utilisateur fait une sortie de fonds dans le budget de caisse dans le compte "Autres déboursés". Le montant est porté automatiquement par le logiciel au compte "Autres dettes à payer" du bilan prévisionnel. C'est le compte par défaut puisque habituellement un déboursé autre qu'une dépense courante sert à payer une dette inscrite au bilan précédent.

2. L'utilisateur additionne le montant à la fin de la formule (dans la barre de formule) pour donner l'expression:

$$=\text{Début!} \$J\$15 - \text{Budget1!} \$Q\$60 + 5000$$

La cellule donne alors le résultat avant l'inscription de 5 000\$ au budget de caisse. Dans ce cas-ci, le poste indiquait 0\$.

3. Le montant doit être porté manuellement au compte "Dépôts divers" par l'utilisateur. Pour ce faire, on additionne le montant à la fin de la formule (dans la barre de formule) pour donner l'expression:

$$=\text{Début!} \$E\$22 + 5000$$

Dans ce cas-ci, la cellule donne alors le résultat de 6 500\$ puisqu'il y avait déjà un dépôt de 1 500\$ inscrit au bilan précédent.

4. Plus tard, dans la même année, l'entreprise récupère les deux dépôts, soit 5 000\$ et 1 500\$. L'utilisateur fait alors deux entrées de fonds, au mois correspondant, dans le budget de caisse dans le compte "Autres revenus non imposables". Le montant est porté automatiquement par le logiciel au compte "Effets divers à recevoir" du bilan prévisionnel. C'est le compte par défaut puisque habituellement une entrée de fonds autre qu'un revenu de vente sert à récupérer un montant inscrit au bilan précédent. L'utilisateur additionne le montant à la fin de la formule (dans la barre de formule) pour donner l'expression:

$$=\text{Calculs!} \$BG\$72 + 6500$$

5. Le montant de 6 500\$ est aussi soustrait manuellement du compte "Dépôts divers" par l'utilisateur. Pour ce faire, on soustrait le montant à la fin de la formule (dans la barre de formule) pour donner l'expression:

$$=\text{Début!} \$E\$22 + 5000 - 6500$$

Passif à court terme	
Emprunt & découvert bancaire	25 309 \$
Comptes-fournisseurs	36 926
Dividendes à payer	6 990
TPS et TVQ à payer	4 699
Salaires & DAS à payer	14 734
Impôts exigibles	13 662
Autres dettes à payer	(5 000)
Produits reportés	4 120
Portion du passif à long terme échéant à court terme	41 293
Total du passif à court terme	142 734

Passif à court terme	
Emprunt & découvert bancaire	25 309 \$
Comptes-fournisseurs	36 926
Dividendes à payer	6 990
TPS et TVQ à payer	4 699
Salaires & DAS à payer	14 734
Impôts exigibles	13 662
Autres dettes à payer	-
Produits reportés	4 120
Portion du passif à long terme échéant à court terme	41 293
Total du passif à court terme	147 734

Sommes exigibles diverses	-
Dépôts divers	6 500
Placements à long terme	-
Placements intersociétés	28 424
Immobilisations	96 595
Contrat(s) de location-acquisition	-
Autres éléments d'actifs	170 619
Total de l'actif	503 061 \$

Actif à court terme	
Encaisse	10 000 \$
Comptes-clients	56 178
Travaux en cours	4 000
Stocks	76 440
Placements en titres négociables	3 000
Frais payés d'avance	22 194
Crédits d'impôt RS & DE à recevoir	26 928
Effets divers à recevoir	2 183
Impôts futurs	-
Total de l'actif à court terme	200 923

Sommes exigibles diverses	-
Dépôts divers	-
Placements à long terme	-
Placements intersociétés	28 424
Immobilisations	96 595
Contrat(s) de location-acquisition	-
Autres éléments d'actifs	170 619
Total de l'actif	496 561 \$

L'application du principe de l'information financière différentielle aux états financiers d'une entreprise est entré en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2002.

L'information financière différentielle permet aux entreprises admissibles d'établir leurs états financiers conformément aux normes comptables canadiennes tout en autorisant des exigences plus souples en ce qui concerne la présentation de certaines informations comptables.

Critères d'admissibilité à l'adoption de l'information financière différentielle :

- Entreprises à but lucratif sans obligation publique de rendre des comptes.
- Obtention annuelle par écrit, du consentement unanime de tous les propriétaires, y compris ceux qui n'ont pas droit de vote.

Une entreprise admissible peut donc choisir parmi les exemptions et les autres traitements autorisés selon le principe de l'information financière différentielle ceux qu'elle appliquera aux fins de l'établissement de ses états financiers. Les fichiers Planipro permettent la présentation de l'information financière selon un traitement différentiel pour les postes suivants :

- Placements à long terme;
- Placements dans les sociétés satellites;
- Participations dans les filiales;
- Écart d'acquisition et autres actifs incorporels; et
- Impôts sur les bénéfices.

Les placement à long terme dans des sociétés qui ne sont ni des placements satellites, ni des sociétés en participation, ni des sociétés en noms collectifs sont des investissements dans le seul but d'obtenir un rendement. Ce genre d'investissement ne donne à la société participante aucun contrôle ou influence sur les opérations et stratégies de la société émettrice.

Au bilan, le poste placement à long terme est présenté au coût d'origine (méthode de comptabilisation à la valeur d'acquisition) sauf si une baisse de valeur durable ou un dividende constituant un remboursement de capital survient après la date d'acquisition. À l'état des résultats, le produit financier n'est comptabilisé qu'au moment où il devient exigible.

En général, on dit d'une société qui détient 20% ou plus, mais pas plus de 50% des actions d'une autre société qu'elle exerce une influence notable sur cette dernière, faisant de cette société un satellite alors qu'une société possédant plus de 50% des actions avec droit de vote d'une autre société a le droit d'orienter la façon dont la société contrôlée, ou filiale, utilise ses actifs et finance ses activités.

Les entreprises admissibles à la présentation d'une information financière différentielle peuvent choisir de comptabiliser à la valeur d'acquisition ou à la valeur de consolidation les placements dans les sociétés satellites ou dans des filiales. Ces placements doivent être présentés séparément dans le bilan. Les revenus tirés de ces placements doivent également être présentés séparément dans l'état des résultats.

Note - Lorsque l'entreprise adopte le principe de l'information différentielle pour ses filiales, elle doit indiquer que ses états financiers ne sont pas consolidés.

Calcul de la valeur de consolidation d'un investissement

La valeur de consolidation d'un investissement peut se calculer ainsi:

Valeur conso = Prix payé + % de la variation des BNR depuis l'acquisition ± ajustements*

* : pour opérations intersociétés et matérialisation des plus ou moins value ainsi que pour la dépréciation de la valeur de l'écart d'acquisition

De cette manière, la valeur de consolidation d'un investissement correspond en tout temps à:

- La quote-part de l'investisseur dans la valeur comptable de l'émettrice, plus/moins;
- Le solde non amorti des plus ou moins-values d'acquisition, plus/moins;
- Le solde non déprécié de l'écart d'acquisition, plus/moins;
- Les ajustements nécessaires pour éliminer les gains ou les pertes non matérialisés sur les opérations intersociétés.

Quant au produit financier provenant d'un investissement comptabilisé à la valeur de consolidation il se calcul de la manière suivante:

Produit financier (valeur conso) = % dans les bénéfices ± ajustements *

* : pour opérations intersociétés, matérialisation des plus ou moins value et/ou dépréciation de l'écart d'acquisition

Les entreprises admissibles à la présentation d'une information financière différentielle peuvent aussi choisir de soumettre l'écart d'acquisition à un test de dépréciation uniquement lorsque la survenance d'un événement ou d'une situation indique que la juste valeur d'une unité d'exploitation peut être inférieur à sa valeur comptable autrement, l'écart d'acquisition serait soumis à un test de dépréciation annuelle.

Les événements pouvant indiquer la dépréciation de l'écart d'acquisition en de ça de sa valeur comptable peuvent être les suivants :

- un changement défavorable dans l'environnement économique;
- l'arrivée d'un concurrent imprévu;
- la perte d'employés stratégiques; etc ...

Également, les entreprises peuvent choisir de soumettre à un test de dépréciation les actifs incorporels non amortissables, uniquement lorsque la survenance d'événement ou de changement de situation indique que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Finalement, les entreprises peuvent aussi choisir de comptabiliser les impôts sur les bénéfices selon la méthode des impôts exigibles et, par conséquent, ne pas présenter les impôts futurs (suite au choix d'utiliser l'amortissement fiscal comme méthode d'amortissement). La méthode des impôts exigibles se définit comme une méthode de comptabilisation selon laquelle l'entreprise ne présente dans les résultats de l'exercice considéré que le coût ou l'économie d'impôts exigibles pour l'exercice déterminé en conformité avec les règles établies par l'Administration fiscale.

3.1 La feuille Résultats pour état des résultats prévisionnels

L'état des résultats prévisionnels est comme un exposé en condensé des résultats de toutes les transactions à venir durant une période donnée. Cet état résume donc les revenus, appelés en comptabilité "produits d'exploitation", qui seront réalisés pendant plusieurs cycles d'exploitation. Il présente en plus les "charges d'exploitation" encourues pour réaliser ces revenus. Enfin, il exprime la différence entre les produits et les charges; si cette différence est positive, il y aura profit ou bénéfice et, si cette différence est négative, il y aura perte.

L'état des résultats consiste en un sommaire des opérations de l'entreprise qui ont lieu à l'intérieur d'une période donnée. La période dont il rend compte couvre habituellement douze mois. Cette exercice ne coïncide pas toujours avec l'année du calendrier. Une entreprise peut très bien avoir un exercice financier allant du 1er juillet au 30 juin suivant. Généralement, lorsqu'une entreprise a choisi une date de fin d'exercice, elle ne la modifie pas, même si un tel changement est permis.

L'état des bénéfices non répartis nous indique la portion des bénéfices nets après impôts déjà réinvestie ainsi que la portion des bénéfices que l'entreprise réinvestira et celle qu'elle paiera à ses actionnaires sous forme de dividendes. Cet état, en quelque sorte, fait la transition entre deux états financiers, puisqu'il indiquera les variations à venir dans l'avoir des actionnaires.

3.2 La feuille Bilans pour bilans prévisionnels

Les bilans prévisionnels présenteront les biens que possédera l'entreprise - son actif - et fournira également un portrait des fonds qui serviront à acquérir ces actifs, c'est-à-dire le passif et l'avoir des actionnaires. Le passif indiquera l'origine des fonds fournis par les créanciers alors que l'avoir, qui portera différents noms selon la forme juridique de l'entreprise, précisera les montants investis par les propriétaires.

Il y a certaines différences entre les bilans de PlaniPro et ceux produits par le système comptable de l'entreprise basées sur une comptabilité d'exercice. Par exemple, les comptes fournisseurs de PlaniPro ne sont reliés qu'aux achats de matières premières ou de stocks alors que tout compte impayé en comptabilité d'exercice se retrouve ajouté aux comptes fournisseurs.

Une fois que des données réelles seront inscrites aux budgets de caisse pour les postes des ventes et des achats, les comptes clients et les comptes fournisseurs seront ajustés automatiquement par le logiciel. Les comptes clients sont le résultat des ventes totales moins les ventes au comptant et les créances irrécouvrables alors que les comptes fournisseurs sont le résultat des achats totaux moins les achats au comptant.

3.3 La feuille Evolution pour état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie permet d'identifier facilement les changements importants qui vont survenir dans la situation financière de l'entreprise. Il montre les provenances et les utilisations de fonds selon trois catégories: les activités d'exploitation, les activités de financement et les activités d'investissement. Il permet donc d'expliquer les variations observées dans le montant des liquidités entre le début et la fin d'un

Imagine Inc.
BILANS PRÉVISIONNELS

	30-juin-06		30-juin-07		30-juin-08		30-juin-09		30-juin-10	
Actif à court terme										
Encaisse	10 000 \$	2%	10 712 \$	2%	10 983 \$	2%	10 000 \$	1%	10 000 \$	1%
Comptes-clients	56 178	11%	58 542	11%	61 303	9%	62 530	9%	63 780	8%
Travaux en cours	4 000	1%	6 000	1%	7 500	1%	7 650	1%	7 803	1%
Stocks	76 440	15%	84 982	15%	94 541	15%	96 432	13%	98 360	12%
Placements en titres négociables	3 000	1%	27 000	5%	65 000	10%	127 174	17%	255 447	30%
Frais payés d'avance	22 194	4%	9 858	2%	10 014	2%	10 014	1%	10 014	1%
Crédits d'impôt RS & DE à recevoir	26 928	5%	28 798	5%	29 220	5%	32 127	4%	-	0%
Effets divers à recevoir	2 183	0%	-	0%	273	0%	-	0%	-	0%
Impôts futurs	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Total de l'actif à court terme	<u>200 923</u>	40%	<u>225 892</u>	41%	<u>278 834</u>	43%	<u>345 925</u>	47%	<u>445 404</u>	53%
Sommes exigibles diverses	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Dépôts divers	1 500	0%	1 500	0%	1 500	0%	1 500	0%	1 500	0%
Placements à long terme	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Placements intersociétés	28 424	6%	44 524	8%	64 331	10%	89 012	12%	115 134	14%
Immobilisations	96 595	19%	92 779	17%	99 860	15%	82 199	11%	90 068	11%
Contrat(s) de location-acquisition	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Autres éléments d'actifs	170 619	34%	186 295	34%	202 311	31%	215 768	29%	194 719	23%
Total de l'actif	<u>498 061 \$</u>	100%	<u>550 989 \$</u>	100%	<u>646 836 \$</u>	100%	<u>734 405 \$</u>	100%	<u>846 825 \$</u>	100%
Passif à court terme										
Emprunt & découvert bancaire	20 060 \$	4%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Comptes-fournisseurs	36 926	7%	38 400	7%	40 449	6%	41 258	6%	42 083	5%
Dividendes à payer	6 990	1%	6 990	1%	6 990	1%	6 990	1%	6 990	1%
TPS et TVQ à payer	4 699	1%	4 806	1%	4 907	1%	4 907	1%	4 907	1%
Salaires & DAS à payer	14 734	3%	21 516	4%	29 600	5%	29 600	4%	29 600	3%
Impôts exigibles	13 717	3%	2 669	0%	-	0%	2 992	0%	1 032	0%
Autres dettes à payer	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Produits reportés	4 120	1%	9 120	2%	5 120	1%	5 120	1%	5 120	1%
Portion du passif à long terme échéant à court terme	41 293	8%	36 944	7%	31 170	5%	11 860	2%	7 785	1%
Total du passif à court terme	<u>142 540</u>	29%	<u>120 446</u>	22%	<u>118 235</u>	18%	<u>102 726</u>	14%	<u>97 516</u>	12%
Passif à long terme										
Emprunts & autres obligations à L.T.	60 390	12%	32 230	6%	27 359	4%	15 499	2%	7 714	1%
Impôts futurs	20 420	4%	21 324	4%	21 765	3%	21 711	3%	20 540	2%
Sommes dues diverses	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Total du passif	<u>223 349</u>	45%	<u>174 000</u>	32%	<u>167 359</u>	26%	<u>139 936</u>	19%	<u>125 770</u>	15%
Avoir des actionnaires										
Capital actions	47 520	10%	47 520	9%	47 520	7%	47 520	6%	47 520	6%
Bénéfices (pertes) non répartis	227 192	46%	329 470	60%	431 957	67%	546 949	74%	673 535	80%
Surplus d'apport	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Total de l'avoir des actionnaires	<u>274 712</u>	55%	<u>376 990</u>	68%	<u>479 477</u>	74%	<u>594 469</u>	81%	<u>721 055</u>	85%
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	<u>498 061 \$</u>	100%	<u>550 989 \$</u>	100%	<u>646 836 \$</u>	100%	<u>734 405 \$</u>	100%	<u>846 825 \$</u>	100%

exercice financier. Il établit, en quelque sorte, un lien entre le bilan d'un exercice et le bilan de l'exercice qui le suit.

L'état des flux de trésorerie est préparé à partir des autres états financiers et de certains renseignements additionnels, et non pas à partir des comptes comme les autres états financiers. Il constitue par conséquent, un exemple type d'analyse des états financiers. En outre, il peut mettre en évidence le fait que les liquidités disponibles pour l'exploitation sont faibles ou parfois négatives.

3.4 La feuille Ratios pour tableau des ratios financiers

L'analyse financière par les ratios nous permet de diagnostiquer la santé financière d'une entreprise. Les ratios expriment un rapport entre divers éléments tirés des états financiers (prévisionnels) et servent à mesurer la performance d'une entreprise et à la comparer à celle d'autres firmes oeuvrant dans le même secteur d'activité. En effet, la plupart du temps, un ratio n'a de sens que dans le cadre d'une telle comparaison entre entreprises.

La table des ratios de secteur (fournie avec le logiciel PlaniPro) est constituée à partir des états financiers d'entreprises de petite capitalisation inscrites aux Bourses canadiennes. En sélectionnant le secteur d'activité de l'entreprise dans la barre de défilement, la médiane (la valeur qui se trouve au centre d'un ensemble de données) constituée à partir des ratios des entreprises d'un même secteur d'activité économique s'affichera automatiquement en marge droite des ratios de l'entreprise.

Note - Les ratios d'entreprises ayant subi une perte d'exploitation en 2002-2003 ne sont pas utilisés pour calculer la médiane à partir d'un groupe témoin de sociétés d'un même secteur d'activité économique.

L'analyse par ratios comporte de nombreuses limites. La comparabilité est toujours un aspect essentiel de toute analyse des ratios. Il pourra aussi arriver que l'industrie ne soit pas très représentative, à cause d'une grande disparité dans ses activités ou la taille des firmes qui en font partie. En outre, les entreprises

TABLEAU DES RATIOS Imagine Inc.	01-juil-05 30-juin-06	01-juil-06 30-juin-07	01-juil-07 30-juin-08	01-juil-08 30-juin-09	01-juil-09 30-juin-10	RATIOS SECTEUR
						Tableau d'aide
LA LIQUIDITÉ						
LIQUIDITÉ GÉNÉRALE	1,4	1,9	2,4	3,4	4,6	1,82
LIQUIDITÉ IMMÉDIATE	0,9	1,2	1,6	2,4	3,6	1,80
COUVERTURE DES STOCKS	1,31	0,81	0,59	0,40	0,28	0,04
INTERVALLE DÉFENSIF (JOURS)	38	51	69	101	170	147
LA STRUCTURE FINANCIÈRE						
RATIO D'ENDETTEMENT	44,8%	31,6%	25,9%	19,1%	14,9%	37,8%
EFFET DE LEVIER	1,81	1,46	1,35	1,24	1,17	1,58
PASSIF PAR RAPPORT AUX CAPITAUX	0,81	0,46	0,35	0,24	0,17	0,58
COUVERTURE DES INTÉRÊTS	10,56	13,75	15,49	53,62	117,22	16,00
COUVERTURE DE LA DETTE	3,15	2,93	3,29	4,68	13,89	2,54
IMMOBILISATIONS / CAPITAUX	0,35	0,25	0,21	0,14	0,12	0,08
LA GESTION						
ROTATION DES STOCKS	4,77	4,55	4,44	4,44	4,44	17,50
ÂGE DES STOCKS (JOURS)	77	80	82	82	82	21
ROTATION DES COMPTES CLIENTS	9,69	9,36	9,42	9,42	9,42	4,38
ÂGE DES COMPTES CLIENTS (JOURS)	38	39	39	39	39	85
ROTATION DES COMPTES FOURN.	9,87	10,08	10,38	10,38	10,38	3,40
ÂGE DES COMPTES FOURN. (JOURS)	37	36	35	35	35	107
ROTATION DES IMMOBILISATIONS	5,64	5,90	5,79	7,17	6,67	13,45
ROTATION DE L'ACTIF TOTAL	1,55	1,43	1,28	1,15	1,01	0,96
LA RENTABILITÉ						
MARGE BÉNÉFICIAIRE BRUTE	53,0%	50,9%	49,1%	49,1%	49,1%	69,7%
MARGE BÉNÉFICIAIRE NETTE	12,7%	11,8%	10,9%	11,6%	12,5%	6,7%
RENDEMENT DE L'ACTIF (ROA)	22,1%	18,4%	14,8%	13,4%	12,6%	13,5%
RENDEMENT DE L'AVOIR (ROE)	35,7%	24,7%	18,7%	16,4%	14,9%	23,7%

consolidées opèrent souvent dans des secteurs d'activité qui peuvent être fort différents les uns des autres. Ainsi, une entreprise pourrait être à la fois dans les secteurs du transport, de la pétrochimie et des télécommunications.

PlaniPro 6,0 fournit maintenant un tableau d'aide pour établir ses propres ratios de secteur à partir d'entreprises comparables d'un même secteur d'activité économique. Cela peut s'avérer nécessaire s'il n'y a pas de secteur similaire à l'entreprise dans le choix proposé par le logiciel ou encore, l'utilisateur veut établir ses propres ratios à partir des derniers états financiers d'entreprises publiques qu'il peut trouver sur le site Internet - <http://www.sedar.com>

Important - Le ratio de secteur ne constitue pas un objectif à atteindre à tout prix. C'est un repère qui doit être jugé en relation avec l'ensemble des stratégies de l'entreprise et de ses caractéristiques particulières.

L'analyse de la performance sur plusieurs années est aussi utile parce qu'elle permet d'évaluer si l'entreprise sera en progression ou, à l'inverse, si elle connaîtra une période de déclin. C'est ce qu'on appelle l'analyse des tendances. Cependant, on doit garder à l'esprit l'effet de tous les facteurs qui pourraient rendre les situations non comparables. Par exemple:

- Une augmentation importante du taux d'inflation (susceptible de gonfler artificiellement le chiffre des ventes);
- une détérioration significative du climat de travail dans l'entreprise;
- une augmentation importante de la concurrence ou l'introduction de nouvelles lois susceptibles d'influer sur l'entreprise;
- l'introduction de changements technologiques importants dans le secteur.

3.4.1 Le ratio de liquidité générale

Le ratio de liquidité générale est aussi appelé ratio du fonds de roulement ou ratio de solvabilité à court terme. Il se calcule en établissant le rapport entre l'actif à court terme et le passif à court terme. Rappelons que l'actif à court terme comprend l'encaisse, les comptes clients, les titres de placement et les différents stocks. D'autre part, le passif à court terme se compose des comptes fournisseurs, des emprunts à court terme ainsi que de la portion de la dette à long terme devenant exigible dans l'année courante.

Ce ratio mesure la solvabilité de l'entreprise et indique dans quelle proportion les actifs à court terme garantissent le paiement des dettes à court terme. On a longtemps considéré qu'une entreprise devait avoir un ratio de fonds de roulement supérieur à 2. L'interprétation du ratio est cependant plus complexe, car il s'agit d'un ratio statique, qui évalue la situation financière à un moment précis.

Les postes de court terme peuvent s'avérer des sources importantes de financement pour l'entreprise qui entreprend de les gérer efficacement. Ils peuvent au contraire immobiliser des sommes importantes (qui pourraient être plus utiles ailleurs dans l'entreprise) lorsqu'ils sont mal gérés.

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{\text{Actif à court terme}}{\text{Passif à court terme}}$$

3.4.2 Le ratio de liquidité immédiate

Le ratio de liquidité immédiate est aussi appelé ratio de trésorerie ou indice de liquidité. Ce ratio découle du précédent, puisqu'il suffit de soustraire de l'actif à court terme le montant des stocks, pour ne considérer que les éléments très rapidement convertibles en argent liquide. Ce ratio mesure donc la solvabilité d'une façon plus sévère pour l'entreprise (en anglais, on le nomme d'ailleurs *acid-test ratio*).

Comme pour tout autre ratio, il n'existe pas de règle absolue pour déterminer le seuil critique du ratio de liquidité immédiate, mais s'il est supérieur à 1,0 on considérera généralement que la liquidité de l'entreprise est suffisante.

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{\text{Actif à court terme} - \text{Stocks}}{\text{Passif à court terme}}$$

3.4.3 L'intervalle défensif

L'intervalle défensif, ou encore la capacité d'une entreprise à faire face à ses déboursés quotidiens. Les déboursés comprennent le coût des marchandises vendues (CMV), les frais de développement, d'exploitation, de vente et d'administration ainsi que les remboursements de capital et intérêts sur les emprunts.

Cependant, l'amortissement n'apparaît pas dans le calcul de l'intervalle défensif. Même si l'amortissement est une dépense, il ne nécessite aucune sortie de fonds. Le résultat indique donc le nombre de jours pendant lesquels l'entreprise peut faire face à ses déboursés quotidiens à même ses liquidités. Plus le résultat obtenu est élevé plus la capacité de faire face à ces déboursés est grande.

Étape 1: calcul des déboursés quotidiens

$$\frac{\text{CMV} + \text{Charges d'exploitation incluant les intérêts} + \text{Remboursement de capital} - \text{Amortissement}}{365 \text{ jours}}$$

Étape 2: calcul de l'intervalle défensif

$$\frac{\text{Encaisse} + \text{Comptes clients} + \text{Titres négociables}}{\text{Déboursés quotidiens}}$$

3.4.4 Le ratio de couverture des stocks

Le ratio de couverture des stocks aussi appelé ratio des stocks sur le fonds de roulement correspond au coût des stocks divisés par le fonds de roulement, c'est-à-dire l'actif à court terme (ACT) moins le passif à court terme (PCT). Ce ratio complémentaire est utilisé pour indiquer quelle est la proportion du fonds de roulement immobilisée dans les stocks.

$$\text{Ratio de couverture des stocks} = \frac{\text{Stocks}}{(\text{ACT} - \text{PCT})}$$

3.4.5 Le ratio d'endettement

Le ratio d'endettement se calcule en divisant le total du passif par le total de l'actif. Ce ratio indique le pourcentage des fonds utilisés pour financer l'actif qui proviennent des créanciers. Ce ratio donne une image générale de l'endettement d'une entreprise. Un ratio de dette totale élevé est synonyme de risque financier.

Note - Les prêts d'actionnaires sont considérés comme une mise de fonds de ces derniers et ne doivent pas être pris en compte dans le calcul de la dette.

$$\text{Ratio d'endettement} = \frac{\text{Passif total}}{\text{Actif total}} \times 100\%$$

3.4.6 L'effet de levier

L'effet de levier indique jusqu'à quel point, les propriétaires financent l'entreprise via ses créanciers. Les prêteurs s'intéressent au niveau de levier financier car il est un bon indice de la vulnérabilité d'une entreprise, advenant un déclin temporaire de ses ventes.

Lorsque l'entreprise va bien, plus ce ratio est élevé, plus le rendement sur le capital investi est élevé. L'endettement a également pour effet d'augmenter le taux de rendement que les actionnaires vont réaliser sur le capital investi. Toutefois, plus l'effet de levier devient important, plus le risque de l'entreprise augmente.

$$\text{Effet de levier} = \frac{\text{Actif total}}{\text{Avoir des actionnaires}}$$

3.4.7 Le ratio du passif par rapport aux capitaux propres

Le ratio du passif par rapport aux capitaux propres appelé aussi ratio de la dette sur l'avoir des actionnaires est un autre moyen de comparer les investissements des créanciers à ceux des propriétaires de l'entreprise. Plus le ratio est bas, plus l'investissement des propriétaires est élevé et plus les créanciers sont protégés.

$$\text{Ratio du passif par rapport aux capitaux propres} = \frac{\text{Passif total}}{\text{Avoir des actionnaires}}$$

3.4.8 Le ratio de couverture des intérêts

Le ratio de couverture des intérêts sert à déterminer le degré de protection dont bénéficient les créanciers. Il indique donc combien de fois les intérêts sont couverts par les bénéfices. Le ratio met en relation le bénéfice avant impôts et les charges d'intérêts (le paiement des intérêts s'effectue avant le déboursé d'impôts). Plus le ratio est élevé, plus la marge de sécurité pour les créanciers est grande.

Un ratio de couverture faible (surtout au-dessous de 1) indique que l'entreprise ne fonctionne pas à un niveau suffisamment profitable pour couvrir aisément les obligations d'intérêts. Dans le calcul de ce ratio, on réajuste le bénéfice pour ne pas tenir compte de la dépense d'amortissement puisqu'elle n'implique aucune sortie de fonds. Il s'agit cependant d'une mesure incomplète des obligations financières de l'entreprise face à ses créanciers puisqu'elle ne tient pas compte du remboursement de capital sur la dette.

$$\text{Ratio de couverture des intérêts} = \frac{\text{Bénéfices avant impôts} + \text{Amortissement} + \text{Charges d'intérêts}}{\text{Charges d'intérêts}}$$

3.4.9 Le ratio de couverture de la dette

Le ratio de couverture de la dette sert aussi à déterminer le degré de protection dont bénéficient les créanciers. Il indique donc combien de fois la dette globale de l'entreprise est couverte par les bénéfices. Le ratio met en relation le bénéfice avant impôts et les obligations en termes d'endettement. Plus le ratio est élevé, plus la marge de sécurité pour les créanciers est grande. La diminution de ce ratio est un signal alarmant, auquel les prêteurs sont sensibles.

$$\text{Ratio de couverture de la dette} = \frac{\text{Bénéfices avant impôts} + \text{Amortissement} + \text{Charges d'intérêts}}{\text{Charges d'intérêts} + \text{Remboursement de capital}}$$

3.4.10 Le ratio de rotation des stocks et l'âge des stocks

Le ratio de rotation des stocks correspond au coût des marchandises vendues (CMV) divisé par les stocks moyens. Le coût des marchandises vendues aussi appelé coût des ventes regroupe tous les frais encourus pour fabriquer le produit final qui sera vendu par l'entreprise.

Une entreprise ayant un faible taux de rotation s'expose à l'obsolescence ou à la détérioration de ses stocks. Elle peut par ailleurs se voir dans l'obligation d'engager des frais excessifs d'entreposage et de charges d'assurance. On reconnaît souvent dans un taux de rotation élevé des stocks un signe d'efficacité. Cela peut aussi indiquer un niveau de stocks insuffisant.

Au cours des dernières années, beaucoup d'entreprises ont tenté de réduire les stocks au minimum, en ne conservant que la quantité suffisante pour répondre à la demande de la clientèle ou même, en s'approvisionnant au gré de la demande de la clientèle (comme avec les méthodes juste-à-temps).

$$\text{Ratio de rotation des stocks} = \frac{\text{Coûts des marchandises vendues}}{\text{stocks moyens}}$$

Les stocks moyens peuvent être calculer de la façon suivante: $\frac{\text{Stocks au début} + \text{Stocks à la fin}}{2}$

L'âge des stocks est une autre façon (exprimés en jours) d'estimer la qualité de gestion des stocks:

$$\text{Age des stocks} = \frac{365 \text{ jours}}{\text{Rotation des stocks}}$$

3.4.11 Le ratio de rotation des comptes clients et l'âge des comptes

Ces ratios servent à mesurer l'efficacité de la gestion des comptes clients. Ils montrent le délai nécessaire pour percevoir les comptes clients. Ce délai doit aussi être examiné au regard des conditions de crédit qu'elle accorde à ses clients. Est-ce 30 jours, 45 jours, ou plus? Il y a peut être un problème dans l'application de la politique de crédit. Un délai trop long pourrait augmenter le nombre de comptes irrécupérables et entraîner des pertes substantielles.

$$\text{Ratio de rotation des comptes clients} = \frac{\text{Vente annuelles}}{\text{Comptes clients}}$$

L'âge des comptes clients est une autre façon (exprimés en jours) d'estimer la qualité de gestion des comptes clients:

$$\text{Age des comptes clients} = \frac{365 \text{ jours}}{\text{Rotation des comptes clients}}$$

3.4.12 Le ratio de rotation des comptes fournisseurs et l'âge des comptes

Ces ratios servent à mesurer le délai de paiement des comptes fournisseurs. Ce délai doit aussi être examiné au regard des conditions de crédit que l'entreprise obtient de ses fournisseurs.

$$\text{Ratio de rotation des comptes fournisseurs} = \frac{\text{Achats ou coût des marchandises vendues}}{\text{Comptes fournisseurs}}$$

L'âge des comptes fournisseurs est une autre façon (exprimés en jours) d'estimer la qualité de gestion des comptes fournisseurs:

$$\text{Age des comptes fournisseurs} = \frac{365 \text{ jours}}{\text{Rotation des comptes fournisseurs}}$$

Important - L'entreprise a intérêt à ce que le délai de recouvrement des comptes clients soit plus court que le délai de paiement des comptes fournisseurs pour réduire les besoins en fonds de roulement.

3.4.13 Le ratio de rotation des immobilisations

Le ratio de rotation des immobilisations examine le degré d'utilisation des immobilisations à des fins productives. L'actif immobilisé correspond à la valeur nette des immobilisations, soit déduction faite de l'amortissement accumulé.

Une faible rotation peut provenir soit d'une utilisation inadéquate d'éléments d'actif trop importants par rapport à l'activité de l'entreprise, soit d'investissements très récents auxquels l'entreprise n'a pas pu encore s'adapter totalement.

Un taux de rotation élevé est généralement un facteur positif, mais peut découler d'une politique fort dangereuse qui consiste à ne pas investir suffisamment pour conserver intacte la capacité productive.

$$\text{Ratio de rotation des immobilisations} = \frac{\text{Ventes annuelles}}{\text{Immobilisations nettes}}$$

3.4.14 Le ratio de rotation de l'actif total

Ce ratio détermine l'efficacité d'ensemble dans l'utilisation de tous les postes de l'actif au bilan, en mesurant le volume des ventes produit par chaque dollar d'actif.

Un ratio peu élevé ou inférieur à la norme de l'industrie peut signifier que l'entreprise nécessite plus de ressources que ses concurrents, pour réaliser le même volume de ventes.

Plus le ratio est élevé, plus les actifs sont utilisés efficacement. Cependant, cela peut aussi découler de situations où l'on surexploite les éléments d'actif, sans investir suffisamment pour maintenir intacte la capacité productive de l'entreprise.

$$\text{Ratio de rotation de l'actif total} = \frac{\text{Ventes annuelles}}{\text{Actif total}}$$

3.4.15 La marge bénéficiaire brute

Ce ratio est obtenu en divisant les bénéfices bruts d'exploitation, par le total des ventes. Le bénéfice brut est défini comme étant l'excédant des ventes nettes sur le coût des marchandises vendues. Généralement, celles-ci incluent les matières premières, la main d'oeuvre nécessaire à la fabrication du produit (main d'oeuvre directe) ainsi que les frais généraux de fabrication.

Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine des fluctuations de la marge bénéficiaire brute. Par exemple:

- Les prix de vente augmentent plus ou moins rapidement que les frais de production;
- On utilise un faible pourcentage ou une proportion élevée de la capacité de production;
- Les main d'oeuvre directe est trop élevée ou encore trop basse, ce qui donne un faible coût de production des stocks;
- Les frais généraux de fabrication augmentent plus ou moins rapidement que les ventes, ce qui signifie que l'efficacité augmente ou diminue proportionnellement;
- L'augmentation des prix de vente des produits est insuffisante.

L'interprétation de la marge brute demande souvent d'analyser les états détaillés des frais de production et d'établir la distinction entre les frais fixes et les coûts variables.

$$\text{Marge bénéficiaire brute} = \frac{\text{Bénéfice brut}}{\text{Ventes}} \times 100\% \quad \text{où} \quad \text{Bénéfice brut} = \text{Ventes} - \text{Coût des ventes}$$

3.4.16 La marge bénéficiaire nette

Ce ratio est obtenu en divisant les bénéfices nets d'exploitation, par le total des ventes. Le bénéfice net doit être calculé en excluant les postes extraordinaires et non récurrents, qui ne reflètent pas les activités habituelles de l'entreprise.

La marge bénéficiaire nette indique combien de cents rapporte chaque dollar de vente réalisé par l'entreprise. Il combine deux effets: celui des coûts d'exploitation et celui de l'endettement par l'intermédiaire des dépenses d'intérêts. Pour cette raison, l'interprétation de ce ratio est difficile.

$$\text{Marge bénéficiaire nette} = \frac{\text{Bénéfice net}}{\text{Ventes}} \times 100\%$$

Note - Certaines entreprises ne dégagent que des marges réduites. Ces marges sont souvent insuffisantes pour générer un taux de rendement supérieur au coût de capital si on tient compte de la totalité des coûts de financement incluant la rétribution des fonds propres.

3.4.17 Le rendement de l'actif

Le rendement de l'actif correspond aux bénéfices avant intérêts et après impôts générés par chaque dollar d'actif. En anglais, on utilise l'abréviation "ROA", (*Return On Assets*). Ce ratio tient compte du bénéfice d'exploitation disponible pour rémunérer le capital engagé par l'ensemble des bailleurs de fonds.

Les intérêts apparaissent en tant que montants nets dans les états financiers. Pour obtenir leurs coûts nets après impôts, il faut multiplier par (1 - Taux d'imposition). Le montant de l'actif total peut tenir compte des actifs à la fin de l'exercice ou représenter les actifs moyens de l'entreprise.

$$\text{Rendement de l'actif} = \frac{\text{Bénéfice net après impôts} + \text{Intérêts nets après impôts}}{\text{Actif total}} \times 100\%$$

On peut aussi obtenir le rendement de l'actif (ROA) en utilisant pour le calcul le bénéfice avant intérêts et impôts (BAII), les deux méthodes conduisent au même résultat.

$$\text{Rendement de l'actif} = \frac{\text{Bénéfice avant intérêts et impôts} \times (1 - \text{Taux d'imposition})}{\text{Actif total}}$$

Plusieurs analystes mesurent la rentabilité de l'actif en utilisant le bénéfice après intérêts et après impôts. En anglais, on utilise alors l'abréviation "ROI", (*Return On Investments*). Cependant, ce calcul n'est pas très utile et n'est requis par le logiciel que pour les fins d'analyse avec le système Du Pont (voir les pages suivantes).

$$\text{Rentabilité de l'actif} = \frac{\text{Bénéfice net après impôts}}{\text{Actif total}} \times 100\%$$

3.4.18 Le rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres appelé aussi rendement de l'avoir des actionnaires mesure la rentabilité de la mise de fonds des actionnaires ordinaires de l'entreprise. En anglais, on utilise l'abréviation "ROE", (*Return On Equity*).

On doit s'assurer de mesurer le bénéfice net avant les postes extraordinaires et non récurrents, afin d'obtenir un indicateur de la rentabilité habituelle de l'entreprise. L'avoir des actionnaires est composé du capital-actions, du surplus d'apport, des bénéfices non répartis. Le montant de l'avoir total peut tenir compte de l'avoir à la fin de l'exercice ou représenter l'avoir moyen de l'entreprise.

$$\text{Rendement des capitaux propres} = \frac{\text{Bénéfice net après impôts}}{\text{Avoir des actionnaires}} \times 100\%$$

Calculer le ROE n'implique pas nécessairement une analyse de la rentabilité de l'entreprise. La rentabilité des actionnaires dépend d'abord de la rentabilité de l'actif (ROI) et de l'effet de levier.

$$1) \text{ ROE} = \frac{\text{Bénéfice net après impôts}}{\text{Actif total}} \times \frac{\text{Actif total}}{\text{Avoir des actionnaires}}$$

Cependant, la rentabilité de l'actif (ROI) ne permet pas d'analyser la rentabilité réelle des actifs et n'a pas de véritable signification. La rentabilité globale des actifs d'une entreprise et leur capacité à produire des bénéfices dépendent essentiellement de deux facteurs: la marge bénéficiaire nette et la rotation de l'actif.

$$2) \text{ ROI} = \frac{\text{Bénéfice net après impôts}}{\text{Ventes}} \times \frac{\text{Ventes}}{\text{Actif total}}$$

Donc, le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) dépend de la marge bénéficiaire nette, de la rotation de l'actif total et de l'effet de levier.

$$3) \text{ ROE} = \frac{\text{Bénéfice net après impôts}}{\text{Ventes}} \times \frac{\text{Ventes}}{\text{Actif total}} \times \frac{\text{Actif total}}{\text{Avoir des actionnaires}}$$

Les trois relations formulées précédemment peuvent aussi être présentées dans un système mettant en évidence les interrelations entre les principaux postes des états financiers de l'entreprise. Ce système est parfois appelé "Système Du Pont", du nom de la société qui fut l'une des premières à adopter ce type de représentation.

Ainsi peut-on exprimer le ratio de la marge bénéficiaire nette qui montre la rentabilité des ventes, c'est-à-dire la capacité de l'entreprise à créer des ventes rentables, de la façon suivante:

$$4) \text{ Marge bénéficiaire nette} = [1 - \text{La somme des dépenses en }] \times (1 - \text{Taux d'imposition}) \\ \text{pourcentage des ventes}$$

La rentabilité de l'entreprise dépend aussi de la capacité des actifs à produire des ventes. Pour mesurer cette capacité, chaque poste de l'actif peut être exprimé en relation avec les ventes.

$$5) \text{ Rotation de l'actif} = 1 \text{ divisé par } \left[\frac{\text{La somme des actifs en \%}}{\text{pourcentage des ventes}} \right]$$

Finalement, l'effet de levier découle directement du pourcentage total d'endettement de l'entreprise.

$$6) \text{ Effet de levier} = 1 \text{ divisé par } \left[1 - \frac{\text{La somme des dettes en \%}}{\text{pourcentage de l'actif}} \right]$$

Plus une entreprise se finance par dettes, plus grand est l'effet de levier. Le niveau de financement par dettes peut donc avoir un effet positif ou négatif sur la rentabilité des actionnaires (ROE). L'effet de levier sera positif seulement si le rendement des actifs (ROA) est supérieure au coût de la dette après impôts.

L'analyse financière effectuée au moyen de ratios, telle qu'exposée, consiste à comparer une entreprise avec d'autres et à évaluer sa performance dans le temps. L'analyse de la rentabilité doit aussi respecter cet énoncé. On doit pouvoir expliquer les facteurs (ou les causes) qui démontrent le mieux la rentabilité d'une entreprise.

3.5 La feuille seuil pour seuil de rentabilité

Le seuil de rentabilité connu également sous l'appellation de "point mort", permet de déterminer le niveau des ventes à partir duquel l'entreprise commence à réaliser des profits. On remarquera qu'on y retrouve deux types de dépenses: (1) les frais fixes et (2) les frais variables. Il permet aussi de juger des répercussions d'une hausse ou d'une baisse des frais fixes et/ou variables sur la rentabilité de l'entreprise.

Tous les frais qui dépendent ou varient en fonction du niveau de production (ou de service) sont classés comme frais variables. Ainsi, par exemple, les frais de transport et de distribution, les matières premières, les frais de main d'oeuvre dépendent du volume d'affaires. Par contre, le coût du loyer et les frais d'administration sont indépendants du volume d'exploitation.

Il n'en demeure pas moins que certaines dépenses qui sont fixes aujourd'hui, sont appelées à s'accroître au fur et à mesure que l'entreprise prendra de l'expansion. L'augmentation des frais fixes se fait habituellement par palier, c'est-à-dire qu'ils demeurent fixes pour un certain volume de ventes mais qu'ils s'élèvent brusquement une fois dépassé un certain niveau. Par exemple, un seul employé de bureau peut se charger d'administrer des ventes allant de 500 000\$ à 1 million\$, mais au delà de ce montant, il est probable qu'il faudra du personnel supplémentaire et plus d'espace à bureau.

La détermination du seuil de rentabilité peut se faire à partir du moment où on a bien fait la distinction entre les frais fixes (exprimés en dollars) et les frais variables (exprimés en pourcentages des ventes).

$$\text{Seuil de rentabilité} = \frac{\text{Frais fixes}}{(100\% - \text{frais variables en } \%)}$$

Exemple: Le coût des produits vendus représente 65% des ventes. En supposant que les frais généraux et que les frais d'administration s'élèvent à 140 000\$; le seuil de rentabilité se situe alors à 400 000\$.

$$\text{Seuil de rentabilité} = \frac{140\,000\$}{(100\% - 65\%)} = 400\,000\$$$

Par contre, si le vendeur était uniquement rémunéré sur la base d'une commission de 7% des ventes réalisées au lieu d'un salaire annuel fixe de 40 000\$; le seuil de rentabilité se situerait alors à 357 143\$.

$$\text{Seuil de rentabilité} = \frac{100\,000\$}{(100\% - 72\%)} = 357\,143\$$$

Les entreprises dont le niveau d'exploitation est équivalent à leur seuil de rentabilité comptable perdent le coût d'option de leur investissement, c'est-à-dire le rendement auquel on renonce en n'investissant pas dans le meilleur placement possible qui présente un même niveau de risque financier. Si les ventes sont inférieures au seuil de rentabilité, c'est que la contribution marginale des frais variables est trop faible et ne peut pas couvrir les frais fixes qui eux, ne sont pas influencés par le volume des ventes.

3.6 La feuille CMPC pour coût moyen pondéré du capital (ou coût des sources de financement)

Comme toutes les ressources qu'utilise l'entreprise, le capital a un coût. Ce coût est lié aux sources de financement à long terme d'une entreprise qui peuvent être réparties en deux catégories:

- l'endettement: les emprunts, les hypothèques, les obligations et les débentures;
- les capitaux propres: les actions ordinaires, les actions privilégiés et les bénéfices non répartis.

À chaque source se rattache un coût pouvant s'exprimer en pourcentage. Le coût moyen pondéré du capital représente un coût moyen établi en pondérant le coût de rémunération des capitaux propres de l'entreprise et le coût de la dette. Le coût du capital est donc le taux de rendement minimum requis pour compenser à la fois les créanciers et les actionnaires pour les coûts d'option (appelés aussi coûts d'opportunités) qu'il encourrent en plaçant leurs fonds dans l'entreprise plutôt que d'investir dans une autre entreprise de risque équivalent.

Les différents coûts de financement doivent représenter les coûts actuels ou attendus et non les coûts passés ou historiques. Le CMPC est donc le taux qui reflète la façon dont l'entreprise va se financer dans une perspective à long terme.

3.6.1 Le coût des dettes de l'entreprise

Le calcul du coût des dettes (K_d) pour une entreprise doit tenir compte du fait que les intérêts payés sur les emprunts constituent une charge admissible dans le calcul du revenu imposable de l'entreprise. Le coût des dettes après impôts pour l'entreprise est donc inférieur à son coût avant impôts, puisque pour chaque dollar d'intérêt payé, elle reçoit une réduction d'impôts, par exemple, de 0,40\$ si son taux d'imposition est de 40%.

Exemple : Si le montant emprunté est de 24 000\$ au taux de 6,75% requis par la banque (R_d) et que le taux d'imposition (T) moyen de l'entreprise est de 23,7%, alors le coût des dettes est de:

$$K_d = \frac{\text{Intérêts à payer} (1 - T)}{\text{Montant emprunté}}$$

$$K_d = \frac{1\,620\$ (1 - 23,7\%)}{24\,000\$} = 5,15\%$$

3.6.2 Le coût des capitaux propres de l'entreprise

Pour évaluer le coût des capitaux propres, il faut disposer d'une estimation du risque et d'un modèle qui lie ce risque au taux de rendement requis par les actionnaires. PlaniPro utilise, comme point de départ, le *modèle d'évaluation des actifs financiers* (MÉDAF).^{*} Ce modèle établit une relation simple entre le rendement et le risque afin de permettre une première approximation du coût des fonds propres.

Le calcul du coût des capitaux propres doit tenir compte du niveau de risque de ce placement. Les investisseurs n'acceptent donc d'investir (ou réinvestir) des fonds dans l'entreprise que si l'entreprise lui promet un taux de rendement équivalent à des placements de même niveau de risque (si on néglige les considérations liées à la fiscalité, au désir de détenir sa propre entreprise et aux possibilités de prélèvement des liquidités).

En d'autres termes, si l'actif financier ne présente pas de risque, les investisseurs exigeront d'être compensés pour un report de leur consommation dans le temps. Pour épargner, ils exigeront un taux de rendement dit sans risque (R_f), souvent estimé à partir des Bons du Trésor. Pour investir dans des actifs financiers plus risqués, ils voudront percevoir une prime de risque. Le modèle MÉDAF donne une version plus opérationnelle de cette relation. Ce modèle considère aussi que seul le risque non-diversifiable (ou risque systématique), mesuré par le bêta, doit être rémunéré.

$$\text{MÉDAF} = R_f + \text{Bêta} (R_m - R_f)$$

où $(R_m - R_f)$ désigne la prime de risque du marché boursier. C'est la différence entre le rendement du marché boursier et le taux de rendement des Bons du Trésor (le taux sans risque). Les données du *Canadian Institute of Actuaries* suggèrent une prime de 7%.

^{*} Traduction du modèle développé par les financiers, à savoir CAPM, pour Capital Asset Pricing Model.

Le bêta mesure donc la sensibilité relative d'un titre par rapport au rendement du portefeuille de marché. Un bêta égal à 2 signifie que pour une variation de 1% du marché à la hausse ou à la baisse, le rendement du titre varie de plus ou moins 2%. Le bêta du portefeuille de marché est par définition égal à 1.

Les bêtas des titres peuvent être calculés ou obtenus de divers services d'information financière. Donc, pour estimer le coût des fonds propres, on utilise le bêta de son action ou mieux encore, le bêta d'un portefeuille d'entreprises évoluant dans un même secteur industriel. Planipro fournit pour plusieurs secteurs d'activité économique le risque de l'industrie. Il s'agit d'un bêta (sans levier financier) d'un groupe témoin d'entreprises d'un même secteur d'activité économique.

Il suffit alors de sélectionner le secteur d'activité de l'entreprise dans la barre de défilement et le risque de cette industrie s'affichera automatiquement. La cellule jaune permet de modifier la valeur fournie par le logiciel par une autre que l'utilisateur aurait calculé ou obtenu par ses propres sources d'information.

Ce bêta sans levier financier ou bêta représentatif du risque d'opération permet de calculer le taux de rendement requis pour le risque d'opération de l'entreprise selon l'équation:

$$R_o = R_f + \text{Bêta} (R_m - R_f)$$

Exemple : Si le risque du marché est de 7%, le bêta représentant le risque de l'industrie 1,85 et le taux de rendement des Bons du Trésor de 2,0% alors le risque d'opération est de:

$$R_o = 2,0\% + 1,87 \times 7,0\% = 15,09\%$$

Connaissant le taux de rendement requis pour le risque d'opération (R_o), on est en mesure de calculer le taux de rendement requis sur les fonds propres (R_e) à la fois pour le risque d'opération et le risque financier de l'entreprise en introduisant le ratio *Dette/Fonds propres* de l'entreprise.

$$R_e = R_o + (R_o - R_d) \times (1 - \text{Taux d'imposition}) \times (\text{Dettes} / \text{Fonds propres})$$

où R_d = Taux moyen de l'endettement à court et à long terme sur les nouveaux emprunts de l'entreprise. Étant donné que le CMPC doit servir à analyser les nouveaux investissements ou à savoir si la firme est rentable par rapport aux autres opportunités d'investissement, c'est toujours les taux qui vont prévaloir sur le marché qu'il faut utiliser et non, les taux déjà négociés plusieurs mois avant la date d'évaluation.

Important - Le logiciel affichera dans la cellule jaune de la feuille "CMPC", pour le taux moyen d'emprunts, une valeur par défaut. Cette valeur doit donc être réajustée avec l'évolution des taux d'intérêts.

Exemple : Pour une entreprise dont le risque d'opération (R_o) est de 15,09%, le taux moyen d'endettement à 6,75%, un taux d'imposition de 23,7% et le ratio *Dette/Fonds propres* 44,8% / 55,2%, alors le taux de rendement requis des fonds propres est de:

$$R_e = 15,09\% + (15,09\% - 6,75\%) \times (1 - 23,7\%) \times (44,8\% / 55,2\%) = 20,26\%$$

Le taux de rendement requis sur les fonds propres (R_e) permet donc d'établir le coût des actions ordinaires (K_o) et le coût des bénéfices non répartis (K_b), c'est-à-dire que $K_o = R_e$ et également, $K_b = R_e$.

Pour la plupart des entreprises, les bénéfices non répartis (BNR) constituent une source de fonds très importante. Même si l'utilisation des BNR n'entraîne apparemment aucun frais additionnel pour l'entreprise, ils ont un coût d'option dont on doit tenir compte dans l'estimation du coût de capital. En effet, en réinvestissant ses bénéfices, au lieu de les distribuer en dividendes à ses actionnaires, l'entreprise prive ceux-ci du rendement qu'ils pourraient réaliser en réinvestissant personnellement cet argent. Ainsi, on peut définir le coût des bénéfices non répartis (K_b) comme étant le taux de rendement que pourraient réaliser les actionnaires sur un placement de risque équivalent aux actions de l'entreprise.

Quant au coût des actions privilégiées (K_p), il est déterminé par le taux de rendement exigé par les investisseurs sur les actions privilégiées et habituellement donné par le montant du dividende divisé par le prix de l'action privilégiée.

$$K_p = \frac{\text{Dividendes payées} \times 100\%}{\text{Prix de l'action privilégiée}}$$

Si l'entreprise paie un dividende annuel de 1,50\$ pour chaque action privilégiée et que le prix de l'action est de 10\$, on aura le calcul suivant pour déterminer le coût des actions privilégiées (K_p):

$$K_p = \frac{1,50\$ \times 100\%}{10\$} = 15,00\%$$

Le taux de rendement exigé par les investisseurs sur les actions privilégiées est aussi déterminé par certains droits additionnels qui peuvent être rattachés aux actions privilégiées :

- convertibles en actions ordinaires;
- dividende cumulatif;
- participation aux bénéfices en plus du taux de dividende auxquels elles sont assujetties;
- rachetables par l'entreprise au gré de celle-ci ou
- rachetables par l'entreprise au gré du détenteur;
- droit de vote.

Par exemple, si le dividende est payé à tous les trois mois au lieu d'une fois par année, alors

$$K_p = (1 + \frac{15\%}{4})^4 - 1 = 15,87\%$$

L'action privilégiée peut aussi être rachetable par l'émetteur à un prix spécifique et à une date déterminée. Habituellement, le prix de rachat (Pr) est légèrement supérieur au prix d'émission. Par exemple, on pourrait racheter à 10,50\$ l'action mentionnée précédemment et ce, dans cinq ans (les dividendes sont toujours versés à chaque trimestre).

Sans une calculatrice financière, la détermination du taux de rendement est quelque peu laborieuse. Il faut procéder par tâtonnement parce qu'aucune manipulation mathématique ne permet d'isoler la variable « i » dans l'équation suivante :

$$10\$ = \left[\frac{1,50\$}{4} \times \frac{(1 - (1 + i)^{-20})}{i} \right] + [10,50\$ \times (1 + i)^{-20}]$$

Donc, après plusieurs essais, la variable « i » est égale à 3,92% qui représente le taux de rendement trimestriel requis par les investisseurs. Pour déterminer le taux effectif annuel qui représente le coût des actions privilégiés rachetables, il faut utiliser l'expression suivante :

$$K_p = (1 + 3,92\%)^4 - 1 = 16,63\%$$

Si une partie du capital-actions de l'entreprise est détenu par des investisseurs externes, par exemple, une société de capital de risque et même, si l'entreprise est publique, le taux de rendement requis sur les fonds propres (Re) peut être majoré d'une prime additionnelle de risque qui tient compte habituellement des points suivants:

1. Une prime de risque pour petite entreprise généralement mesurée par l'écart entre le taux de rendement de l'indice des titres de petite capitalisation et celui des titres de grandes capitalisation. Elle doit être en principe négative mais peut, au cours de période relativement longue, se montrer positive. Dans un tel cas, le rendement des titres fortement capitalisés dépasse celui des titres faiblement capitalisés, ce qui a été observé au Canada de 1963 à 1993. On compte donc une prime de 3,43% basée sur cette étude.

2. Pour des entreprises non cotées en bourse pour lesquelles il n'existe pas de marché boursier se pose aussi le problème de la non-liquidité des actions. On ne peut liquider sa participation rapidement et à un juste prix. Les placements privés sont donc évalués avec un escompte important par rapport à leur équivalent sur les marchés boursiers. L'estimation de ces escomptes à partir de transactions privées observées dans la réalité est de l'ordre de 40% à 50%.

Note - Si l'entreprise est publique, il faut inscrire 0% dans la cellule jaune réservée pour l'escompte de non-liquidité de l'investissement à la feuille "CMPC" du logiciel.

3. Une participation minoritaire pour un (ou des) investisseur(s) externe(s) peut présenter une situation de risque lorsque la structure financière est susceptible de faire apparaître des conflits d'intérêts entre les actionnaires majoritaires et les apporteurs de capitaux.

Cet escompte peut varier de 0% à 20%. Même une entreprise publique dont l'actionnariat est contrôlé par quelques individus (qui détiennent la majorité des actions votantes) peut demander une escompte de participation minoritaire.

Les entreprises en pleine croissance ont souvent besoin de fonds additionnels. En d'autres termes, les entreprises ont besoin d'éléments d'actifs additionnels pour soutenir la croissance de leur chiffre d'affaires. Même une entreprise très rentable aura besoin d'un apport financier externe. Pour de nombreux entrepre-

neurs, le capital de risque comble ce manque de fonds et constitue une source essentielle de financement. En termes simples, le capital de risque est une somme importante investie par un tiers dans une société privée dont le potentiel de croissance est généralement supérieur à la moyenne.

Les investisseurs de capital de risque achètent généralement des actions de l'entreprise et misent sur la plus-value de ces actions pour obtenir un bon taux de rendement du capital investi. En retour, les propriétaires doivent être prêts à céder une partie du contrôle de leur entreprise et accorder une participation importante. Les investisseurs en capital de risque tiennent généralement à collaborer activement à la gestion de l'entreprise.

Tout le monde a une aversion pour le risque et essaie de le minimiser. Qui dit risque, dit cependant taux de rendement élevé. Les taux demandés sont donc fonction des risques assumés par ces sociétés. Ils pourraient être moins élevés lorsque les risques sont identifiables. Mais les fonds se multiplient et la nouvelle concurrence pourrait bien les forcer à viser des rendements plus faibles. Ce type de capital – qui ne commande pas d'intérêts comme les prêts, puisqu'il n'est rémunéré à sa revente que par la plus-value du bloc d'actions acquis – commandent des rendements d'environ 20% à 25% et souvent de 30%.

Certaines sociétés en capital de risque peuvent aussi consentir des titres de créance de rang inférieur c'est-à-dire, une dette participante, une dette de rang inférieur, un crédit mezzanine, des quasi capitaux propres. Le taux d'intérêt se situe entre 8 et 12%. Toutefois, le taux de rendement moyen est plus élevé, notamment en raison de clauses de participation. Le taux de rendement attendu se situe plutôt autour de 15% par année.

En pratique, la convention des actionnaires régit l'entente entre les partenaires et stipule les contraintes administratives imposées aux clients des sociétés de capital de risque. Par exemple, certaines clauses peuvent limiter le droit de gestion, restreindre la possibilité d'emprunter à nouveau et normalement, obligent l'entreprise à fournir des états financiers non vérifiés à tous les trois mois et des états financiers vérifiés à tous les ans. Évidemment, les sociétés de capital de risque s'assurent d'avoir au moins un siège au conseil d'administration de l'entreprise.

Advenant la participation d'un investisseur externe, par exemple, une société de capital de risque, on devra donc ajuster le taux de rendement requis sur les fonds propres (Re) en tenant compte des points précédents et du pourcentage de participation de cet investisseur au capital de l'entreprise.

Étape 1: calcul pour la prime de taille

Taux de rendement requis des fonds propres (Re) + prime de taille

Étape 2: calcul pour l'escompte de non-liquidité de l'investissement

$$\frac{\text{Re} + \text{prime de taille}}{(1 - \text{Escompte})} = \text{Taux de rendement requis des fonds propres ajusté pour l'escompte de non-liquidité de l'investissement}$$

Étape 3: calcul pour l'escompte de participation minoritaire

$$\frac{\text{Re ajusté pour l'escompte de non-liquidité}}{(1 - \text{Escompte})} = \text{Taux de rendement requis des fonds propres ajusté pour participation minoritaire}$$

Exemple : Pour une entreprise dont le taux de rendement requis des fonds propres (Re) est de 20,26%, la prime de taille 3,43%, l'escompte pour la non-liquidité des actions de 40% et l'escompte de participation minoritaire de 20%, alors le taux de rendement requis des fonds propres ajusté pour un investisseur externe est de:

Étape 1: calcul pour la prime de taille

$$\text{Re} = 20,26\% + 3,43\% = 23,69\%$$

Étape 2: calcul pour l'escompte de non-liquidité de l'investissement

$$\text{Re} = \frac{23,69\%}{(1 - 40\%)} = 39,48\%$$

Étape 3: calcul pour l'escompte de participation minoritaire

$$\text{Re} = \frac{39,48\%}{(1 - 20\%)} = 49,35\%$$

Si l'investisseur externe détient une participation, par exemple, de 25% des actions ordinaires, on aura le calcul suivant pour déterminer le coût des actions ordinaires (Ko):

	Coût	Participation	Coût total
Actions ordinaires des investisseurs	49,35%	25%	12,34%
Actions ordinaires des promoteurs	20,26%	75%	15,20%
Coût des actions ordinaires (Ko)			27,54%

Finalement, on peut établir le coût moyen pondéré du capital ou coût marginal du capital selon la pondération de chaque source de financement dans la structure financière de l'entreprise.

$$\text{CMPC} = (\text{Pd} \times \text{Kd}) + (\text{Pp} \times \text{Kp}) + (\text{Po} \times \text{Ko}) + (\text{Pb} \times \text{Kb})$$

	Coût	Pondération	Coût total
Dettes	5,15%	44,84%	2,31%
Actions privilégiées	15,00%	9,36%	1,40%
Actions ordinaires	27,54%	0,18%	0,05%
Bénéfices non répartis	20,26%	45,62%	9,24%
Coût moyen pondéré du capital (CMPC)		100,0%	13,0%

Le coût des dettes est généralement inférieur aux autres coûts de financement à cause du levier financier. En effet, si l'entreprise paie des impôts, la valeur de l'entreprise bénéficie des économies d'impôts provenant de la déduction des charges d'intérêt dans le calcul du revenu net. Une entreprise pourrait donc être tentée de se financer exclusivement par dettes afin de diminuer son coût moyen pondéré du capital. Cependant, au-delà d'un certain point critique d'endettement, les coûts relatifs aux difficultés financières viendront contrebalancer l'avantage de la déductibilité des intérêts au niveau fiscal.

3.7 La feuille Projets pour projets d'investissement

Advenant des décisions d'investissement à long terme accessibles à l'entreprise (par exemple, achats de nouveaux équipements, modernisation du matériel de production, agrandissement de l'usine et lancement de nouveaux produits, etc.), on doit calculer la valeur actuelle nette (VAN) du projet. Il faut accepter tous les projets dont la VAN est positive et refuser tous les projets dont la VAN est négative. Plus la VAN est élevée, plus le projet est désirable. Si des projets sont mutuellement exclusifs, il faut choisir le projet qui montre la VAN la plus élevée.

La valeur présente ou valeur actuelle signifie qu'à partir d'une somme future connue, il est possible de "ramener" cette somme à sa valeur présente ou d'aujourd'hui. On utilise alors le terme "actualiser" et actualiser un montant, c'est comme reculer dans le temps. Par exemple, une somme de 5 000\$ à recevoir dans deux ans ne vaut pas autant que si elle était reçue immédiatement. Si elle était reçue aujourd'hui, elle pourrait être placée à intérêt composé et valoir beaucoup plus dans deux ans.

La méthode de la valeur actuelle nette (VAN) tient compte non seulement de l'importance mais aussi de la répartition temporelle et du risque des flux monétaires futurs. Les flux monétaires futurs sont actualisés à un taux équivalent au coût moyen pondéré du capital (CMPC) de l'entreprise, lequel reflète le degré de risque de l'entreprise. La valeur actuelle nette est égale à la somme des flux monétaires actualisés (la valeur présente) moins l'investissement initial.

Le calcul simplifié d'un projet d'investissement permet donc d'établir la VAN d'un projet d'investissement. Le logiciel tient compte de l'année d'exploitation en cours et de la date d'acquisition des nouveaux actifs. Cependant, il ne tient pas compte des variations dans les besoins du fonds de roulement et ce, pour simplifier les calculs requis. En outre, certains paramètres sont arbitraires comme, par exemple, la valeur de revente, s'il y a lieu, au solde restant à amortir de l'acquisition ou encore, le nombre maximum d'actifs (cinq) pour un même projet.

Une première étape de l'analyse d'un projet d'investissement consiste à définir le coût de l'investissement initial. C'est le déboursé net que devra effectuer l'entreprise en tenant compte de tous les flux financiers; il se définit de la manière suivante:

- (+) coût d'acquisition de l'actif incluant les frais de transport, d'installation, etc.
- (-) produit de la vente de l'actif remplacé (s'il y a lieu)
- (-) crédit d'impôt à l'investissement (s'il y a lieu)
- (-) économies d'impôts consenties les gouvernements pour l'amortissement de l'actif
- (-) déséconomies d'impôts à la suite de la disposition de l'actif remplacé.

Des coûts défrayés antérieurement à la date correspondant à la prise de décision du gestionnaire doivent être considérés comme des coûts irrécupérables et non pertinents (étude de marché antérieure, frais de recherche et de développement). Ils correspondent à des décaissements passés et irréversibles pour chacune des options considérées: entreprendre le ou les projets d'investissement ou ne rien faire.

Ensuite, il faut estimer les flux monétaires futurs qui concernent uniquement le projet d'investissement. Le concept des flux monétaires sert de point de départ à l'analyse. Le flux monétaire annuel comprend le bénéfice net après impôts engendré par l'investissement plus l'économie d'impôts procurée par l'amortissement fiscal. Il faut aussi évaluer la valeur de rebut ou valeur résiduelle estimée du nouvel actif à la fin de sa vie utile. Cette dernière valeur s'ajoute aux flux monétaires engendrés par l'investissement.

Dans ce calcul, on ne tient pas compte des frais d'intérêt (ou charges financières). Comme on juge de la rentabilité d'un projet en actualisant les flux monétaires, déduire les dépenses d'intérêt équivaldrait à compter deux fois le coût des fonds investis.

Les étapes de l'analyse: un exemple

Une entreprise possède une machine-outil vieille de cinq ans. Elle songe à remplacer cette machine par une nouvelle dont le coût est de 50 000 \$. La vieille machine a été acquise au montant de 65 000\$ et peut être vendue pour 12 000\$.

L'augmentation prévue des ventes sera respectivement de 14 500\$, 15 000\$, 16 500\$, 18 000\$, 18 500\$ alors que l'augmentation des coûts (CMV) sera de 30% annuellement. Le taux d'amortissement des deux machines est de 30%. Le taux d'imposition moyen de l'entreprise est de 23,7%. Le coût du capital ou coût moyen pondéré du capital (voir la section CMPC) est de 13,0%.

COÛT D'ACQUISITION - ACTIF # 1		01-juil-05 30-juin-06	01-juil-06 30-juin-07	01-juil-07 30-juin-08
Coût d'acquisition de l'actif (inclus les frais de transport et d'installation)		50 000	-	-
Autres frais capitalisables reliés à l'achat d'équipement		-	-	-
Frais non capitalisables reliés à l'achat d'équipement		-	-	-
		50 000 \$	-	-
moins	Produit de la vente de l'actif remplacé (s'il y a lieu)	(12 000)	-	-
moins	Subvention(s) à l'investissement (s'il y a lieu)	-	-	-
TOTAL		38 000 \$	-	-

Case à cocher si l'investissement #1 ne peut pas être revendu ultérieurement

Calcul des économies d'impôts à la suite de l'acquisition du nouvel actif # 1 et valeur de revente						
Taux d'imposition de l'entreprise		24%				
Taux d'amortissement fiscal		30%				
Nb. d'année pour calculs	FNACC au début	ACC	FNACC à la fin	Economie d'impôts	Econ. d'imp. actualisée	Val. de revente actualisée
1	50 000 \$	7 500 \$	42 500 \$	1 776 \$	1 572 \$	37 608 \$
2	42 500 \$	12 750 \$	29 750 \$	3 020 \$	2 365 \$	23 295 \$
3	29 750 \$	8 925 \$	20 825 \$	2 114 \$	1 465 \$	14 430 \$
4	20 825 \$	6 248 \$	14 578 \$	1 480 \$	907 \$	8 938 \$
5	14 578 \$	4 373 \$	10 204 \$	1 036 \$	562 \$	5 536 \$

Calcul simplifié d'un projet d'investissement

(Étude d'un seul projet indépendant à la fois)

Il faut d'abord positionner l'entreprise à l'année de planification où les dépenses initiales d'investissement seront faites

1ère année 2ième année 3ième année

Tableau des flux monétaires futurs engendrés par le projet					
Important: Il s'agit de comptabiliser les flux monétaires additionnels qui concernent uniquement le projet.	01-juil-05 30-juin-06	01-juil-06 30-juin-07	01-juil-07 30-juin-08	01-juil-08 30-juin-09	01-juil-09 30-juin-10
Ventes nettes additionnelles liées au projet	14 500	15 000	16 500	18 000	18 500
Coût des marchandises vendues	4 350	4 500	4 950	5 400	5 550
Frais de vente	-	-	-	-	-
Frais d'administration	-	-	-	-	-
Amortissement fiscal	7 500	12 750	8 925	6 248	4 373
Charges additionnelles liées au projet	11 850	17 250	13 875	11 648	9 923
Bénéfices (pertes) d'exploitation avant impôts	2 650	(2 250)	2 625	6 353	8 577
Impôts sur les bénéfices (crédits sur les pertes)	628	(533)	622	1 505	2 031
Bénéfices (pertes) d'exploitation après impôts	2 022	(1 717)	2 003	4 848	6 545
Estimation des flux monétaires futurs du projet	9 522 \$	11 033 \$	10 928 \$	11 095 \$	10 919 \$

CALCUL DE LA VALEUR ACTUELLE NETTE (VAN) DU PROJET

Flux monétaires actualisés engendrés par le projet

Note: Il faut s'assurer que le coût moyen pondéré du capital à la feuille "CMPC" a bien été déterminé avant l'étude d'un projet.

Période de l'année	Flux monétaires	Valeur actuelle des FM
30-juin-06	9 522 \$	8 426 \$
30-juin-07	11 033 \$	8 639 \$
30-juin-08	10 928 \$	7 572 \$
30-juin-09	11 095 \$	6 803 \$
30-juin-10	10 919 \$	5 924 \$

*Valeur actualisée des économies d'impôts dues à l'amortissement fiscal des nouveaux actifs inclus dans ce montant: 6 871 \$

TOTAL* 37 365 \$

plus Valeur de revente actualisée des nouveaux actifs 5 536 \$

plus Valeur actualisée des économies d'impôt reliés aux frais non capitalisables des nouveaux actifs -

42 901 \$

moins Valeur actualisée des économies d'impôt perdues à la suite de la disposition des actifs remplacés (1 754)\$

moins Investissements reliés aux coûts d'acquisition d'actifs

Période de l'année	Flux monétaires	Valeur actuelle des FM
01-juil-05	(38 000)\$	(38 000)\$
-	-	-
-	-	-

VAN DU PROJET

TOTAL **3 147 \$**

Note - Si l'investissement était fait dans un autre secteur d'activité économique, il faudrait le sélectionner dans la feuille "CMPC", pour tenir compte du risque spécifique à ce secteur dans le calcul du coût du capital (le taux d'actualisation sera différent).

En pratique, une fois que la VAN d'un projet est positive, il faut élaborer une nouvelle simulation sur un autre fichier PlaniPro, une copie du premier fichier et, il y aura autant de nouveaux fichiers qu'il y a d'alternative d'investissement à étudier. **Il s'agit du calcul détaillé du projet** (beaucoup plus exhaustif).

Cette procédure permet de comparer la valeur des fonds propres de l'entreprise à une date donnée avec ou sans projet d'investissement. Si un projet est adopté, on continue alors la planification et contrôle avec le fichier modifié qui intègre le nouveau projet. La VAN d'un projet d'investissement correspond à la différence entre la valeur de l'entreprise avec le projet (nouveau fichier) et la valeur de l'entreprise sans projet (fichier initial).

3.8 Les feuilles Valeur pour valeur intrinsèque de l'entreprise

Il s'agit de feuilles semblables qui sont utilisées pour déterminer la valeur intrinsèque ou (valeur marchande ajoutée) de l'entreprise. La feuille Valeur1 pour valeur de l'entreprise de la 1^{ère} année, la feuille Valeur2 pour valeur de l'entreprise de la 2^{ème} année et finalement, la feuille Valeur3 pour valeur de l'entreprise de la 3^{ème} année.

La valeur d'une entreprise est égale à la valeur de ses actifs plus la valeur des ses opportunités de croissance. Pour mesurer la valeur intrinsèque de ses opérations et de ses fonds propres, on calcule soit la valeur économique ajoutée (VÉA)* par ses investissements, soit la valeur de ses flux monétaires libérés (FML). Les deux approches conduisent au même résultat.

La VÉA est une mesure du profit économique produit par une entreprise à travers ses opérations courantes. La principale différence entre le profil économique et le profit comptable est que la VÉA tient compte du capital total (dette et équité) investi pour réaliser un bénéfice.

À partir des données prévisionnelles, le bénéfice d'exploitation après impôts (BENAI), le capital investi pour le produire et le coût du capital pour les prochaines années, on peut déterminer la valeur économique ajoutée (VÉA) de l'entreprise. Il s'agit de la valeur actualisée de chacune des valeurs économiques ajoutées et la somme de ces VÉA donne la prime qui, ajoutée au capital initial investi par l'entreprise permet d'obtenir la valeur intrinsèque d'exploitation.

Le rendement sur le capital est obtenu en faisant le rapport du bénéfice d'exploitation après impôts (BENAI) au capital de début de l'année qui a servi à produire ce BENAI. La valeur économique ajoutée (VÉA) est égal au produit de l'écart de performance obtenu et le capital investi au début de l'exercice. On actualise ensuite chacune des valeurs au coût moyen pondéré du capital. Ce calcul est répété pour chacune des années jusqu'à l'horizon de planification.

Le choix de l'horizon de planification devrait idéalement correspondre avec l'année de la disparition des avantages concurrentiels de l'entreprise. Pour des fins de simulation, le logiciel permet de fixer arbitraire-

* Traduction d'une mesure de performance mise au point par la firme américaine Stern, Stewart & Co., à savoir EVA, pour Economic Value Added.

VALEUR DE L'ENTREPRISE

Imagine Inc.

(à partir de la 1ère année d'exploitation)

HORIZON TEMPOREL

1ère année
 2ième année
 3ième année
 4ième année
 5ième année

Valeur économique ajoutée (VÉA) lorsque l'écart de performance est constant

Année	Rend. sur capital	Coût du capital	Écart de performance	Capital au début	VÉA	Facteur de la V.A.	Val. actuelle de la VÉA
30-juin-06	29,41%	13,01%	16,40%	373 687\$	61 292\$	0,885	54 237\$
30-juin-07	27,63%	13,01%	14,62%	367 294\$	53 693\$	0,783	42 044\$
30-juin-08	24,82%	13,01%	11,81%	386 821\$	45 692\$	0,693	31 660\$
30-juin-09	22,91%	13,01%	9,91%	430 068\$	42 603\$	0,613	26 122\$
30-juin-10	24,52%	13,01%	11,51%	435 290\$	50 110\$	0,543	27 188\$
30-juin-11	24,52%	13,01%	11,51%	445 666\$	51 305\$	4,171	213 992\$

Valeur ajoutée - prime (escompte)	395 243 \$
Capital investi (au début)	373 687 \$
Valeur intrinsèque d'exploitation	<u>768 930 \$</u>
Titres négociables (au début)	10 000 \$
Placements à long terme (au début)	-
Placements intersociétés (au début)	21 236 \$
Valeur intrinsèque totale	<u>800 166 \$</u>
moins endettement total (au début)	<u>294 992 \$</u>
Valeur intrinsèque des fonds propres	<u>505 174 \$</u>
Nombres d'actions ordinaires émises	920
Valeur actuelle d'une action	<u>549,10 \$</u>

Valeur économique selon l'évaluation des flux monétaires libérés (FML)

Année	BENAI	Invest.	FML	Facteur de V.A.	Valeur act. des FML
30-juin-06	109 902\$	(6 393\$)	116 295\$	0,885	102 908\$
30-juin-07	101 471\$	19 526\$	81 945\$	0,783	64 166\$
30-juin-08	96 010\$	43 248\$	52 763\$	0,693	36 559\$
30-juin-09	98 547\$	5 222\$	93 325\$	0,613	57 221\$
30-juin-10	106 733\$	10 376\$	96 357\$	0,543	52 280\$
30-juin-11	109 277\$	0\$	109 277\$	4,171	455 795\$

Valeur intrinsèque d'exploitation	768 930 \$
Titres négociables (au début)	10 000 \$
Placements à long terme (au début)	-
Placements intersociétés (au début)	21 236 \$
Valeur intrinsèque totale	<u>800 166 \$</u>
moins endettement total (au début)	<u>294 992 \$</u>
Valeur intrinsèque des fonds propres	<u>505 174 \$</u>
Nombres d'actions ordinaires émises	920
Valeur actuelle d'une action	<u>549,10 \$</u>

ment l'horizon de planification et ce, jusqu'à cinq ans si l'entreprise est à la première année d'utilisation du logiciel. Pour les années subséquentes, la limite de l'horizon de planification est moindre.

Un jour ou l'autre, une entreprise et ses concurrents seront à égalité lorsque viendra le temps de faire un nouvel investissement stratégique. À ce moment là, l'entreprise peut toujours réaliser un rendement supérieur sur le noyau de ses opérations, mais les nouveaux projets entrepris ou les efforts déployés pour augmenter les ventes susciteront une vive réaction de la part des concurrents qui seront presque aussi avisés et performants.

À partir de ce moment, la valeur actualisée des occasions de croissance sera nulle puisque cette valeur n'est positive que lorsque les bénéfices des investissements sont supérieurs au coût d'option du capital. Ainsi, lorsque le rendement marginal sur le capital (rendement de l'année - rendement de l'année précédente) est égal au coût marginal du capital (coût de l'année - coût de l'année précédente), la croissance n'ajoute plus rien à la valeur de l'entreprise. La valeur économique ajoutée est considérée alors comme une rente perpétuelle à compter de cette date.

La méthode des FML met l'accent sur les montants, la qualité et le moment des flux monétaires. Elle établit une importante distinction entre les flux discrétionnaires (après impôts), dont les actionnaires peuvent disposer dans des projets d'investissements stratégiques et, les frais non discrétionnaires. Ceux-ci doivent, en principe, être réinvestis pour maintenir le niveau d'exploitation de l'entreprise (volume, part du marché, avantage concurrentiel, etc...).

Le bénéfice d'exploitation après impôts (BENAI) représente donc les flux monétaires nets (après impôts) générés par l'exploitation. On remarquera que l'amortissement n'a pas été rajouté au BENAI pour obtenir un flux monétaire comme c'est la pratique dans le calcul de la rentabilité des investissements. Pour bien comprendre cette distinction, il suffit de comparer les deux approches qui peuvent être suivies pour calculer les flux monétaires.

Approche # 1 (celle qui est suivie par PlaniPro)	Approche # 2
BENAI	BENAI
	<u>+ Amortissement</u>
	Flux monétaire brut
- Variation du fonds de roulement	- Variation du fonds de roulement
- Variation des immobilisations nettes	- Variation des immobilisations nettes
<hr/>	<u>- Amortissement</u>
FM	FM

L'approche de l'investissement net suppose que les investissements de remplacement (les investissements qui doivent, en principe, être réinvestis pour maintenir le niveau d'exploitation de l'entreprise) sont couverts par l'amortissement (déjà déduit dans le calcul du BENAI) et que l'investissement net est destiné à la croissance de l'entreprise.

TABLEAU SYNTHÈSE DES FLUX MONÉTAIRES DE L'ENTREPRISE

	01-juil-05 30-juin-06	01-juil-06 30-juin-07	01-juil-07 30-juin-08	01-juil-08 30-juin-09	01-juil-09 30-juin-10	
Revenus d'exploitation	774 400	788 456	825 122	841 625	858 457	
Coût des marchandises vendues	364 340	387 007	419 843	428 240	436 805	
Frais de vente et administration	198 962	195 192	203 249	207 314	211 460	
Autres charges d'exploitation	67 087	69 672	72 288	73 086	69 770	
Dépenses d'exploitation totales	630 389	651 871	695 381	708 641	718 035	
Bénéfices d'exploitation avant impôts	144 011	136 585	129 742	132 984	140 422	
Impôts exigibles selon les résultats	28 667	31 336	31 064	34 056	35 088	
Avantage fiscal sur les dépenses d'intérêts	3 856	3 128	2 681	772	382	
moins désavantage fiscal sur les revenus d'intérêts	(199)	(254)	(453)	(337)	(610)	
moins dés. fiscal sur les revenus non reliés à l'exploitation	-	-	-	-	-	
Impôts d'exploitation	32 325	34 210	33 291	34 492	34 860	
Plus l'augmentation (moins la diminution) des impôts futurs selon les bilans	1 785	904	440	(54)	(1 171)	
Bénéfices d'exploitation après impôts (BENAI)	<u>109 902 \$</u>	<u>101 471 \$</u>	<u>96 010 \$</u>	<u>98 547 \$</u>	<u>106 733 \$</u>	
Tableau du capital investi						
Fonds de roulement	30-juin-05	30-juin-06	30-juin-07	30-juin-08	30-juin-09	30-juin-10
Encaisse	10 384	10 000	10 712	10 983	10 000	10 000
Comptes clients	78 973	56 178	58 542	61 303	62 530	63 780
Travaux en cours	8 200	4 000	6 000	7 500	7 650	7 803
Stocks	64 817	76 440	84 982	94 541	96 432	98 360
Frais payés d'avance	22 200	22 194	9 858	10 014	10 014	10 014
Comptes fournisseurs	40 709	36 926	38 400	40 449	41 258	42 083
Fonds de roulement net	<u>143 865 \$</u>	<u>131 886 \$</u>	<u>131 693 \$</u>	<u>143 893 \$</u>	<u>145 368 \$</u>	<u>147 875 \$</u>
Immobilisations						
Immobilisations nettes	113 175	96 595	92 779	99 860	82 199	90 068
plus montant brut des actifs intangibles	116 647	138 813	162 348	186 315	207 723	207 723
Capital investi	<u>373 687 \$</u>	<u>367 294 \$</u>	<u>386 821 \$</u>	<u>430 068 \$</u>	<u>435 290 \$</u>	<u>445 666 \$</u>
Rendement sur le capital investi (RCI)		29,41%	27,63%	24,82%	22,91%	24,52%

Dans le calcul de la valeur du BENAI, il faut que les impôts soient ajustés sur une base au comptant. Ce que l'on cherche, ce sont les impôts que la société paierait si elle n'avait pas de dettes ou de titres négociables, ou d'autres éléments qui ne se rapportent pas directement aux opérations de l'entreprise.

Dans le calcul du capital investi, on doit inclure le fonds de roulement. Sont exclus, les titres négociables, les emprunts à court terme et la partie courante des emprunts à long terme de même que les autres éléments d'actif qui ne se rapportent pas directement à l'exploitation. Généralement, ce sera la somme de l'encaisse, des comptes clients, des stocks, des dépenses payées d'avance moins le total des comptes fournisseurs et du passif à court terme ne portant pas intérêt et relié directement à l'exploitation.

Il faut ensuite ajouter à la valeur intrinsèque d'exploitation, les titres négociables, pour connaître la valeur intrinsèque totale de l'entreprise. Enfin, si on retranche de ce total, l'endettement, on obtient la valeur intrinsèque des fonds propres (VIFP). Il suffit alors de diviser la VIFP par le nombre d'actions ordinaires émises, pour obtenir la valeur actuelle d'une action qui peut être comparée à la valeur comptable d'une action ou à la valeur au marché si l'entreprise est publique.

On peut aussi trouver la valeur intrinsèque des fonds propres (VIFP) par l'évaluation des flux monétaires libérés (FML). Ces derniers proviennent de la différence entre les bénéfices d'exploitation après impôts (BENAI) et les investissements nets. La valeur actualisée au coût du capital de chacun de ces FML donne directement la valeur intrinsèque d'exploitation.

3.9 La feuille Rendement pour mesurer le rendement des investisseurs

La feuille présente d'abord un tableau synthèse des flux monétaires de l'entreprise (voir page précédente). On remarque deux résultats importants soit le bénéfice d'exploitation net après impôts (BENAI - il s'agit ici du bénéfice d'exploitation disponible pour rémunérer l'ensemble des bailleurs de fonds) et le capital investi par l'entreprise pour réaliser ce bénéfice.

Le tableau suivant montre le rendement du capital-actions de l'entreprise si toutes les variables significatives ne changent pas (toutes choses étant égales par ailleurs). Les investisseurs externes qui participent au capital d'une entreprise avec les entrepreneurs n'investiront dans le capital-actions que si le rendement espéré est assez élevé pour compenser les risques encourus. Le taux de rendement serait alors comparable à un placement à intérêt composé puisqu'il correspond au taux de rendement annuel que l'investisseur réalise s'il garde ses actions un certain temps.

Valeur de l'action ordinaire incluant tous les projets d'investissements stratégiques de l'entreprise		Valeur de l'action sans projet d'investissement	Rendement annuel (composé) de la juste valeur marchande d'une action	
Juste valeur marchande de l'action à la première année	549,10 \$	549,10 \$	1 an	2 ans
Juste valeur marchande de l'action à la deuxième année	631,43 \$	631,43 \$	14,99%	-----
Juste valeur marchande de l'action à la troisième année	717,12 \$	717,12 \$	13,57%	14,28%

UN DERNIER EXEMPLE

Une entreprise veut financer un projet d'expansion au moyen d'un financement de 100 000\$ qu'elle veut obtenir d'une société de capital de risque. Il faut donc répondre adéquatement aux questions suivantes:

1. Est-ce que le projet est profitable pour l'entreprise c'est-à-dire pour un gestionnaire financier, permet-il d'augmenter la valeur intrinsèque des actions de l'entreprise ?
2. Le projet est-il intéressant pour un investisseur externe qui demande habituellement un rendement de 30 à 35% sur les sommes investies ?

Si la réponse est “ oui ” dans les deux cas, il est possible qu'une telle entente de financement se fasse, compte tenu que les autres aspects non financiers du projet rassurent aussi les partenaires anciens et nouveaux de l'entreprise.

Selon cette approche, l'étude du financement d'un projet d'investissement commence une fois que nous avons établi que la VAN du projet est positive. À quoi bon entreprendre l'étude du financement d'un projet dont on ne connaît même pas la rentabilité.

De plus, les trois décisions fondamentales ayant trait à un projet sont l'acceptation, le rejet ou le report. Par exemple, un projet actuellement rentable peut produire une VAN négative si l'on diffère sa réalisation.

Revenons au problème, supposons que le projet d'expansion est prévu pour le début du 2^{ième} exercice financier de l'entreprise. Il consiste à ouvrir un nouveau territoire de vente et les sommes requises serviront à couvrir les dépenses d'exploitation associées aux salaires et commissions des nouveaux vendeurs. En outre, il faudra acheter deux véhicules automobiles au prix unitaire de 36 510 \$ et prévoir un financement commercial à 80% du coût d'achat. Aucun autre achat d'équipement ne sera requis pour le projet.

L'entreprise avait déjà effectué une planification pour les trois années à venir et maintient à jour celle-ci de sorte que le gestionnaire financier connaît déjà la valeur intrinsèque de son action sans le projet d'expansion. De plus, tous les intervenants au dossier s'entendent pour dire que l'entreprise dispose d'avantages concurrentiels sur ses concurrents qui lui permettent un horizon de planification de cinq ans.

Pour des considérations pratiques, on va utiliser les données du fichier “démon” comme celles qui sont représentatives de l'entreprise. Ainsi, la valeur intrinsèque de l'entreprise au début de la deuxième année de planification serait de 631 \$ par action et de 717 \$ par action au début de la troisième année.

On peut faire le calcul simplifié du projet qui consiste à calculer la valeur actualisée nette (VAN) du projet pour vérifier que la valeur obtenue est bien positive. Si tel est le cas, il faudra réaliser le calcul détaillé à partir d'un second fichier, une copie du premier fichier qui intégrera les changements associés au projet d'expansion.

Il faut d'abord positionner l'entreprise au début de la seconde année de planification puisque c'est à ce moment là que les dépenses d'investissement seront faites. Il faut donc sélectionner l'année 2 au début de la feuille “ Projet ”.

Cette dernière étape est nécessaire pour que le taux d'actualisation du projet calculé par le logiciel soit le coût moyen pondéré du capital de la deuxième année de planification de l'entreprise. Cependant, on ne changera pas le risque de l'industrie (barre de défilement de la feuille " CMPC ") car il s'agit d'un projet d'expansion dans le même secteur d'activité économique.

Il faut aussi s'assurer que le coût moyen pondéré du capital à la feuille " CMPC " a bien été ajusté pour ce projet et montre une pondération qui tient compte de l'apport des capitaux par l'investisseur externe.

Le nombre de nouvelles actions à concéder à la société de capital de risque correspond à 158 pour un prix de 631\$ (juste valeur marchande de l'action avant le projet), soit $100\ 000\$ / 631\$ = 158$ actions.

Donc, à partir de la deuxième année de planification, la participation au capital des actions ordinaires (feuille "CMPC") sera modifiée comme suit:

	Avant	Après
Actions ordinaires des investisseurs externes	25%	36,02%
Actions ordinaires des promoteurs	75%	63,98%
	100%	100,0%

Pour que le logiciel puisse aussi tenir compte de la nouvelle dette (emprunt sur équipement) et de l'impact d'une somme de 100 000\$ encaissée au début de la deuxième année dans la structure du CMPC, il faut faire les ajustements suivants:

1. Feuille " Budget2 ", le montant de 100 000\$ en émission d'actions à recevoir le premier mois.
2. Feuille " Table J ", le nombre d'actions ordinaires en circulation à partir de la deuxième année est de 1 078 (920 + 158). Inscrire 158 actions à un investisseur externe.
3. Feuille " Table E ", l'emprunt sera une hypothèque mobilière au montant de 58 400 \$, d'une durée de 48 mois, portant intérêt à 6% (capitalisation mensuelle) et ce, à partir du premier mois d'opération de la deuxième année.
4. Ajouter à la liste des immobilisations, en utilisant le gestionnaire de données, l'achat de deux véhicules au prix unitaire de 36 510\$, sur un amortissement linéaire de 4 ans et ce, à partir du premier mois d'achat.

Important -- À chaque fois que la liste des immobilisations est modifiée, il faut actualiser les données, une fois les corrections apportées, en cliquant sur le bouton " **Exporter** " du gestionnaire de données.

Cette nouvelle répartition dette/équité modifiera donc la structure de financement ainsi que le coût du capital (CMPC) de l'entreprise. Donc, le taux d'actualisation des données financières va varier de 13,63% à 14,92% en deuxième année.

La direction de l'entreprise est convaincue que les ventes additionnelles de produits seront respectivement pour les quatre premières années de 222 400\$, 434 000\$, 473 000\$ et 514 300\$.

Le coût des marchandises vendues correspond à 48% des ventes la première année et à 51% pour les années suivantes. Le taux d'imposition moyen de l'entreprise à la deuxième année sera de 26,1%. Les salaires (2 vendeurs) et commissions (2,5% des ventes) sont représentés sur le tableau suivant :

	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	4 ^{ème} année	5 ^{ème} année
Salaires	36 000	36 000	42 000	42 000
Commissions	5 560	10 850	11 825	12 858

La majoration des autres frais sont représentés sur le tableau suivant:

	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	4 ^{ème} année	5 ^{ème} année
Frais de vente (autres)	73 300	103 000	108 700	121 200
Frais d'administration	8 200	14 200	17 800	21 600

À partir de ces hypothèses, on peut dire que la VAN est positive à près de 20 000\$. Ce qui signifie que le projet est désirable (à supposer qu'il s'agisse du seul scénario de projet à réaliser).

Il faut donc établir le calcul détaillé du projet, un nouveau fichier (Demo_Ex1.xls) où de nouvelles données doivent être saisies pour déterminer la plus value de l'action associée à cette démarche. Ce calcul détaillé tiendra compte des variations dans le fond de roulement et de l'augmentation des autres dépenses d'exploitation puisque l'augmentation des ventes produira une augmentation proportionnelle des dépenses variables de l'entreprise. Il s'agit d'inscrire (si ce n'est pas déjà fait) :

1. Feuille " Budget2 ", le montant de 100 000\$ en émission d'actions à recevoir le premier mois.
2. Feuille " Table J ", le nombre d'actions ordinaires en circulation à partir de la deuxième année est de 1 078 (920 + 158). Inscrire 158 actions à un investisseur externe.
3. Feuille " Table E ", l'emprunt sera une hypothèque mobilière au montant de 58 400 \$, d'une durée de 48 mois, portant intérêt à 6% (capitalisation mensuelle) et ce, à partir du premier mois d'opération de la deuxième année.
4. Feuille " Hypothèses ", modifier les paramètres de vente des produits selon le tableau suivant :

2 ^{ème} année		3 ^{ème} année	
Avant	Après	Avant	Après
103,4%	145%	103,8%	130%

Le taux de croissance à partir de la 4^{ème} année passe de 2% à 5%.

Important -- Il faut s'assurer que les formules associées aux pourcentages de vente à la Table A sont fonctionnelles sinon, sélectionnez la fonction "Rétablir" dans le calcul détaillé Table A.

On aussi modifiera les pourcentages de certaines dépenses selon le tableau suivant :

	2 ^{ième} année		3 ^{ième} année	
	Avant	Après	Avant	Après
Achats matières premières	52%	53%	52,6%	54%
Frais de véh. à moteur	6%	8%	6%	8%
Frais de représentation	0%	0,5%	0%	0,5%
Télécommunications	3%	3,5%	3%	3,5%

5. Feuille “ Table B ”, les nouveaux salaires et commissions des vendeurs doivent être ventilés sur une base mensuelle selon le tableau suivant :

	2 ^{ième} année		3 ^{ième} année	
	Avant	Après	Avant	Après
Salaires annuels	33 600	69 600	33 600	69 600
Commissions	13 820	19 380	14 345	25 193

6. Ajouter à la liste des immobilisations, en utilisant le gestionnaire de données, l’achat de deux véhicules au prix unitaire de 36 510\$, sur un amortissement linéaire de 4 ans et ce, à partir du premier mois d’achat.

Note - Pour les feuilles “ Budget2 ” et “ Budget3 ”, le logiciel va modifier les remboursements de la marge de crédit et effectuer les placements en titres négociables pour maintenir une gestion des liquidités au solde minimum requis pour chaque mois de 10 000\$.

Finalement, on constatera suite à ces changements que le prix de l’action au début de la troisième année de planification sera de 806\$ par action, confirmant que le projet d’expansion ajoute de la valeur à la valeur intrinsèque d’une action et devrait être entrepris. Le taux de rendement annuel d’une action si l’entreprise réalise ce projet sera de 27,69%, la valeur initiale de l’action pour l’investisseur externe étant de 631\$. En effet, $631\$ \times (1 + 0,2769)^1 = 806\$$

Cependant, le projet est à la limite de l’acceptation ou du refus pour certains investisseurs externes qui souhaitent investir uniquement dans des projets à très forte croissance. Leur évaluation des projets d’investissements répond plus à la théorie des options qu’à une théorie sur l’évaluation de la valeur marchande des entreprises basée sur la valeur ajoutée. Une telle attitude rend la gestion de leur portefeuille beaucoup plus risquée, perpétuant le mythe que dans un portefeuille de dix entreprises, il y en aura une seule qui se distinguera en tant que vedette et qui tirera tout le portefeuille à la hausse.

En pratique, il faudrait donc vendre “à escompte”, c’est-à-dire si le prix de vente était de 597\$ au lieu de 631\$ et, par conséquent, le nombre d’actions cédé serait de 168 (100 000\$ / 597\$) alors le rendement espéré pour l’investisseur externe serait de 35%. Dans le cas contraire, si le rendement initial était supérieure aux attentes de l’investisseur externe alors il faudrait vendre “à prime”, c’est-à-dire à un prix par action plus élevé que l’offre initial et aussi, un nombre d’actions moindre serait cédé à cet investisseur.

Revenons à notre exemple, le projet d'expansion pourrait aussi bien être financé par les propres capitaux de l'entreprise. Si on regarde le budget de caisse de la deuxième année d'opération (fichier Demo_Fab.xls - on suppose toujours que la planification est maintenue à jour par le gestionnaire financier), on constate que si le remboursement de la marge de crédit se fait à un rythme plus lent, l'entreprise pourrait dégager les liquidités nécessaires au financement du projet. C'est une autre solution alternative au projet qui doit être simulée de la même façon que la première hypothèse de travail.

Important -- À toute fin pratique, on peut utiliser une copie du fichier Demo_Ex1.xls puisqu'ils auront la même liste des immobilisations. Ce fichier pourrait s'appeler Demo_Ex2.xls auquel on apportera les modifications suivantes:

1. Feuille " Budget2 ", enlever le montant de 100 000\$ en émission d'actions à recevoir le premier mois.
2. Feuille " Table J ", réajuster le nombre d'actions ordinaires en circulation à partir de la deuxième année à 920.

Actions ordinaires des investisseurs externes	= 25%
Actions ordinaires des promoteurs	= 75%

Note - Pour les feuilles " Budget2 " et " Budget3 ", le logiciel va modifier les remboursements de la marge de crédit et effectuer les placements en titres négociables pour maintenir une gestion des liquidités au solde minimum requis pour chaque mois de 10 000\$.

On constatera suite à ces changements que le prix de l'action sera de 942\$ par action au début de la troisième année d'opération, confirmant que le projet réalisé de cette façon ajoute plus de valeur que la première simulation et devrait être entrepris. Le taux de rendement annuel d'une action serait alors de 49,27%, la valeur initiale de l'action étant toujours de 631\$. En effet, $631\$ \times (1 + 0,4927)^1 = 942\$$

Il faudrait aussi s'assurer que les besoins en marge de crédit montrés par les budgets 1, 2 et 3 du fichier Demo_Ex2.xls se situent bien dans les limites autorisées de l'institution financière. De plus, il faudrait avoir l'appui de celle-ci (il s'agit bien du partenaire financier de l'entreprise) en présentant un plan d'affaires à son directeur des comptes (le plan financier étant déjà constitué par le fichier Demo_Ex2.xls).

S'il s'agissait du seul projet d'investissement possible pour l'entreprise, le choix serait relativement simple pour un gestionnaire financier même si les conclusions de la présente simulation étaient prévisibles, étant donné la différence de coût du capital entre les deux formes de financement à l'étude. On pourrait aussi simuler un horizon de planification différent, par exemple, 3 ou 4 ans. Il s'agirait alors d'une analyse financière basée également sur le positionnement concurrentiel de l'entreprise.

CONCLUSION

Le présent document doit servir d'abord l'utilisateur du logiciel mais on peut aussi s'initier aux principes de gestion financière d'une entreprise. La planification est au cœur de la gestion stratégique de l'entreprise. C'est avec les états financiers prévisionnels, souvent appelés budgets, que les dirigeants peuvent fixer des objectifs de performance. L'écart entre les résultats réels et les prévisions devient alors un critère d'analyse de cette performance.

À court terme, la planification financière porte principalement sur les besoins en fonds de roulement. Elle indique à quel moment l'entreprise devra augmenter son fonds de roulement et de quelle façon ses besoins de capitaux pourront être comblés. À long terme, elle porte sur la politique des dividendes, le renouvellement des actifs à long terme, les besoins de financement à long terme, les acquisitions et les nouveaux investissements.

Les états financiers pro forma sont des outils importants dans le processus de planification visant à fixer les objectifs et les stratégies opérationnelles à mettre en place pour les prochains cycles d'exploitation. Ils fournissent un point de repère aux gestionnaires de la firme dans leurs activités quotidiennes, mais aussi une source d'informations pour les futurs prêteurs appelés à financer l'entreprise.

Cependant, les projections financières basées uniquement sur les états financiers prévisionnels ne constituent pas un outil suffisant pour l'évaluation du rendement financier d'une entreprise. Les états financiers prévisionnels ne tiennent pas compte de la valeur de l'argent dans le temps, ni du risque associé au projet d'entreprise.

Il faut se rappeler qu'un dollar aujourd'hui vaut plus qu'un dollar demain, puisque le dollar d'aujourd'hui peut être investi et ainsi rapporter des intérêts. En outre, un dollar sûr vaut plus qu'un dollar risqué. La plupart des investisseurs préfèrent éviter de courir des risques s'ils peuvent parvenir à leurs fins sans diminuer le rendement prévu. Les concepts de "valeur actualisée" et de "coût d'option du capital" s'appliquent aussi aux investissements risqués.

Le "coût d'option" s'explique par le fait qu'on sacrifie un certain rendement lorsqu'on investit dans un projet plutôt que dans des titres financiers sûrs. Donc, le "coût d'option du capital" est le rendement auquel on renonce en n'investissant pas dans le meilleur placement possible qui présente un même niveau de risque financier.

L'évaluation de la gestion financière de l'entreprise à l'aide d'indicateurs appropriés est un exercice crucial afin d'assurer le succès de l'entreprise quel que soit son secteur d'activité économique. La mise en place d'un système d'information doit pouvoir fournir aux gestionnaires des informations spécifiquement requises leur permettant d'appréhender et de suivre l'évolution de la performance financière de l'entreprise.

Les bénéfices à l'utilisation d'un tel système d'information sont l'économie de temps, la possibilité d'anticiper les problèmes financiers, l'amélioration de la qualité de la décision. Un système d'information qui utilise un chiffrier électronique permet aussi de réaliser rapidement une analyse de sensibilité sur des paramètres jugés importants.

L'analyse de sensibilité consiste à déterminer les variables dont les variations induisent des différences significatives dans le résultat final. Il est généralement important d'analyser le taux de croissance prévu des ventes, qui constitue un élément clé de la rentabilité d'une entreprise, de même que le coût du capital, qui ne peut être évalué avec précision.

Le gestionnaire financier doit être capable de décider, d'une part, combien il investira et dans quels projets et, d'autre part, comment il se procurera les fonds nécessaires. Ces décisions visent à augmenter la valeur de la participation des actionnaires dans la société. Les entreprises prospères cherchent, explorent et saisissent continuellement les occasions d'augmenter leur valeur, tout en maximisant le rendement des investissements existants.

Finalement, qu'en est-il de la valeur de l'entreprise? L'estimation de la valeur se pose notamment dans les cas d'acquisition, de regroupement et de vente d'entreprises, dans les situations d'ouverture du capital, de litige entre actionnaires, de planification successorale ou de partage du patrimoine familial.

Le problème se complique dans la mesure où chaque entreprise possède la plupart du temps un bon nombre de caractéristiques qui la rendent unique: sa localisation, ses produits, son réseau de distribution, sa clientèle, son chiffre d'affaires, etc. La méthode des comparables (qui consiste à observer les prix ayant prévalu lors de transactions récentes sur des biens similaires) devient alors non seulement difficile à appliquer mais aussi moins pertinente.

En outre, l'utilisation de la valeur comptable ou "valeur aux livres" comme mesure de la valeur d'une entreprise comporte des limitations importantes, la principale étant que la valeur comptable repose sur des coûts passés, ou coûts historiques. La valeur d'une entreprise doit être fondée sur sa capacité future, à partir d'une utilisation judicieuse de ses actifs, d'engendrer des bénéfices d'exploitation.

L'évaluation doit donc se baser sur l'une ou l'autre des hypothèses suivantes, relatives à l'avenir de toute entreprise: continuation, liquidation ordonnée ou liquidation forcée (faillite). Par exemple, si le potentiel de croissance de l'entreprise est trop limité, la valeur de l'entreprise correspond à la valeur de l'actif corporel (ensemble des biens matériels que l'on peut toucher, peser ou mesurer) qui peut être revendu.

La valeur d'une entreprise en croissance dépend par conséquent d'une gestion optimale des actifs en place et des investissements de croissance, c'est-à-dire des investissements au-delà des investissements de remplacement. Toutefois, le taux de rendement réalisé doit être supérieur au coût du capital requis pour financer l'entreprise incluant le coût des fonds nécessaires à la réalisation des projets d'investissement pour ajouter de la valeur à l'entreprise.

La *juste valeur marchande* est définie comme étant le prix comptant le plus élevé que l'on peut obtenir, compte tenu des conditions générales du marché lors de la vente d'un bien conclue entre des parties prudentes, bien informées, libres de toute contrainte et sans lien de dépendance.

Un estimé de la *juste valeur marchande* s'applique à la valeur intrinsèque des actions émises vue dans un marché théorique, en tenant compte des différents facteurs tant internes qu'externes de l'industrie, de la

situation économique affectant la rentabilité et les risques liés aux opérations d'une entreprise et ce, sans tenir compte de la quantification des synergies et autres bénéfices stratégiques éventuels pour un acheteur.

Un acheteur peut être prêt à payer une prime en sus de la valeur intrinsèque d'une entreprise en raison des avantages qu'il espère en tirer, notamment en raison d'économies d'échelle et de synergie réalisables après le regroupement ou la combinaison des opérations des entreprises achetée et acheteuse, d'élimination ou de la réduction de la concurrence, de la garantie de source d'approvisionnement ou de marché.

De plus, l'évaluation d'une entreprise à contrôle restreint pose un problème supplémentaire. Si l'évaluation a pour but de fixer le prix d'une nouvelle émission d'actions devant être achetée par un nouvel actionnaire, il faut habituellement tenir compte du contrôle de la compagnie. Si plus de 50% des actions avec un droit de vote passent aux mains des nouveaux actionnaires, il faut s'attendre à une résistance de la part des actionnaires actuels. Dans ce cas, le prix final est en général fortement influencé par la question du contrôle de l'entreprise.

André Tremblay, B.A.A., M.B.A.
Pro-Gestion Informatique

ANNEXE

Classe	Catégorie	Description pour amortissement
1	Immeuble	La plupart des bâtiments de brique, de pierre, ou de ciment acquis après 1987, y compris les parties constituantes;
3	Immeuble	La plupart des bâtiments de brique, de pierre ou de ciment acquis avant 1988, y compris les parties constituantes;
6	Immeuble	Les bâtiments construits en pans de bois, en bois rond, en stuc sur pans de bois, en tôle galvanisée ou en métal ondulé qui sont utilisés dans le cadre d'une entreprise agricole ou de pêche, ou qui n'ont pas de semelle sous le niveau du sol; les clôtures et la plupart des serres;
7	Matériel flottant	Les canots ou bateaux et la plupart des autres navires, y compris leurs accessoires, leur mobilier et le matériel fixe;
8a	Mobilier	Meubles, mobilier de bureau et aménagement;
8b	Équipement	Les calculatrices, les caisses enregistreuses, les photocopieurs et les télécopieurs, les imprimantes;
8c	Équipement	Les devantures de magasin, le matériel de réfrigération, les machines, les panneaux d'affichage extérieurs, certaines serres à structure rigide recouverte de plastique acquis après 1987;
8d	Outillage	Les outils coûtant 200 \$ ou plus;
9	Matériel volant	Les avions, y compris le mobilier ou le matériel fixe dont ils sont équipés, de même que leurs pièces de rechange;
10a	Matériel roulant	Les automobiles (sauf celles qui sont utilisées aux fins de location ou les taxis), les fourgons, les charrettes, les camions, les autobus, les tracteurs, les remorques;
10b	Équip. Informatique	Le matériel électronique de traitement de l'information (ex. les ordinateurs personnels, les stations de travail, les portables, etc...);
10c	Équipement	Le matériel pour couper et enlever du bois;
10d	Logiciel	Les logiciels de systèmes ou logiciels de systèmes d'exploitation;
10,1	Matériel roulant	Les voitures de tourisme qui coûtent plus de 24 000\$;
12a	Équipement	La porcelaine, la coutellerie, le linge, les uniformes;
12b	Outillage	Les matrices, les gabarits, les moules ou formes à chaussures;
12c	Logiciel	Les logiciels (sauf les logiciels de systèmes); les licences permettant l'utilisation d'un logiciel dans une entreprise;
12d	Équipement	Les dispositifs de coupage ou de façonnage d'une machine; certains biens servant à gagner un revenu de location tels que les vêtements ou costumes, les vidéocassettes; certains biens coûtant moins de 200 \$ tels que les ustensiles de cuisine, les outils, les instruments de médecin ou de dentiste;

ANNEXE

13	Amélioration locative	Les biens constitués par une tenure à bail (les améliorations locatives). Le taux maximum de la DPA dépend de la nature et des modalités du bail. Minimum 5
14	Brevet, concession permis	Les brevets, les franchises, les concessions ou les permis de durée limitée ; (pour une durée illimitée, voir la catégorie 90) Les droits d'utilisation d'un droit d'auteur durant un temps limité est considéré être un permis qui est un bien amortissable appartenant à cette catégorie. Lorsque la durée d'une franchise est indéfinie, aucune déduction pour amortissement n'est accordée.
16a	Matériel roulant	Les automobiles de location, les taxis;
16b	Équipement	Les jeux vidéo ou billards électroniques actionnés par des pièces de monnaie;
16c	Matériel roulant	Certains tracteurs et camions lourds acquis après le 6 décembre 1991, dont le poids dépasse 11 788 kg et utilisés pour le transport des marchandises;
17a	Parc de stationnement	Les chemins, les trottoirs, les parcs de stationnement;
17b	Équipement	Les surfaces d'emmagasinage, l'équipement électronique, télégraphique ou de commutation de transmission des données non électronique;
22	Machinerie	La plupart du matériel mobile à moteur, acquis avant 1988, qui est destiné à l'excavation, au déplacement, à la mise en place ou au compactage de terre, de pierre, de béton ou d'asphalte;
38	Machinerie	La plupart du matériel mobile à moteur, acquis après 1987, qui est destiné à l'excavation, au déplacement, à la mise en place ou au compactage de terre, de pierre, de béton ou d'asphalte;
39	Machinerie	La machinerie et l'équipement, acquis après 1987, utilisés au Canada principalement dans la fabrication et la transformation de biens destinés à la vente ou à la location;
43	Machinerie	La machinerie et l'équipement de fabrication et de transformation acquis après le 25 février 1992 et décrits à la catégorie 39 ci-dessus;
90	Autre actif incorporel	Achalandage ou écart d'acquisition d'un fonds commercial; une marque de commerce; les frais de constitution de compagnie, de réorganisation et de fusion; un brevet, une concession ou une licence de durée illimitée ; des droits ou permis gouvernementaux;
94	Recherche et développement	Frais de recherche et développement des produits, les frais d'essai, les frais d'acquisition de nouveaux produits;
95	Frais de financement	Frais de financement qui ont été capitalisés et qui sont maintenant à amortir;
96	Autres frais reportés	Autres frais reportés comme les pertes de change reportées, les charges de retraite reportées;
98	Location-acquisition	Les obligations découlant de contrats de location-acquisition à amortir;
99	Terrain	Les terrains, même si ceux-ci ne sont pas amortis comme les autres actifs.

LISTE DES FEUILLES SECONDAIRES

Table A - Entrées et sorties de fonds liées aux hypothèses de vente des produits et services

Table B - Salaires à verser et contributions de l'employeur

Table C - Emprunts déjà contractés par l'entreprise au début de l'exercice

Table D - Nouveaux emprunts contractés par l'entreprise en 1ère année

Table E - Nouveaux emprunts contractés par l'entreprise en 2ième année

Table F - Nouveaux emprunts contractés par l'entreprise en 3ième année

Table G - Frais de recherche et de développement (RS & DE)

Table H - Impôts à payer et impôts futurs (report de perte)

Table I - Participation dans les filiales (valeur de consolidation)

Table J - Transactions sur les actions ordinaires et sur les actions privilégiées

Table K - Calcul de l'investissement initial d'un projet d'investissement

LISTE - Liste des immobilisations de l'entreprise